

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOLUTION DE LA RÉPRESSION
DES FRAUDES
ET
FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 17 décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

S. KRAINIK

Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur.*
HITIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOLUTION DE LA RÉPRESSION

DES FRAUDES

ET

FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 17 décembre 1910, à 1 heure 1/2

PAR

S. KRAINIK



Président : M. CAUWÈS, professeur.

Suffragants { *MM. DESCHAMPS, professeur.*
 { *HITIER, professeur.*

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

A MONSIEUR PAUL CAUWÈS

Doyen de la Faculté de Droit de Paris

Hommage de profonde admiration.

A LA MÉMOIRE
DE
MES CHERS ET REGRETTÉS PARENTS

Inoubliable et pieux souvenir.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et Traités

MUYARD DE VOUGLANS. — Les lois criminelles de France.
Paris, 1780.

DE LAMARE. — Traité de police. Paris.

GUY DU ROUSSEAU DE LACOMBE. — Traité des matières criminelles.

JOUSSE. — Traité de la justice criminelle, t. III.

DE LESPINASSE. — Histoire générale de Paris.

CARNOT. — Commentaire sur le Code pénal, 1836.

EMION. — Des délits et des peines en matière de fraudes commerciales.

MILLION. — Traité des fraudes en matière de marchandises. Paris, 1858.

BÉDARRIDE. — Traité du dol et de la fraude. Paris, 1884-1887.

BLANCHE ANTOINE. — Études pratiques sur le Code pénal. Annotations par G. Dutruc. Paris, 1889, 2^e édition, tome 6.

GARRAUD. — Traité théorique et pratique du droit pénal français. Paris 1902 (tomes VI et VII).

MESNARD. — Supplément à la théorie du Code pénal de Chauveau, F. Hélie et Villey.

MOLINIER. — Traité théorique et pratique de droit pénal.

POPINEAU (A.). — La loi du 1^{er} août 1905. Paris, 1908.

- COURCELLE (L.), RICARD (H.). — Traité des fraudes alimentaires, agricoles et médicamenteuses. Paris, 1909.
- AUTEROCHE SIMON. — Commentaire de la loi du 1^{er} août 1905.
- LEMERCIER. — Manuel élémentaire pour la répression des fraudes. Paris, 1909.
- XAVIER DE BORSSAT. — Législation et jurisprudence nouvelles sur les fraudes et falsifications, 1909.
- VALENTIN RICHARD. — Nouvelle législation sur la répression des fraudes. Paris, 1909.
- MONIER (F.), CHESNEY (F.) ET ROUX (E.). — Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications. Paris, 1909.

Thèses

- FRAISSE LOUIS. — De la répression de la fraude dans les ventes de marchandises. Paris, 1889.
- ROBÉ CHARLES. — De la falsification des denrées alimentaires. Paris, 1902.
- GOSSET CHARLES. — De la répression des fraudes dans la vente des marchandises (loi du 1^{er} août 1905). Paris, 1906.
- TOUBEAU MAXIME. — La répression des fraudes sur les produits alimentaires. Paris, 1908.
- PAGÈS (G.). — Les falsifications des denrées alimentaires et la loi du 1^{er} août 1905. Montpellier, 1909.
- RÉNÉ VINCENT. — De la répression des fraudes et falsifications de denrées alimentaires. Caen, 1909.

Dictionnaires, collections et traités spéciaux

- ROLLAND DE VILLARGUES. — Les codes criminels. Paris, 1877.
- DEVILLENEUVE, MASSÉ ET DUTRUC. — Dictionnaire du contentieux commercial et industriel. Paris, 1875.

- MERLIN. — Répertoire universel et raisonné de jurisprudence.
- ROUBEN DE COUDER. — Dictionnaire de droit commercial d'après Goujet et Merger, 1887-1891 (et Supplément, 2 vol. 1897).
- LE POITTEVIN (G.). — Dictionnaire des parquets. Paris, 1901.
- DALLOZ. — Recueil périodique de législation et de jurisprudence v^o Vente de marchandises (Supplément). Paris, 1852-1910.
- DESCLOZEUX (J.). — Code des falsifications agricoles, industrielles et commerciales. Manipulations permises et sophistications. Paris, 1893.
- CHEVALIER (A.) ET BAUDRIMONT (E.). — Dictionnaire des altérations et falsifications des substances alimentaires, etc. Paris, 1897.
- GIRARD CHARLES. — Analyse des matières alimentaires et recherche de leurs falsifications. Paris, 1904.
- GÉRARD (E.) ET BONN (A.). — Traité pratique d'analyse des denrées alimentaires. Paris, 1908.
- VILLIERS (A.), COLLIN ET FAYOLLE. — Traité des altérations et falsifications des substances alimentaires. Paris, 1909.
- VÉRIN LÉON. — La répression des fraudes dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (loi du 16 avril 1897). Lille, 1905.
- MIANE MAXIME. — La fraude des vins. Paris, 1905.
- MOREAU (L.). — La fraude sur les vins et les moyens de la découvrir. Angers, 1907.
- LARNAUDE. — Le sucrage. Rapport en 1903 à la Société des viticulteurs de France et d'ampélographie.
- CHANSON. — La loi du 16 avril 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine. Paris, 1898.

VALLAT. — La loi du 7 avril 1897 sur les vins artificiels.
Paris, 1897.

D^r ARRAGON. — Le lait. Son usage dans l'alimentation des
enfants et des malades et la loi sur la répression
des fraudes de 1905. Toulouse, 1909.

Documents et ouvrages périodiques

Préfecture de police. — Documents sur les falsifications des
matières alimentaires et sur les travaux du labo-
ratoire municipal. Paris, 1882 (1^{er} rapport). Paris,
1885 (2^e rapport).

BROUHAT. — Le laboratoire municipal de Paris, sa direc-
tion, ses documents sur les falsifications des pro-
duits alimentaires et les travaux du laboratoire.
Paris, 1884.

KÖNIG. — État et organisation des bureaux d'examen des
aliments et boissons en Allemagne et à l'étranger,
avec des propositions pour l'établissement d'une
organisation uniforme. Berlin, 1882.

Denrées alimentaires, leurs altérations et leurs falsifica-
tions. Conférences données au grand Concours
international de Bruxelles en 1888 à l'occasion de
l'Exposition d'un laboratoire pour l'analyse des
denrées alimentaires. Bruxelles, 1889.

*Sur les mesures internationales à prendre contre les falsi-
fications des matières alimentaires.* Vienne, 1887.

Bulletin du Service de surveillance de la fabrication et du
commerce des denrées alimentaires. Bruxelles,
1907.

*Documents relatifs aux ordonnances pour une loi fédérale
sur les denrées alimentaires.* Berne, 1894.

Annuaire de législation étrangère, Paris, 1872-1909.

Revue internationale des falsifications des denrées alimentaires (P. F. van Hamel Roos, Bruxelles, 1888-1902).

Annales des falsifications, Paris, 1908-1910. Bulletin international de la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques.

Revue de la Société des viticulteurs de France. Paris, 1906 (M. Larnaude, Fraudes. Lois du 1^{er} août 1905).

Bulletin mensuel de l'Office de renseignements agricoles. Paris, 1908 (Ministère de l'Agriculture).

Compte rendu du X^e Congrès international d'hygiène et de démographie tenu à Paris en 1900 (D^r A.-S. Martin, Paris, 1901).

Compte rendu du Congrès de Genève de septembre 1908 pour la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques. Paris, 1909.

Compte rendu du Congrès de Paris d'octobre 1909 (Paris, 1910).

L'ÉVOLUTION DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES ET FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES

INTRODUCTION

Les pouvoirs publics dans tous les pays civilisés se sont préoccupés de l'alimentation saine du peuple en considérant qu'ils remplissent une tâche sacrée de veiller à ce que les aliments destinés à la consommation soient exempts de toute falsification.

En effet, d'une bonne nourriture dépend l'énergie physique et morale de l'individu et de sa descendance, par conséquent la force et l'avenir de la nation dans son ensemble ; or, si la falsification des denrées alimentaires ne porte pas toujours un préjudice direct à la santé de l'individu, son organisme s'altérera insensiblement par suite de l'ingestion d'une nourriture insuffisante, dont le coefficient nutritif sera de beaucoup inférieur à celui de l'aliment naturel qu'il croit absorber.

Comme dans la plupart des cas, pour que la fraude puisse être lucrative, elle devra porter généralement sur les denrées de grosse consommation, et ce sont les classes moyennes et surtout les classes indigentes qui pâtiront le plus de la vile spéculation des falsificateurs.

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de la santé publique que les falsifications alimentaires sont préjudiciables.

« La fraude, intervenant, trouble profondément l'équilibre des transactions commerciales basées sur la concurrence honnête, et il en résulte d'une part que le commerçant honnête est lésé, et que, d'autre part, le pays lui-même souffre dans ses relations extérieures. » (Pagès. *Les falsifications des denrées alimentaires et la loi du 1^{er} août 1905*, p. 96.)

Les producteurs et les consommateurs à leur tour sont lésés par la vente des produits falsifiés ; les premiers se voient frustrés de leurs gains légitimes par une concurrence déloyale et les derniers sont forcés de recevoir une denrée qui ne possède aucune des qualités nutritives nécessaires, tout en payant un prix dépassant de beaucoup la valeur de la marchandise.

Enfin, au point de vue du commerce extérieur, la fraude n'est pas moins nuisible ; en effet, en dépréciant les marchandises à l'étranger, elle porte atteinte au bon renom commercial d'un pays et risque de fermer à l'exportation d'importants débouchés.

« Quel est le Français honnête et patriote, disait M. Riché dans son rapport sur la loi de 1851, qui n'ait souffert en entendant à la tribune nationale M. Cobden proclamer naguère que les Français fabriquent aussi bien que les Anglais, mais que les Français ne savent pas vendre, qu'ils ne sont pas assez habiles pour être constamment loyaux dans la qualité ou dans la dimension des marchandises qu'ils exportent. »

Un devoir sacré s'imposait donc aux pouvoirs publics d'intervenir dans tous les pays pour diminuer ces « félonies mercantiles » en attaquant sévèrement les fraudes alimentaires si nuisibles à la santé publique et aux intérêts économiques des citoyens et de l'État lui-même.

Nous étudierons dans cet ouvrage les mesures répressives prises par les pouvoirs publics depuis l'antiquité jusqu'à nos jours, contre les fraudeurs, en traçant les grandes lignes qui dessinent l'évolution de cette répression en France et dans les pays étrangers.

En parcourant toutes les étapes de cette évolution nous pourrons nous rendre compte du grand progrès réalisé dans cette voie par le lien de solidarité sociale qui caractérise notre époque et qui a amené sur le terrain des ententes internationales la répression des tromperies et falsifications alimentaires.

C'est surtout à ce point de vue que le développe-

ment de la législation sur les fraudes présente un grand intérêt. Dans le passé on se préoccupait uniquement d'édicter des dispositions dans chaque pays séparément sans tenir compte des progrès réalisés en cette matière par les législations des autres pays. A l'époque actuelle, le sentiment de plus en plus vif qui se manifeste parmi les peuples pour l'intérêt général de l'humanité a déterminé tous les États à collaborer et à faire les sacrifices nécessaires pour défendre l'organisme social tout entier contre l'armée dangereuse des fraudeurs.

Pour la facilité de l'étude, nous avons divisé notre ouvrage en sept parties :

I. — La loi romaine sur les fraudes et le système de la répression des tromperies et falsifications des denrées alimentaires et boissons, sous l'ancien régime en France.

II. — Les lois punissant les fraudes alimentaires en France depuis la Révolution jusqu'à la loi du 1^{er} août 1905.

III. — Analyse des innovations introduites dans la loi actuelle sur les tromperies et falsifications (loi du 1^{er} août 1905).

IV. — Étude des lois générales concernant les fraudes et falsifications des denrées alimentaires et boissons dans les pays étrangers.

V. — Description des manipulations frauduleuses

les plus fréquentes. Examen des *lois spéciales* contre les falsifications des aliments et boissons en France et à l'étranger.

VI. — Mouvement international pour l'unification des mesures contre les tromperies et falsifications des aliments, etc.

VII. — Le droit de l'intervention des pouvoirs publics relativement à la répression des fraudes alimentaires. Conclusion.

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI ROMAINE SUR LES FRAUDES ET LE SYSTÈME DE LA RÉPRESSION DES FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES SOUS L'ANCIEN RÉGIME EN FRANCE.

L'art de tromper les acheteurs en falsifiant les denrées avant de les livrer à la consommation est assurément tout aussi ancien que le commerce lui-même.

On ne dit point quels en furent les inventeurs, en tous cas les Phéniciens qui le pratiquaient fréquemment l'auraient transmis aux Carthaginois dont la mauvaise foi, « *fides punica* », était proverbiale dans l'antiquité et surtout parmi les Romains.

Ceux-ci ne tardèrent pas à imiter leurs voisins et dans de telles proportions que plusieurs auteurs parmi lesquels Plaute, Pline, Palladius et même Virgile se plaignent des multiples falsifications pratiquées sur les denrées alimentaires de première nécessité.

La loi romaine s'est occupée de ces falsifications sous divers rapports et considérait l'adultération tan-

tôt comme moyen de causer à autrui un *dommage*, ainsi que cela a lieu dans le cas où l'on introduit méchamment dans les récoltes du voisin, dans son huile ou dans son vin, etc., des substances qui doivent les corrompre (*Dig.*, liv. 9, tit. 2, Ad legem Aquiliam, I, 27 § 15; *Instit.*, liv. 4, tit. 3, De lege Aquilia); tantôt comme *fraude* portant atteinte à la validité du contrat de vente et pouvant constituer un vice rédhibitoire (*Dig.*, lib. 21, De *Ædilitio edicto et redhibitione*); tantôt enfin comme *crime*, lorsqu'elle a pour objet une spéculation frauduleuse sur les céréales et en général sur toutes sortes de vivres (M. Ortolan. *Exp. hist. des Instit.*, 3^e éd., t. 2, p. 669).

Il faut remarquer qu'au point de vue pénal, les fraudes sur les marchandises donnaient lieu à une accusation qu'autant qu'elles étaient commises sur les *subsistances publiques* (*Dig.*, lib. XLVII, tit. II, l. 6). Les spéculateurs sur les denrées publiques convaincus de falsification étaient punis, comme *faussaires*, de peines infamantes (*Dig.*, lib. XLVIII, tit. 1, l. 1) et la loi romaine attachait une telle importance à cette répression qu'elle admettait exceptionnellement, dans ce cas, la dénonciation portée par l'esclave contre son maître (*Dig.*, lib. XLVIII, tit. 12, De lege annonæ, t. 1; et tit. 2, De accusat. et inscript., I, 13).

Ces peines étaient différentes suivant qu'il s'agissait de frapper un commerçant ou un homme de basse condition.

Les premiers étaient déchus du droit de faire désormais le commerce et quelquefois déportés. Les seconds étaient condamnés aux travaux publics (*Dig.*, lib. XLVII, t. II, l. 6).

C'est la *Lex Cornelia de Falsis*, spécialement promulguée pour réprimer le faux dans les testaments et les monnaies, qui devint le point de départ du développement de l'incrimination de fraude ; elle resta sous l'Empire la base du système de répression en cette matière.

L'assimilation que la loi romaine faisait entre les faux dans les testaments et les monnaies, d'une part, et les fraudes commises sur les subsistances publiques, d'autre part, s'explique par le caractère essentiel des lois *falsa* qui punissaient en général l'offense à la foi publique.

Quant aux fraudes sur les marchandises dont les particuliers pourraient être victimes, c'était l'Édit des Édiles qui accordait à l'acheteur lésé deux actions privées : *l'action rédhitoire* et *l'action estimatoire* ou *quantum minoris*.

Plus tard, avant d'avoir songé à séparer les fraudes civiles et les fraudes pénales, on cherchait à comprendre sous la qualification supplétive du stellionat (*stellionatus*) les fraudes qui ne pouvaient rentrer sous la qualification générique de « faux ». On disait à ce propos : *Quodenim in privatis judiciis est*

de dolo actio, hoc in criminibus stellionatus persecutio (L. 3, §§ 1 et 3. D. 1, 4, D. Stellion.).

Mais de tout temps et toujours la loi romaine ne punissait pénalement que les fraudes sur les céréales et en général sur les subsistances publiques en soumettant ces manœuvres aux dispositions répressives des lois *falsa* et *quasi falsa* dont le caractère commun était l'offense à la foi publique, *fides publica*.

L'ancienne doctrine et jurisprudence française, influencée sans doute par le système de la loi romaine, rangeait dans la classe des *faux* les fraudes commises dans la vente des marchandises sans tenir compte cependant des différences que les Romains ont eu le soin de préciser.

C'est ainsi qu'étaient qualifiés de *faussaires* ceux qui vendaient des choses mixtionnées pour des choses pures et qui falsifiaient *toute espèce de marchandises* (*Damhoudérius*, cap. 119, n° 1, p. 383 et cap. 123, 389; *Menochius*, De arbitrio jud., lib. 2, casu. 382, n° 2; *Farinacius*, Quæst., 150, n° 57).

Jousse dans son *Traité de justice criminelle* (t. III, p. 370) dit qu'on doit considérer comme *faussaires* tous ceux qui font des mélanges ou mixtions désavantageuses au public et qui falsifient des marchandises, et *Guy du Rousseau de Lacombe* ajoute : « Ceux qui corrompent leurs marchandises, comme les marchands de vins et autres, sont punissables comme *faussaires* » (*Traité des matières criminelles*, p. 49).

L'assimilation des falsifications alimentaires au crime de faux avait des conséquences d'une rigueur exagérée et une tendance générale était à cette époque dans toute l'Europe pour punir très sévèrement les fraudeurs.

Muyard de Vouglans cite pour l'Allemagne l'ordonnance de Charles Quint dénommée la *Caroline*, dont l'article 13 nous paraît caractéristique et que nous reproduisons en entier : « Celui qui par malice, et avec danger, falsifie les mesures, poids, épiceries ou autres marchandises, et s'en sert et les débite pour légitimes, sera regardé comme *criminel*, banni du pays, après avoir été fustigé et subi d'autres peines, suivant l'exigence des cas. Cette falsification pourrait avoir été pratiquée assez souvent et avec assez de malice pour que le coupable méritât la peine de *mort* sur l'avis des gens de loi, ainsi qu'il sera marqué à la fin de cette ordonnance. »

La sévérité excessive des lois relativement aux fraudes à cette époque s'explique par l'état de mœurs assez peu indulgentes et par la conception juridique erroné qui rattachait au crime de faux toute manœuvre frauduleuse. Devait-on regarder les tromperies commerciales comme des vols ? Le délit de tromperie réunit bien tous les caractères de la soustraction frauduleuse, mais réfléchissant à la grande facilité et au puissant mobile qui pousse l'acheteur à dépister la fraude et à la découvrir, on arrive bientôt à con-

cevoir que cette idée de vol appliquée à de semblables supercheries doit subir une modification et dégénérer en simple escroquerie ou en une sorte d'abus de confiance.

Dans le *Recueil des lois criminelles* publié par Muyard de Vouglans en 1780, les falsifications et les tromperies y figurent au titre du *Faux*, dans un paragraphe intitulé : *Du faux dans les marchandises et denrées*, mais l'auteur comprenant mieux le caractère que la dernière législation de l'ancienne monarchie avait imprimé à ces mêmes infractions, est conduit, lorsqu'il traite de la pénalité qui leur est applicable, à les ranger dans la classe des délits de police (V. *op. cit.*, liv. 3, tit. 8, ch. 9).

Faut-il croire que la sévérité des peines a eu l'effet de faire disparaître les fraudes ou au moins de faire diminuer le nombre des fraudeurs. Nous ne le pensons guère, vu la continuité de la répression et la multiplicité des mesures prises contre les sophisticateurs.

Du reste, les magistrats chargés de mettre en exécution ces pénalités excessives préféraient souvent de laisser impunies certaines manœuvres illicites que d'appliquer des peines en disproportion avec le délit commis.

En général, lorsqu'une loi édicte des mesures répressives trop sévères, elle risque de ne pas enrayer le mal qu'elle cherche à combattre, tout comme un courant électrique trop puissant qui passe à travers

un corps sans en atteindre les organes. Les statuts des corporations des métiers octroyés par saint Louis dont la profession avait pour objet le commerce des denrées alimentaires, des boissons et des médicaments sont entrés relativement aux falsifications dans de nombreux détails, ce qui prouve que la fraude était pour ainsi dire continuelle et qu'une longue habitude l'avait fait passer dans les habitudes d'une partie du commerce.

Ces statuts fourmillent de détails de falsifications encore très connues et pratiquées de nos jours et que l'on cherchait déjà à prévenir en les prévoyant. Les statuts des brasseurs interdisaient dans la fabrication de la bière, l'emploi du piment, de la résine, de baies, de l'ivraie, des levures infectées, corrompues ou gâtées, des houblons échauffés, moisissus, qui ne pouvaient fournir que des boissons malsaines (V. Statuts des brasseurs de 1292; statuts accordés aux brasseurs par les prévôts de Paris, 6 oct. 1489. Ordonnance du roi confirmative des dits statuts, 1514. Lettres de Henri II accordant les statuts aux brasseurs, 6 mars 1556. Ordonnance confirmant de nouveau les statuts aux brasseurs, février 1630).

Il était défendu « à toutes sortes de personnes d'apporter, ni faire apporter en cette ville, aucuns vins de raisins de bois, si ce n'est pour l'usage des épiciers outeinturiers et en conséquence d'ordres signés d'eux dont les habitants charretiers et voituriers seront

porteurs, le tout à peine de 500 livres d'amende et de punition corporelle » (V. Sentence de police du 24 fév. 1701. *Traité de Police*, de De Lamare, p. 584).

On trouve aussi des règlements qui atteignaient même les fraudes commises à la nourriture des animaux. Ainsi des peines étaient édictées contre ceux qui mettaient en vente des avoines mal nettoyées, gâtées par des mélanges ou dont la mauvaise qualité était dissimulée par une couche de bonne avoine.

Les peines édictées par les statuts étaient le *bannissement*, l'*amende*, la *confiscation des marchandises*, l'*effusion des boissons sur le pavé*, et, pour que le châtiment fût plus exemplaire, on y ajoutait la *punition corporelle*.

Dans l'intention de saint Louis très certainement et dans celle de plus d'un de ses successeurs, le but de tous ces règlements, de toutes ces interventions de la puissance publique pour consolider et étendre les corporations, était excellent. Il s'agissait d'établir une bonne police, veiller aux intérêts de tous, d'assurer aux membres des corporations une protection mutuelle et à la société une bonne fabrication et la répression des fraudes.

Pour atteindre ce but, on avait multiplié les règles, les formules techniques, établi une surveillance minutieuse. Tout avait été prévu et précisé : la matière, la forme, la couleur, les ingrédients, la manière de faire, etc. Rien ne pouvait se faire en un mot, qui ne

fût conforme à des modèles irréprochables, et les règlements constituaient une véritable encyclopédie de la Chine, prévoyant tout, parant à tout, et ne devant laisser à personne, en quoi que ce fût, le droit ou le pouvoir de se tromper. En apparence donc c'était l'idéal. En réalité, l'idéal était loin d'être atteint, et le système n'avait abouti à travers des vexations de toute sorte, qu'à provoquer des ligues des maîtres des communautés entre eux pour dominer le marché et à rendre la fabrication vicieuse et chère (Frédéric Passy, *Cours d'Éc. Pol.*, p. 290 et suiv.).

En effet, l'esprit de corps et l'intérêt de chaque membre de la communauté trouvaient profit à tolérer les abus et les maîtres et gardes de ces communautés, pour ne pas jeter le discrédit sur les produits de la *corporation*, avaient intérêt à ne pas dévoiler des fraudes qui étaient souvent la base même des secrets de fabrication.

Mais lorsque le mal prenait de fortes proportions et ne pouvait plus être suffisamment combattu par les magistrats, les rois rédigeaient de loin en loin des ordonnances dans lesquelles ils essayaient quelques réformes. Ainsi, Charles IV se vit obligé en 1321 de s'éloigner de l'habitude consacrée par l'organisation des métiers et dessaisit les maîtres jurés du soin de poursuivre les délinquants en confiant aux prévôts de Paris cette charge.

En 1350 le roi Jean fait un volumineux règlement sur la police du royaume ; il s'occupe particulièrement de la vente des denrées alimentaires et ordonne aux magistrats chargés de la police de la ville de dénoncer et de prévoir dans de minutieuses ordonnances les fraudes que l'on pouvait commettre sur les denrées et notamment sur le beurre, le lait, le pain, etc. (V. de Lamare. *Traité de Police*, loc. cit.)

Une ordonnance du prévôt de Paris en 1396 fait défense à toute personne qui fait le commerce des beurres frais ou salés, de les mixtionner pour leur donner une couleur plus jaune, soit en y mêlant des fleurs de souci, d'autres fleurs, herbages ou drogues.

En 1415 Charles VI publie une ordonnance qui interdit aux marchands de vins de faire mixtion de deux vins ensemble, ni remplir leurs fûts d'aucun vin s'il n'est sain, loyal et marchand.

La même ordonnance interdit aussi la vente de toute pièce de vin qui n'aurait pas la contenance en usage dans les pays et lieux de production des vins qu'elles contiennent.

*
* *

Sous Louis XIV comme sous Louis XV, les abus étaient tellement invétérés qu'ils étaient devenus un danger public et une lutte acharnée continua entre les fraudeurs et les pouvoirs publics. Mais depuis

cette époque jusqu'à la Révolution, la royauté comprenant que le système des maîtrises et jurandes était défectueux et qu'il fallait le corriger par une réforme radicale, se contenta de faire exécuter les anciennes ordonnances sans les modifier et sans lutter davantage.

La grande Révolution faisait table rase de tous les privilèges, pour faire place au grand principe de la liberté, qu'elle cherchait à étendre à toutes les idées, à tous les actes de la vie de l'homme. Elle devait donc briser toutes les entraves qui nuisaient à l'industrie et au commerce. La nouvelle ère, en proclamant la liberté du commerce, n'entendait pas donner aux négociants et aux industriels la libre faculté de faire tout ce qui leur conviendrait; le commerce serait retombé dans la plus profonde servitude; les fraudes et les abus auraient eu le champ ouvert, sans crainte de répression. Une semblable façon d'interpréter le principe de la liberté commerciale était trop évidemment entachée d'immoralité pour n'être pas repoussée.

Cependant, la Révolution marque l'époque où la législation contre les fraudes alimentaires atteint les dernières limites de l'indulgence. Le décret du 19-22 juillet 1791 ne parle que de boissons falsifiées par des mixtions nuisibles, que d'aliments gâtés ou corrompus et les nouveaux législateurs ne firent aucune disposition particulière contre les falsifications

non nuisibles opérées sur les denrées ou sur les marchandises en général. Ils les considéraient comme rentrant dans la classe des abus de confiance et pensant qu'il était difficile de saisir l'auteur lui-même de ces altérations au moment où il les pratiquait, les nouveaux législateurs ne punissaient que celui qui les vendait et qui profitait ainsi de l'erreur qu'il avait provoquée.

DEUXIÈME PARTIE

LES LOIS PUNISSANT LES FRAUDES ALIMENTAIRES DEPUIS LA RÉVOLUTION JUSQU'A LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905

Le Code pénal de 1810 s'est montré un peu plus prévoyant en essayant de compléter la loi de 1791 ; néanmoins il contenait plusieurs anomalies évidentes. D'une part il classait la vente des boissons falsifiées par des mixtions nuisibles au nombre des attentats contre les personnes et d'autre part il soumettait à la justice débonnaire des juges de paix, au tribunal de simple police, la vente des aliments gâtés ou corrompus, quelque malfaisant qu'en pût être l'usage, ainsi que l'exposition ou vente de boissons simplement frelatées.

Ailleurs, il punissait sévèrement les tromperies sur la nature des marchandises, établissant ainsi une distinction malheureuse entre les produits manufacturés et les denrées qui pouvaient servir à l'alimentation. La tentative de délit n'était pas non plus prévue

et il se taisait complètement sur la vente des autres substances (alimentaires et médicamenteuses) falsifiées, lacune qui ne fut comblée qu'en 1832, au moyen de l'addition à l'article 475, Code pénal, de l'ancienne disposition sur l'exposition en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles, que la jurisprudence avait continué à appliquer. D'autre part, s'il atteignait la fraude du débitant, il laissait sans répression celle de l'auteur de la falsification. Le § 14 de l'article 475, ajouté lors de la révision du Code pénal (en 1832), et qui reproduisait l'article 605 du Code de brumaire an IV, punissait de peines de simple police l'exposition en vente de comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles. C'était là un moyen anodin, détourné et trop indirect, d'atteindre efficacement la falsification des denrées alimentaires. Le législateur s'est plus vivement ému des falsifications de boissons que de celles relatives aux aliments solides. Il y avait là une anomalie regrettable à ne pas traiter de la même manière les deux sortes de falsifications. Il devait inévitablement en résulter que des sophistications de tout genre affectassent principalement les objets les plus nécessaires à la consommation dont le commerce est le plus usuel et plus répandu et cela avec d'autant plus d'avidité que la répression était plus bénigne.

« Pour combler cette lacune, la jurisprudence, non sans hésitation, a fait tomber les falsifications des

denrées solides, nuisibles ou non, sous le coup de l'article 423 punissant la tromperie sur la nature dans les ventes de toutes marchandises (que ces marchandises soient ou non des denrées alimentaires). » (*Ch. Robé.*)

Le Code pénal de 1832 a confirmé la jurisprudence en étendant l'article 423, qui a été conservé lors de la révision, aux tromperies sur la nature et la qualité de toutes marchandises quand auparavant il n'atteignait que les tromperies dans la vente des articles d'orfèvrerie, le titre des matières d'or ou d'argent, la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, etc.

Malgré le progrès incontestable que le Code pénal de 1810 modifié par la loi du 28 avril 1832 faisait faire à la législation, ce système comprenant des textes spéciaux sans cohésion et un texte général, l'article 423 qui ne visait pas les falsifications et qui laissait en dehors la mise en vente, la détention des denrées falsifiées, la tentative de tromperie, devait bientôt révéler son impuissance.

*
* *

Deux lois, l'une du 27 mars 1851, relative aux falsifications des denrées en général, l'autre du 5 mai 1855, sur les boissons et leurs sophistications ont corrigé la plupart des défauts de la législation antérieure en apportant quelques moyens utiles pour

arrêter les abus. Ces lois punissent tout à la fois *l'auteur, le détenteur et le vendeur* des produits falsifiés, les rendant passibles des peines correctionnelles, qui puissent une aggravation dans le fait de nocuité de l'altération.

La loi de 1851 avait pour but de donner plus de force et d'extension à l'article 423 du Code pénal ; elle faisait tomber sous cette sanction certaines fraudes qui y échappaient ou n'en étaient atteintes qu'à l'aide d'interprétation et d'analogie. La plus grande innovation qu'elle contenait était relative aux denrées alimentaires et médicamenteuses. Elle cherchait non seulement à protéger la vente de ces marchandises et à vendre les tromperies dont elles peuvent être l'objet plus difficile, en faisant disparaître toute distinction entre leur nature et leurs qualités accessoires, *mais elle érigeait en délit un fait qui précède la tromperie et lui sert de moyen*, elle créait le délit de *falsification*. (Million, *op. cit.*, p. 3.)

L'érection en délit de la falsification a eu pour but « la répression plus efficace de la fraude ».

Elle est venue s'ajouter au délit de tromperie mais sans prendre sa place car l'article 423 du Code pénal subsiste tout entier dans la nouvelle loi et « il est des fraudes, disait le rapporteur de cette loi, M. Richet, que les deux législations pourront se disputer sans inconvénient ».

La falsification n'est pas le fait même de la trom-

perie, mais un moyen d'y arriver. Relativement aux denrées alimentaires, l'acte préparatoire de la tromperie devient un délit et désormais la répression de la fraude remonte jusqu'à sa source.

Cette loi est préventive tout autant que répressive. « Pour faire cesser les dangers que causaient les fraudes dont le commerce des denrées était infesté, elle a senti la nécessité de les poursuivre et dans leur source et dans leur but. Elle cherche à les frapper, dès leur origine, en pénétrant jusque dans les repaires où elles se manipulent, à les surprendre, même avant que le but en vue duquel elles sont pratiquées soit atteint. » (Rapp. de M. Riché sur le fond de la loi de 1851. *Monit.*, 26 février 1851.)

C'est à ce point de vue surtout que le développement de la législation qui nous occupe a modifié le système du Code pénal. Il est en parfait accord avec la tendance de plus en plus préventive du droit moderne. On se préoccupe moins du résultat, la tromperie dans les échanges, que de l'intention de tromper, manifestée par la falsification. Il y a là un développement intéressant de législation qui se rattache au principe affirmé par l'école moderne, qu'il faut attacher plus d'importance aux facteurs psychiques qu'aux effets matériels du délit. (V. Garraud, *op. cit.*, n° 2487 et suiv.).

C'est ainsi que l'intérêt général qui commandait si puissamment de prévenir, autant que possible, les

falsifications nuisibles, dès leur origine, devait surtout imposer une surveillance plus grande encore pour empêcher leur écoulement. La vente et la mise en vente des produits rendus nuisibles par mains d'homme sont formellement prévus et défendus dans cette loi, et même cette défense est tellement absolue, que sous aucun prétexte, elle ne peut être enfreinte. L'avertissement que ferait le vendeur à l'acheteur, des dangers de la mixture qu'on lui présente, la connaissance qu'en pourrait avoir le consommateur lui-même, qui l'aurait commandé pour son usage, ne peuvent faire tomber la prévention.

« La loi de 1851 n'a pas voulu que le vendeur pût, dans ce cas, couvrir une complaisance impie et mercenaire en apportant la preuve qu'il n'avait fait qu'obéir aux caprices et aux exigences d'une grossière intempérance : aussi frappe-t-elle avec sévérité la main cupide qui tend le poison, sans calculer la portée et les conséquences de l'acte qu'elle commet, autrement que par le gain qu'elle espère en tirer. »
(Milion, *op. cit.*)

Mais quels sont les éléments constitutifs de la falsification ! Quelle définition doit-on employer pour ce nouveau délit que la loi de 1851 invente ? Pour le rapporteur de cette loi, M. Riché : « Il y a falsifi-

cation, non seulement dans l'introduction d'une denrée d'une autre nature, mais dans la mixtion d'une denrée d'une nature identique et de qualité notablement inférieure, de manière que le résultat de l'amalgame soit très sensiblement moins propre à l'usage auquel la chose est destinée, ou d'une valeur considérablement moindre que la valeur promise par la dénomination ou par le prix de la marchandise. »

Le dictionnaire de Littré dit : « La falsification est l'altération volontaire et frauduleuse des substances alimentaires, des vins, etc., avec des substances inertes ou de qualité inférieure. »

Merlin définit la falsification « le délit qu'on commet en vendant pour pures des denrées ou des boissons auxquelles, pour en augmenter le poids et le volume, on a mêlé des substances étrangères ».

Mais toutes ces définitions laissent dans l'ombre les falsifications par retranchement qui consistent à enlever à un produit l'un de ses éléments essentiels comme pour l'écémage frauduleux du lait.

Pour Garraud : « La falsification proprement dite est l'altération par main d'homme. » Elle a lieu ordinairement par addition ou par retranchement : par addition lorsqu'elle résulte d'un mélange frauduleux tendant à détériorer la substance annoncée au préjudice de l'acheteur, ou de l'introduction faite frauduleusement de denrées alimentaires d'une qualité inférieure dans les marchandises de même nature,

présentant extérieurement les apparences d'une qualité supérieure ; par retranchement, lorsque l'inculpé a retiré de la marchandise les éléments qui en font la qualité. « L'altération peut aussi avoir lieu, en faisant subir à la physionomie d'un produit de quelque manière que ce soit, *un changement* de nature à en varier ou déguiser la composition naturelle ».

Desclozeaux la définit « toute manipulation calculée et secrète, ayant pour résultat de diminuer la valeur intrinsèque de la marchandise et de procurer ainsi au vendeur un gain illicite ».

La définition donnée par Garraud ne définit pas assez complètement le délit de la falsification et Desclozeaux commet une erreur en faisant du gain illicite procuré au vendeur une des conditions essentielles de la falsification. La définition suivante due à MM. Moreau et Hamon (*Revue Internationale des falsifications* du 15 novembre 1887) et adoptée par M. Pagès dans son ouvrage sur les falsifications, nous paraît la plus complète et la plus scientifique à la fois : « Falsification : *Addition* volontaire et *frauduleuse* à un produit, d'une matière quelconque, qui *normalement* n'existe pas dans ce produit, ou ne s'y rencontre qu'en *proportion* sensiblement inférieure ; ou soustraction volontaire et frauduleuse à un produit d'une matière quelconque existant dans le produit normal, et qui ne se trouve plus dans le produit anormal, ou s'y trouve en proportion inférieure. »

Une autre définition qui est très précise et aussi compréhensive que possible est celle qui se trouve dans l'excellent *Traité théorique et pratique sur les fraudes et falsifications* par MM. F. Monier, F. Chesney et E. Roux. *Falsification* : Toute opération tendant frauduleusement à détériorer, au préjudice de l'acheteur, la substance de la chose annoncée, ou à fabriquer et à présenter sous le nom et les apparences d'un produit connu et déterminé, un autre produit ne contenant pas les éléments qui entrent dans la composition normale du premier.

Le législateur de 1851 n'a pas voulu donner aucune définition de la « falsification » considérant que « *omnis definitio periculosa* » et M. Richet, dans son rapport, disait justement : « La loi ne doit pas donner des définitions. En présence de la nouvelle législation, comme en exécution de l'ancienne, le juge correctionnel doit apprécier les intentions, la bonne foi, les excuses, *frapper la fraude et rien que la fraude.* » (Rapp. de M. Richet, *Monit.*, 26 fév. 1888.)

*
* *

Une condition essentielle à la constitution du délit de falsification des substances ou denrées alimentaires ou médicamenteuses, c'est la *destination* même : il faut que ces substances soient destinées à être vendues comme denrées alimentaires ou médicamenteu-

ses (art. 1^{er}, n° 1). L'usage industriel ou commercial sera la plupart du temps établi par l'exposition de la marchandise dans un lieu ouvert au commerce. Mais la loi n'attend pas qu'il ait été fait usage de la marchandise falsifiée : comme nous le savons, elle érige en délit spécial l'acte préparatoire — la falsification même — pourvu qu'elle porte sur une denrée *destinée à être vendue*.

La destination se présume par l'intention qui a pu guider le falsificateur, par les actes et les qualités de ce dernier, par la nature des produits falsifiés, par les circonstances dans lesquelles la falsification a été commise. Si le falsificateur a l'habitude de fabriquer et de vendre des denrées de la même espèce, pas de doute, le falsificateur est punissable. Mais au contraire, s'il s'agit d'un individu qui ne fait pas le commerce de la marchandise, on présumera que cette marchandise n'est destinée qu'à des usages particuliers et domestiques. Il y a là une question d'intention et par conséquent, de fait, que les juges apprécieront souverainement. (Garraud, *op. cit.*, n° 2493.)

Le second élément, soit du délit de falsification, soit du délit de vente ou de mise en vente des denrées ou substances alimentaires falsifiées ou corrompues, c'est l'*intention frauduleuse*. Il faut que le prévenu ait agi *sciemment* et *volontairement*.

La même condition existait pour le délit de *détention* de substances falsifiées ou corrompues. En effet

l'article 3 punissait ceux qui, sans motifs légitimes, avaient dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, des substances alimentaires ou médicamenteuses qu'ils savaient être falsifiées ou corrompues.

Le seul fait de falsification ou de vente ou mise en vente de substances falsifiées ou corrompues suffisait pour constituer un délit, il n'était pas nécessaire que la substance falsifiée ou corrompue soit nuisible à la santé ; c'est là une *circonstance aggravante* et non un élément essentiel du délit. Si la marchandise contenait des mixtions nuisibles à la santé, les pénalités étaient applicables même au cas où la falsification avait été connue de l'acheteur ou consommateur.

Le système de la répression de délits de tromperie et falsifications employé par le Code pénal (art. 423) et la loi de 1851 peut être ainsi résumé : cinq espèces de pénalités forment un fond commun dans lequel le juge a la faculté de puiser pour accommoder la répression aux circonstances de la cause ; ce sont *l'emprisonnement, l'amende, la confiscation, la publicité du jugement et certaines incapacités*.

L'emprisonnement était de trois mois au moins et d'une année au plus (art. 423 C. pén.). Si la falsification était nuisible à la santé, l'emprisonnement pouvait aller jusqu'à deux ans.

L'amende était de 50 francs au moins et ne pou-

vait dépasser le quart des restitutions et dommages-intérêts. Mais lorsque la falsification était nuisible à la santé, l'amende allait jusqu'à 500 francs.

Les objets du délit étaient confisqués et mis à la disposition de l'Administration qui les attribuait aux établissements de bienfaisance, s'ils étaient propres à un usage alimentaire ou médical. Dans le cas contraire, les objets étaient détruits ou répandus aux frais du condamné et si le Tribunal l'ordonnait, la destruction avait lieu devant l'établissement ou le domicile du condamné (art. 5).

La peine de l'affichage pouvait être ordonnée par le Tribunal qui désignait les lieux où le jugement devait être affiché, et les journaux dans lesquels il devait être inséré intégralement ou par extraits, le tout aux frais du condamné (art. 6, loi du 27 mars 1851 et art. 423). Cette disposition a été étendue par la loi de 1863 à tous les jugements prononcés en cette matière.

Le décret du 2 février 1852 reproduisant et complétant les dispositions des lois antérieures, attachait à l'emprisonnement prononcé par l'application des articles 423 et 1^{er} de la loi de 1851 une sorte d'indignité qui avait pour effet de priver ceux qui en étaient atteints du droit d'être inscrits sur les listes électorales.

Cette loi ne faisait presque pas de distinctions entre la gravité et la nature des peines édictées par la loi de

1851 et privait les condamnés en vertu de cette loi, à l'interdiction du droit de vote et d'éligibilité.

Une loi du 24 janvier 1889 a corrigé cette rigueur excessive en distinguant trois situations :

a) Les condamnés à trois mois de prison au moins en vertu de l'article 423 du Code pénal ou de l'article 1^{er} de la loi de 1851 sont punis d'interdiction perpétuelle des droits électoraux ;

b) Les individus condamnés à plus d'un mois de prison par l'application de l'article 1^{er} de la loi de 1851, ne pourront être inscrits sur la liste électorale pendant cinq années, à partir de l'expiration de leur peine ;

c) Ceux condamnés à un mois ou moins d'un mois de prison en vertu de la même loi, ne sont frappés d'aucune interdiction de leur droit de vote et d'éligibilité.

La loi de 1851 considérait comme récidive spéciale le fait que le prévenu a été condamné dans les cinq années antérieures pour l'un des délits de fraude prévus par la présente loi. Cet état de récidive forme la seconde des circonstances aggravantes et l'emprisonnement pouvait être élevé jusqu'au double du maximum et l'amende portée jusqu'à 1.000 francs si la moitié des restitutions et dommages-intérêts n'excédait pas cette somme.

Cette récidive spéciale n'excluait pas la récidive ordinaire, mais se combinait avec elle.

Enfin, la loi de 1851 appliquait aux délits de falsification les dispositions relatives aux circonstances atténuantes qui sont inscrites dans l'article 463 du Code pénal.

Au cours de la discussion de la loi de 1851, il fut convenu à plusieurs reprises que cette loi ne s'appliquerait pas aux vins et d'une façon générale aux boissons.

Cependant les falsifications sévissaient d'une façon inquiétante sur les vins et en 1843 on présenta sur ce sujet un projet de loi qui devint après une attente de douze années la loi du 5 mai 1855. Cette loi appliquait aux boissons les dispositions de la loi du 27 mars 1851.

L'ensemble de ces deux lois constituait une sorte de loi générale pour la répression des fraudes et falsifications sur les marchandises. Cependant des fraudes plus audacieuses étaient partout signalées. Toutes les sciences, et notamment la chimie, faisaient des progrès considérables et les fraudeurs se sont empressés d'appliquer à leurs industries ces progrès de la science. Ils en sont arrivés à falsifier scientifiquement des produits naturels de façon telle et dans de telles proportions que le législateur s'est vu dans l'impossibilité de s'en tenir au texte des lois anciennes, et après les lois de 1851 et de 1855, il s'est vu obligé d'édicter des dispositions nouvelles, notamment la loi du 4 février 1888 qui réprime les fraudes

dans la vente des engrais, celles des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 août 1897, sur les fraudes dans la vente des vins; celles du 25 avril 1895 sur la vente des sérums thérapeutiques, enfin celle du 16 avril 1897 sur la vente des beurres. En même temps que le Parlement votait des lois, les grandes villes créaient des laboratoires municipaux.

Toutes ces dispositions légales, ayant des objets divers, tout en visant un but commun, devaient gagner à être unifiées et condensées dans un texte plus complet permettant de frapper tous les fraudeurs indistinctement et de laisser à des règlements d'administration publique le soin des détails pour chaque espèce comme l'avait fait une loi récente promulguée en Belgique en 1894.

C'est dans cette pensée que M. Gadaud, ministre de l'Agriculture, déposait en 1895 au Sénat un projet de loi concernant toutes les fraudes sur les marchandises ; mais ce projet jugé incomplet par la commission fut retiré.

En 1898, M. Méline présenta au Sénat une nouvelle rédaction de ce projet et après huit années de discussion, on aboutit à la loi du 1^{er} août 1905 qui réunit dans un ensemble les dispositions générales sur les tromperies et falsifications dans la vente des marchandises, etc.

Cette nouvelle loi ne fait disparaître aucune des lois spéciales sur telle ou telle marchandise et laisse

tomber sous son application toutes les fraudes non prévues par une de ces lois spéciales, mais réunissant les caractères précisés par elle.

La loi de 1905, malgré son caractère répressif, offre cependant une action préventive beaucoup plus accentuée que les lois qu'elle remplace. En effet, l'importance exceptionnelle qu'elle accorde aux règlements d'administration publique à intervenir, lui permet d'entrer par ce moyen dans des détails tout à fait techniques et en rapport avec les progrès de la science, pour empêcher les falsificateurs de mettre à leur profit les progrès de la chimie et découvrir leurs agissements frauduleux.

Telle est l'importance de ces règlements d'administration publique que lors de la discussion de cette loi on ne cessait de répéter que *la nouvelle loi voudra ce que voudront les règlements d'administration publique.*

Nous analyserons les principes généraux posés par la loi du 1^{er} août 1905 en faisant ressortir les progrès de la nouvelle législation par rapport aux lois antérieures en cette matière.

TROISIÈME PARTIE

ANALYSE DES INNOVATIONS INTRODUITES PAR LA LOI ACTUELLE POUR LA RÉPRESSION EFFICACE DES TROMPERIES ET FRAUDES ALIMENTAIRES.

L'article 1^{er} du projet de M. Méline ainsi que l'article 423 du Code pénal et l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1851 ne prévoyaient que la tromperie en matière de vente sans réprimer les fraudes commises dans toutes les conventions renfermant une aliénation à titre onéreux. C'est seulement en 1904 que M. Perroche avait proposé à la « Chambre » d'ajouter au mot *acheteur* les mots *échangiste* ou *créancier*. Puis, d'accord avec la Commission il a obtenu la substitution du mot *contractant* au mot *acheteur* pour permettre aux tribunaux de réprimer les fraudes et tentatives de fraudes commises dans toutes les conventions ayant pour objet une dation ou livraison de marchandises (par exemple à titre de paiement, de métayage, de salaire, etc.) (V. Chambre, 1^{re} séance du 8 déc. 1904, *J. off.*, p. 2931).

La nouvelle loi punit la simple *tentative de tromperie* ; ni l'article 423 du Code pénal, ni les n^{os} 1 et 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1851 ne visaient la simple tentative : celle-ci n'était prévue que par le n^o 3 de l'article 1^{er} de la loi de 1851 relatif aux tromperies sur la quantité des marchandises vendues par faux pesage ou mesurage ou procédés assimilables.

Cependant il faut remarquer que la loi de 1851 punissait déjà la simple *mise en vente* des substances ou aliments falsifiés et qu'au point de vue abstrait ce délit n'est théoriquement qu'une tentative de tromperie. Par conséquent la nouvelle loi n'a fait que suivre et élargir la voie tracée par la loi de 1851. (Dans ce sens, le rapport de M. Thévenet au Sénat et M. Mesnard : Supplément à la théorie du Code pénal de Chauveau, Hélie et Villey, p. 308.)

L'article 423 du Code pénal punissait la tromperie sur la nature de toutes marchandises ; l'article 1^{er} de la loi de 1905 punit la tromperie sur la nature, *les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises*. Ce nouveau texte développe considérablement l'énumération des causes de tromperie pouvant servir d'éléments du délit. Il confirme législativement certaines interprétations de la jurisprudence et en outre étend le champ d'application de la loi pénale en ce qui concerne les tromperies sur la nature de la marchandise. En ajoutant la tromperie sur la composition et la te-

neur en principes utiles de toutes marchandises le nouvel article donne une précision devenue plus nécessaire en raison des procédés scientifiques actuellement en usage pour la vérification des éléments constitutifs d'un grand nombre de produits.

Le troisième alinéa du premier article contient aussi une innovation ; en effet, il réprime la tromperie lorsqu'elle porte sur l'*espèce* ou l'*origine* de la marchandise. Mais à une condition, c'est que la désignation de l'espèce ou de l'origine puisse être considérée comme la cause principale de la vente.

On ne trouve pas ces expressions ni dans l'article 423 du Code pénal ni dans la loi de 1851 ; mais la doctrine et la jurisprudence dans leur ensemble décidaient que la tromperie sur l'espèce ou sur l'origine était assimilable à la tromperie sur la nature de la chose (art. 423), lorsque l'espèce ou l'origine pouvaient être considérées comme la cause déterminante du contrat. (V. Garraud, t. V, n° 465, p. 483 ; Chauveau et Hélie, éd. annot. par Villey, t. I, n° 4218 et Mesnard, *op. cit.*, t. VII, n° 419, p. 306. F. Monnier, F. Chesney et E. Roux, *op. cit.*, t. I, n° 40, p. 40-41.)

Enfin le troisième alinéa de l'article 1^{er} de la nouvelle loi punit aussi la *tromperie sur l'identité des choses livrées* que l'ancienne législation pénale ne prévoyait pas au moins explicitement. « Il y a tromperie sur l'identité, lorsque le vendeur livre une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait

l'objet du contrat. » (Méline. Exposé des motifs du 6 avril 1898.)

Les pénalités édictées par l'article 1^{er} ne diffèrent pas beaucoup de celles édictées par l'article 423 du Code pénal. La peine de l'emprisonnement est la même, mais l'amende ne sera plus fixée d'après l'importance des restitutions, ce qui donnait lieu à de fréquents oublis et à des difficultés. Elle varie entre 100 et 5.000 francs et le juge peut prononcer les deux peines ou l'une seulement.

En ce qui concerne « les falsifications » la nouvelle loi contient une innovation importante. En effet, les lois précédentes ne punissaient la falsification d'un produit agricole ou naturel que si le produit était destiné à l'alimentation de l'homme ou des animaux. La loi de 1905 dans son article 3 supprime cette distinction en donnant aux produits agricoles et naturels, contre la fraude, une protection égale à celle dont jouissait déjà le commerce de l'alimentation.

Mais comme le législateur de 1851, celui de 1905 a omis de donner la définition du mot « falsification » et son silence sur ce point est voulu. (Voir M. Dauzon, rapporteur du projet à la Chambre ; séance du 12 déc. 1904, *J. off.*, 22 déc., p. 2789.)

Le paragraphe 4 de l'article 3 relatif à l'exposition, à la mise en vente ou à la vente des produits propres à effectuer la falsification des denrées, etc., constitue encore une innovation de la présente loi. En effet, avant

la loi de 1905, l'exposition, la mise en vente et la vente des produits propres à effectuer les falsifications de denrées, etc., tels que les conservateurs, certains extraits, etc., était assez souvent réprimée en vertu des articles 59 et 60 du Code pénal. A la vérité, celui qui se livre à cette opération se rend complice de la falsification « en aidant et assistant, avec connaissance, l'auteur de l'action dans les faits qui l'ont préparée, facilitée ou consommée », en lui donnant des instructions en vue du délit, en lui procurant le moyen de le commettre.

Mais ces dispositions du Code pénal ne permettaient d'atteindre ceux qui exerçaient ce commerce dangereux que lorsque la falsification était constatée, la vente des produits falsificateurs n'étant considérée que comme complicité du délit de falsification.

C'est pourquoi le législateur de 1905, soucieux de prévenir la fraude, a établi, dans ce but, des prescriptions plus rigoureuses et plus larges, frappant les commerçants malhonnêtes qui mettent à la disposition des fraudeurs les produits servant à la falsification, ou qui par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, etc., les engagent à recourir à ces produits.

Cette nouvelle disposition a été introduite dans la loi de 1905, sur l'initiative de MM. Sarraut, Dujardin-Beaumetz et autres (Chambre, 1^{re} séance du 22 déc. 1904, *Journ. Off.* du 17 janv., p. 3097).

Il faut remarquer cependant que cet alinéa n'entraîne pas, en principe, la fabrication des produits susceptibles d'être utilisés pour falsifier des denrées alimentaires, etc., car ces produits peuvent souvent être destinés à d'autres emplois licites. Aussi, l'application du dit alinéa est-elle subordonnée à la condition, soit que les produits incriminés soient exposés mis en vente ou vendus sous une forme indiquant leur destination frauduleuse, soit que l'on ait provoqué à leur emploi par les moyens qu'il spécifie : brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. (Cette remarque a été faite par M. Sarraut au cours de la discussion. V. aussi Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 89 ; Monnier, Chesnay et Roux, *op. cit.*, n° 242.)

En ce qui concerne les pénalités édictées par l'article 3 nous devons remarquer qu'à la différence de l'article 2 de la loi de 1851, la nouvelle loi déclare l'*emprisonnement obligatoire* si la nocuité ou la toxicité s'ajoute à la falsification ou à la corruption. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de 500 francs à 10.000 francs.

Mais l'addition des circonstances atténuantes permettra aux tribunaux, même dans cette hypothèse, de ne prononcer qu'une peine d'amende.

Ces peines sont applicables malgré la connaissance par l'acheteur ou le consommateur, du caractère nuisible de la falsification. Cette disposition a été em-

pruntée à l'article 2, § 2, de la loi du 17 mars 1857.

Le délit de la détention illégitime dans certains locaux de denrées, boissons, etc., falsifiées, corrompues ou toxiques, était prévu par l'article 3 de la loi de 1851, mais dans une mesure plus restreinte et il était puni de peines moins sévères (16 à 25 francs d'amende et 6 à 10 jours d'emprisonnement).

La nouvelle loi dans son article 4 prononce pour ce même délit des peines plus rigoureuses (amende de 50 à 3.000 francs et 6 jours à 3 mois d'emprisonnement, où l'une de ces deux peines seulement) et nous prouve encore une fois son caractère préventif et le soin de mettre les industriels et commerçants malhonnêtes dans l'impossibilité de compromettre par leurs agissements la santé publique.

Il va sans dire qu'elle a étendu les mêmes dispositions à la simple détention illégitime des produits propres à effectuer la falsification.

Mais la nouvelle loi, tout en reproduisant l'énumération des locaux spécifiés par la loi de 1851, y a ajouté les « *voitures servant à leur commerce, les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances et les gares* ».

Cette énumération limitative, que M. Perroche voulait supprimer, a été maintenue sur l'intervention du rapporteur et du ministre ; « le fait d'indiquer la simple détention pourrait donner aux agents de l'administration un droit révoltant de perquisition ; ils

pourraient pénétrer jusque dans le domicile privé. La Commission estime que ce serait donner à la loi un caractère de répression trop sévère », (*J. Off.*, 16 févr. 1905, p. 434 ; Pagès, *op. cit.*, p. 263.)

Donc, la détention d'un des objets ou des produits, énoncés par l'article 4, en dehors de lieux par lui spécifiés, par exemple, dans le domicile privé d'un commerçant, ne saurait constituer un délit.

La loi actuelle reproduit presque entièrement les dispositions de l'article 5 de la loi de 1851 et de l'article 423 du Code pénal avec la différence que l'article 423 du Code pénal permettait la confiscation seulement si les objets appartenaient encore au *vendeur* et que l'article 6 de la nouvelle loi reproduisant cette condition ajoute « ou au *détenteur* ». Ainsi les objets saisis chez celui qui est détenteur doivent être confisqués sans qu'il y ait lieu de se préoccuper et de rechercher s'il est ou non propriétaire.

L'article 6 substitue l'expression *Établissements d'assistance publique* aux *Établissements de bienfaisance*, et dans son dernier alinéa édicte une sorte de supplément de peine en accordant au tribunal la possibilité d'ordonner la destruction ou effusion devant l'établissement ou le domicile du condamné.

En ce qui concerne la peine de l'affichage, nous savons que le principe de cette peine a été posé par la loi de 1851 ; mais cette loi n'organisait pas avec soin ce moyen de répression ; or l'utilité de l'affi-

chage se manifeste ici à un double point de vue. D'abord le fraudeur est connu ; le consommateur et l'acheteur sont en droit de se méfier ; ensuite on frappe à la bourse du condamné en lui rendant plus difficile l'écoulement des marchandises vouées à un juste discrédit. Sous l'empire de la loi de 1851, la pratique des parquets révélait de nombreux subterfuges à l'aide desquels les condamnés réussissaient à éluder presque complètement cette peine redoutée entre toutes (M. Dauzon. Chambre, *Jour. off.*, n° 1044, 19 juin 1903).

L'article 7 de la loi actuelle entre dans tous les détails pour que la loi ne puisse plus être tournée ; il oblige les tribunaux à préciser les dimensions de l'affiche et des caractères, la durée de l'affichage, et fait un délit sévèrement puni de la suppression, dissimulation ou lacération des affiches.

Une autre innovation heureuse de cette loi est relative au maintien de l'affichage pendant un certain temps, ce que la loi du 27 mars 1851 n'indiquait pas. Sous l'empire de la législation précédente, le condamné s'empressait de faire disparaître les affiches apposées sur les magasins, ateliers, etc., en prenant les précautions nécessaires pour se soustraire à l'application de la loi.

L'article 7 de la loi actuelle dit : « Dans tous les cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la représ-

sion des fraudes, *ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu*, sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Le condamné se gardera bien de faire enlever les affiches, puisque en cas de suppression ou lacération même partielle, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale du jugement, c'est-à-dire de l'affichage pendant le temps fixé par le dit jugement (art. 7).

En dehors de cela, les peines édictées par la loi actuelle contre les auteurs de cette infraction sont beaucoup plus sévères qu'avant. En effet, sous la législation précédente, le condamné, de même que tout autre particulier, n'était passible que d'une amende de 5 à 15 francs en vertu de l'article 17, § 1, de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, et encore seulement dans le cas où l'affiche avait été apposée dans les emplacements réservés pour les affiches de l'administration ; tandis que la loi de 1905, dans son article 7, édicte une amende de 50 à 1.000 francs contre le condamné et ses complices et crée une récidive spéciale de cette infraction qu'elle punit d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

Enfin, le même article 7 contient dans son dernier paragraphe une disposition intéressante, introduite au cours de la discussion du projet de M. Méline. Ce projet parlant de la vente du fonds de commerce

du condamné édictait que, « lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce *réalisée postérieurement à la perpétration du délit* ». Ce dernier membre de phrase a été remplacé, sur un amendement de M. Congy à la Chambre, par les mots : « *réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage* », et l'avantage de cette modification fut expliqué de la manière suivante par M. Congy : « Il serait abusif de frapper l'acheteur de bonne foi ignorant totalement que son vendeur est sous le coup d'une poursuite pouvant entraîner l'affichage à la porte du magasin dont il devient acquéreur. Il lui faudrait établir sa bonne foi pour éviter cette peine très redoutée et très préjudiciable de l'affichage, et ce serait renverser les règles de la bonne justice et le principe de toute équité. » (Chambre, 1^{re} séance du 16 fév. 1903, *Journ. off.* du 17 février, p. 368.)

En parlant des caractères généraux de la nouvelle législation sur les fraudes et falsifications nous avons remarqué que le principe fondamental de cette législation est d'avoir laissé subsister les lois spéciales sur telle ou telle matière alimentaire, etc., en les considérant comme des chapitres de la loi du 1^{er} août 1903 qui s'applique d'une manière générale à toutes les marchandises. Il résultait donc que l'état de *récidive* devait être constitué non seulement par une nouvelle

infraction à la loi de 1905 commise dans les cinq ans qui suivront la précédente condamnation, mais encore qu'il convenait de retenir, comme faisant encourir les peines de cette récidive, toute condamnation encourue dans la même période, pour les délits de même nature prévus par les législations spéciales sur les fraudes dans les engrais, les vins, les sérums thérapeutiques et les beurres.

En effet, « il est admissible que la multiplicité des lois spéciales permette à un fraudeur d'habitude d'encourir successivement des condamnations dans les diverses branches de commerce réglementées par des lois spéciales sans que les condamnations puissent être retenues pour le constituer en état de récidive à l'occasion d'un nouveau délit tombant sous l'application de la loi générale » (*J. off.*, Annexe 248, sess. ord. Séance du 6 avril 1898).

L'article 5 de la loi actuelle trace pour la récidive des règles générales mises en concordance avec le texte nouveau de l'article 58 du Code pénal modifié par la loi du 26 mai 1891 et la jurisprudence qui l'a interprété.

Le dernier paragraphe de l'article 5 dispose qu'en cas de *récidive*, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées. Mais les tribunaux, en accordant au prévenu le bénéfice des circonstances atténuantes, pourraient ne pas prononcer la peine de l'emprisonnement et ne pas ordonner l'affichage (art. 8).

L'article 1^{er} de la loi du 26 mars 1891 (loi Bérenger) qui autorise les tribunaux à ordonner, au cas de première condamnation qu'il sera sursis à l'exécution des peines, se référant à toutes les condamnations correctionnelles, devra donc être applicable aux condamnations prononcées par la loi de 1905. Cependant le dernier alinéa de l'article 8 de la loi actuelle sur les fraudes porte : « Le sursis à l'exécution des peines *d'amende* édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 20 mars 1891. »

Cette dérogation se justifie à la fois par l'esprit de la loi Bérenger qui s'attache surtout au sursis prononcé pour la première condamnation à l'*emprisonnement* et par la nécessité de frapper de peines sévères d'amende les fraudeurs et falsificateurs.

L'innovation la plus importante de la loi actuelle se trouve dans l'article 11 qui confie à des décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique la faculté d'édicter les mesures d'exécution nécessaires, suivant les catégories de produits, pour la recherche et la constatation des fraudes diverses qui les violent.

Dorénavant on ne sera plus forcé de recourir à des mesures législatives particulières chaque fois que les progrès de la falsification révéleront la nécessité d'une intervention des pouvoirs publics pour protéger contre la fraude une catégorie de denrées non encore réglementée par une loi spéciale.

Une disposition analogue adoptée par la loi du 4 août 1890 en Belgique a produit dans ce pays les plus heureux résultats et les publications officielles faites par le ministère de l'Agriculture, à l'occasion de l'Exposition internationale de Bruxelles en 1897, ont fait connaître les utiles résultats obtenus par la réglementation et la surveillance du commerce des denrées alimentaires.

M. Méline, rappelant dans son exposé des motifs l'efficacité de cette innovation, disait : « Nous avons la confiance que les mesures que nous proposons produiront dans notre pays des résultats non moins salutaires... »

Par application de l'article 11, un certain nombre de règlements d'administration publique ont été vendus. D'abord, le décret du 31 juillet 1906 qui institue la procédure nouvelle prévue par le législateur et qui organise dans tous ses détails la recherche et la constatation des infractions, d'une part, et le fonctionnement de l'expertise contradictoire, d'autre part. Puis deux autres décrets, l'un en date du 3 septembre 1907, concernant les vins, vins mousseux, eaux-de-vie, spiritueux; l'autre du 11 mars 1908, relatif aux graisses et huiles comestibles. D'autre part, fidèle à la promesse faite par lui au Sénat dans la séance du 9 juillet 1908, le ministre de l'Agriculture a fait paraître au *Journal officiel* du 7 août 1908 les règlements sur les bières, sur les vinai-

gres, sur les cidres et sur les liqueurs et sirops, etc.

Les mesures les plus sérieuses ont été prises dans l'élaboration de ces règlements pour sauvegarder tous les intérêts. Le ministre de l'Agriculture avait constitué deux grandes commissions : l'une pour examiner les denrées, l'autre pour examiner les boissons. Il a appelé à y siéger toutes les compétences reconnues parmi les représentants des grandes associations de ce pays et les syndicats, les syndicats de production comme les syndicats de vente.

Il a fait appel, en même temps, à tous les savants qui se sont occupés de ces questions. En un mot, toutes les garanties d'indépendance ont été prises tant au point de vue scientifique qu'au point de vue agricole et commercial.

Ces commissions ont fait, à propos de chacune des matières visées, des questionnaires qui ont été envoyés par milliers dans tous les pays, et l'on a provoqué ainsi une sorte de consultation générale qui a duré fort longtemps et dont les résultats ont été transmis au Conseil d'État (1).

1. Lorsque le travail est revenu approuvé par le Conseil d'État, le ministre n'a pas transformé immédiatement l'avis du Conseil d'État en règlement d'administration publique. Désireux de n'avoir pas à revenir le lendemain sur le règlement, il a laissé s'écouler un temps assez long pour permettre à tous les intéressés de présenter leurs observations. Et, par ce procédé, il est arrivé pour le règlement des vins et des spiritueux qui était très délicat, et pour celui des huiles et

L'élaboration de ces décrets en forme de règlements d'administration publique marque une étape très intéressante dans l'évolution de la répression des fraudes.

Avant la loi de 1903, le législateur s'est toujours borné à édicter des mesures répressives et quelquefois préventives contre les fraudes sans songer à la difficulté qui se soulevait chaque fois qu'une nouvelle falsification inventée grâce aux progrès de la chimie affectait telle ou telle denrée alimentaire.

On avait voté une série de lois spéciales pour atteindre les diverses falsifications ; mais le mécanisme législatif étant trop lent, les fraudeurs éludèrent ces lois en s'adonnant aux falsifications non encore prévues et réprimées. Voter une loi n'est pas chose facile et surtout en cette matière où les connaissances techniques sont absolument nécessaires, tandis que élaborer des règlements d'administration publique en s'entourant de toutes les garanties de capacité et d'indépendance, commissions spéciales, concours des grandes associations et des syndicats, collaboration des savants et spécialistes, consultation internationale des techniciens, etc., c'était réaliser un immense progrès dans l'édification des mesures contre les fraudes.

graisses comestibles, qui présentait également beaucoup de difficultés, à satisfaire autant que possible tous les intérêts en cause (V. Gouzeille et Ricard, *op. cit.*, p. 128 et 129).

En envoyant des questionnaires dans tous les pays à propos de chacune des matières alimentaires et boissons, on a provoqué une sorte de consultation générale qui a forcément abouti en France à un rapprochement entre les mesures édictées pour préserver ces denrées de falsifications et les dispositions législatives concernant ces diverses matières à l'étranger.

C'est l'acheminement vers une entente internationale pour la répression des fraudes alimentaires !

En effet, si les lois générales qui posent les principes juridiques en cette matière diffèrent plus ou moins d'un pays à l'autre, les lois spéciales sur telle ou telle denrée ont une tendance vers l'unification, par le fait qu'elles sont élaborées par des savants et techniciens qui se préoccupent des fraudes uniquement presque au point de vue scientifique en faisant abstraction des différences qui existent entre le système de répression édicté par la loi générale sur les fraudes dans leur pays respectif et les autres systèmes punissant les fraudes en général dans les divers pays du monde.

On pourra mieux se rendre compte de la tendance des *lois spéciales* vers l'unification quand nous étudierons plus loin les dispositions étrangères concernant les falsifications alimentaires.

Pour compléter l'énumération et l'analyse des in-

novations introduites par la loi du 1^{er} août 1905 nous devons parler un peu de la procédure introduite par le décret du 31 juillet 1906 qui complète l'efficacité de la nouvelle loi contre les fraudes en organisant le service des prélèvements d'échantillons, en édictant des mesures concernant le fonctionnement des laboratoires et en traçant les règles à suivre pour l'expertise contradictoire.

La procédure établie par ce décret comprend deux phases bien distinctes : *la phase administrative* (prélèvement et analyse) et *la phase judiciaire* (expertise contradictoire). (Voir l'excellent ouvrage de M. Toubreau : *La répression des fraudes sur les produits alimentaires*).

Dans la recherche de la fraude ou de la falsification, il faut d'abord posséder le corps du délit. Tout le monde connaît le service des prélèvements d'échantillons et des analyses qui avait été organisé à Paris avant la loi de 1905.

Dès 1875, des inspecteurs avaient été chargés de prélever des échantillons chez les débitants. Un arrêté du préfet de police en date du 16 février 1881 avait créé le laboratoire municipal de Paris et confié à 26 experts-inspecteurs le soin de prendre des échantillons chez les industriels et les commerçants. Les inspecteurs prenaient deux échantillons et en laissaient un troisième à la disposition de l'intéressé sur sa demande. Enfin, deux lois spéciales (16 avril 1897

sur les beurres ; 4 février 1888 sur les engrais) avaient prévu et organisé le prélèvement d'échantillons et l'expertise.

La loi de 1905 n'a pas introduit une innovation mais elle a donné plus d'efficacité à la procédure pour la constatation des fraudes en organisant minutieusement le prélèvement d'échantillons et en indiquant les autorités qualifiées pour opérer le prélèvement.

Cette mesure a été vivement critiquée par les partisans de la non-intervention de l'État qui considèrent comme inquisitorial le droit de s'introduire chez des négociants pour rechercher s'ils ne sont pas fraudeurs ou s'ils ne détiennent pas des marchandises falsifiées, corrompues, etc.

Mais en quoi cette mesure est-elle préjudiciable aux commerçants ? « Le prélèvement ne vise pas quelqu'un, mais quelque chose. Il appréhende un produit suspect ou non : dans le premier cas, il est obligatoire ; dans le second facultatif... D'une manière générale, le prélèvement est une opération de contrôle qui n'implique aucune suspicion à l'égard de ceux qui en sont l'objet. » (Toubeau, *op. cit.*, p. 94.)

C'est vrai que cette idée d'absence de suspicion n'a pas encore pénétré suffisamment les commerçants en France, mais il faut espérer que, grâce au tact nécessaire et à la finesse qui sont recommandés aux agents des prélèvements afin de ne pas éveiller dans le public des soupçons injustes et prématurés à

l'égard des commerçants qui sont l'objet de cette mesure de contrôle, cette idée de suspicion disparaîtra complètement.

Du reste les législations étrangères avaient créé également des systèmes de prélèvements et d'analyse : en Allemagne, la loi du 14 mai 1879 a permis aux agents de police de pénétrer dans les locaux où sont mises en vente les denrées alimentaires et de prélever des échantillons.

Des dispositions analogues ont été introduites dans les législations de Belgique (L. 4 août 1890); en Autriche (L. du 16 janv. 1898); en Angleterre (août 1875), etc.

La deuxième partie de la phase administrative consiste dans l'analyse de échantillons qui sont transmis aux laboratoires agréés.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la Commission permanente ; ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif et l'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques, réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers.

Ces méthodes sont décrites en détail par des arrêtés pris de concert entre le ministre de l'Agriculture et le ministre du Commerce, de l'Industrie et

du Travail, après avis de la Commission permanente (art. 12, D. 1906). Elles seront publiées et communiquées aux laboratoires, au fur et à mesure de leur établissement (arrêté du 18 janv. 1907).

Mais, en l'absence d'instructions spéciales, ils procéderont à l'analyse par les méthodes qui leur paraîtront les plus propres à déceler les fraudes.

En général, le rôle des laboratoires est de faire un triage parmi les échantillons qui leur seront transmis et l'examen qui leur est demandé n'a aucun des caractères d'une expertise véritable.

En effet l'appréciation donnée par le laboratoire constitue pour l'autorité judiciaire une *indication*, une présomption qui justifie l'ouverture d'une instruction et la *phase judiciaire* commence dès ce moment. S'il y a lieu à l'*expertise contradictoire* dont le principe est inscrit dans l'article 12 de la loi de 1905, il est procédé à la nomination de deux experts : l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte.

Chaque expert est en possession d'un échantillon. Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparé-

ment, chacun d'eux étant libre d'employer les procédés qui lui paraissent le mieux appropriés. Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge. Si les experts sont en désaccord ils désignent un tiers expert pour les départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le Président du Tribunal civil.

*
* *

Après avoir décrit les caractères généraux de la nouvelle législation sur les fraudes, les innovations les plus importantes introduites par loi du 1^{er} août 1905 et le mécanisme créé par le décret du 31 juillet 1906 relatif à la procédure pour la recherche des infractions à la loi actuelle sur les falsifications alimentaires, etc., il nous reste à savoir si les résultats obtenus par le nouveau système de répression sont satisfaisants ou non.

Les tableaux suivants qui nous donnent *le nombre des échantillons prélevés en France depuis 1907 ainsi que la proportion d'échantillons reconnus suspects pour 100 échantillons prélevés* nous permettront de juger sur l'efficacité de la répression actuelle.

I. — Statistique générale.

NATURE des produits prélevés	ÉCHANTILLONS prélevés en 1907		ÉCHANTILLONS prélevés en 1908		ÉCHANTILLONS prélevés en 1909 (1 ^{er} semestre)	
	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects
Laits.....	8.106	35.4	17.504	21.5	10.117	24.6
Vins.....	5.795	17	10.911	17.7	6.360	15.2
Vinaigres.....	492	25.6	849	15.2		
Cidres et bières...	753	19	1.520	15.6		
Spiritueux.....	593	16.3	2.015	16.5		
Beurres.....	1.497	13.9	2.882	12.9	16.461	7.3
Huiles.....	1.884	41.0	3.872	19		
Semences et tour- teaux.....	»	»	1.991	12.2		
Autres produits...	11.600	8.0	26.182	7.6		
Totaux et moy....	30.720	19.8	67.726	14.4	32.938	14.1

II. — Départements.

NATURE des produits prélevés	ÉCHANTILLONS prélevés en 1907		ÉCHANTILLONS prélevés en 1908		ÉCHANTILLONS prélevés en 1909 (1 ^{er} semestre)	
	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects
Laits.....	5.609	29.6	13.657	20	7.494	22.2
Vins.....	3.626	16.4	7.300	8.8	4.389	9.2
Vinaigres.....	428	29.4	814	15.1		
Cidres et bières...	642	14.1	1.281	13.6		
Spiritueux.....	472	11.6	1.732	11.6		
Beurres.....	1.281	13.6	2.410	11.4	15.210	5.6
Huiles.....	1.739	42.7	3.744	19.6		
Semences et tour- teaux.....	»	»	1.991	12.2		
Autres produits...	9.262	8.4	24.167	6.1		
Totaux et moy....	23.059	18.3	57.096	11.6	27.093	10.4

III. — Seine.

NATURE des produits prélevés	ÉCHANTILLONS prélevés en 1907		ÉCHANTILLONS prélevés en 1908		ÉCHANTILLONS prélevés en 1909 (1 ^{er} semestre)	
	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects	Nombre	% de suspects
Laits.....	2.497	48,3	3.847	26,4	2.623	31,8
Vins.....	2.169	19,4	3.611	33,2	1.971	28,5
Vinaigres.....	64	6,2	35	17,1	17	35,5
Cidres et bières ..	111	48,6	239	26,3	81	16
Spiritueux.....	121	34,7	283	46,6	112	48,2
Beurres.....	216	17,7	472	20,5	220	11,8
Huiles.....	145	30,3	128	25	139	33
Autres produits...	2.338	2	2 015	25,4	682	45
Totaux et moy....	7.661	23,7	10.630	29,3	5.845	31,6

V. Rapport de M. Noulens, député, sur le budget du Ministère de l'Agriculture pour 1910 (*Annales de la Société Universelle de la Croix Blanche de Genève*, p. 11 et 12).

L'examen des chiffres du tableau I montre que dans l'ensemble, près de 20 % des échantillons prélevés en 1907 ont été signalés aux parquets. En 1908, cette moyenne s'est abaissée à 14,4 puis à 14,1 dans le premier semestre de 1909.

Dans le tableau II relatif aux départements, on voit que la moyenne des échantillons suspects, de 18,3 % au début, s'est abaissée à 10,4.

Mais dans le tableau III relatif à la Seine, la même moyenne s'est, au contraire, élevée, passant de 23,7 à 31,6 %.

La différence ainsi constatée tient uniquement à la

cause suivante : à Paris, le service des prélèvements est confié à des agents spéciaux dirigés par le commissaire spécial des Halles et sous cette active et habile direction, les agents, dont il s'agit, utilisent au mieux leurs connaissances techniques et arrivent, après des enquêtes, à prélever pour ainsi dire à coup sûr. Cela est si vrai que, pour l'ensemble, 60,7 % des échantillons prélevés dans la Seine ont été transmis au parquet, pendant le premier semestre de 1909, et que par conséquent, 39,3 % seulement des produits n'ont fait l'objet d'aucune observation du laboratoire.

Tandis que partout où les prélèvements sont opérés indifféremment sur toutes les boissons et denrées alimentaires, au hasard, en manière de contrôle, on constate une amélioration importante de la qualité moyenne de ces produits. Le nombre des échantillons suspects est ainsi *descendu* de 18,3 à 10,4 pour cent *prélèvements*.

Par conséquent, même sans agents spéciaux de prélèvement, l'application de la loi donne de bons résultats et l'élévation du nombre des produits suspects, là où elle est constatée, indique donc plutôt une répression plus active et plus intelligente qu'une importance plus grande de la falsification (Rap. Noulens, p. 13 et suiv.).

Enfin le tableau suivant montre les résultats judiciaires concernant la répression des fraudes sur les

boissons, les denrées alimentaires pour l'homme, les animaux et sur les engrais.

CONDAMNATIONS	1907	1908	1909 (1 ^{er} semestre)
Nombre de condamnations....	1.188	3.175	726
Amendes (francs).....	272.082	529.729	137.830
Prison (jours).....	13.323	26.483	5.817
Insertions.....	»	401	206
Affichages.....	»	115	57
Domages-intérêts (francs)...	»	925	2.245

La moyenne mensuelle, en ce qui concerne le montant des amendes et des jours de prison, est donc actuellement la suivante :

ANNÉES	AMENDES	JOURS de prison
1907.....	30.292	1.480
1908.....	44.144	2.207
1909.....	45.943	1.531

(Rap. M. Noulens, p. 27.)

QUATRIÈME PARTIE

ÉTUDE DES LOIS GÉNÉRALES CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FRAUDES ET FALSIFICATIONS ALIMENTAIRES DANS LES PAYS ÉTRANGERS.

Nous avons eu l'occasion précédemment de constater les énormes progrès que la nouvelle législation sur les fraudes a réalisés en France, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Cependant la fraude subsiste et probablement elle ne disparaîtra que très difficilement.

Les pays étrangers ont pris aussi toutes les mesures nécessaires pour enrayer ce mal et malgré tout les résultats ne sont pas plus satisfaisants qu'en France.

On dit toujours que les lois ne sont pas bonnes et que ceux qui sont chargés de les mettre en exécution manquent de zèle nécessaire, mais il nous semble qu'en matière de *fraude* le mal est ailleurs et qu'il faudrait d'abord changer la nature humaine qui, avide de braver la concurrence et de s'assurer un gain fa-

cile, invente toutes sortes de manipulations illicites, et criminelles.

Les fraudeurs sont encouragés indirectement par les différences sensibles qui existent entre les diverses législations en cette matière dans les pays étrangers et qui permettent aux plus avisés des falsificateurs d'écouler leurs produits dans les pays de répression bénigne. Car si telle manipulation n'est pas permise dans leur pays mais laissée impunie en Amérique par exemple, ils s'empresseront d'exporter le produit de leurs manœuvres déloyales dans cette partie du monde.

Tandis que, s'ils savaient que partout, dans tous les continents, une répression uniforme et sévère existe contre les fraudes et que par conséquent tous les débouchés leur seraient forcément fermés, ils se décideraient peut-être à employer plus fructueusement leur énergie et leur travail, et deviendraient avec le temps des commerçants ou industriels honnêtes.

En étudiant dans ce chapitre les lois générales sur les fraudes dans les pays les plus importants de l'Europe et des autres continents, nous pourrions mieux nous rendre compte des différences qui existent entre les diverses législations en cette matière.

ALLEMAGNE

La loi du 14 mai 1879 contient les mesures répressives contre les fraudes alimentaires. Dans sa première partie elle réglemeute le service de l'inspection et les prélèvements d'échantillons (art. 2). Les agents de police sont autorisés à pénétrer dans les locaux de commerce des denrées alimentaires, etc., et peuvent prélever, à leur choix, des échantillons.

Une disposition intéressante consiste dans la faculté que cette loi accorde aux agents de police autorisés de pratiquer des visites domiciliaires (Revisionen) chez les personnes qui, en vertu de cette loi, ont été condamnées à la prison (Freiheitsstrafe). Cette autorisation commence avec la condamnation définitive et finit au bout de trois ans, à compter du jour où la peine est subie, prescrite ou remise (art. 3).

La seconde partie de cette loi s'occupe des mesures qui peuvent être prescrites par ordonnance impériale, avec l'approbation du *Bundesrath*, en vue de sauvegarder la santé publique ;

La troisième partie est relative aux tromperies et falsifications. Les peines sont : l'emprisonnement (Gefangniss) jusqu'à 6 mois ; l'amende, 1.500 marks, maximum ; la confiscation et l'affichage.

Si l'infraction est la suite d'une négligence, il

y a lieu à une atténuation des peines (amende jusqu'à 150 marks, ou prison (Haft).

Si l'infraction a causé une lésion corporelle grave ou la mort d'une personne, la peine sera d'un emprisonnement (Zuchthausstrafe) allant jusqu'à cinq ans.

Lorsque l'usage ou l'emploi des matières falsifiées est de nature à ruiner la santé humaine et que cette propriété est *connue du coupable*, la durée de l'emprisonnement (Zuchthausstrafe) pourra s'élever à dix ans ; si cette infraction a causé la mort de cette personne, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'au moins dix ans ou à l'emprisonnement à vie.

Outre l'emprisonnement, il peut être mis sous la surveillance de la police. L'article 12 ajoute à la peine de l'emprisonnement la perte des droits civils (art. 10-16).

En général la loi punit :

1° Celui qui, dans le but de tromper dans le commerce et la vente, contrefait ou falsifie des substances alimentaires ;

2° Celui qui sciemment vend des substances alimentaires avariées, contrefaites ou falsifiées, en taisant cette circonstance, ou les met en vente sous une dénomination de nature à tromper ;

3° Celui qui, de propos délibéré, fabrique des objets destinés à servir comme aliments pour autrui, dont l'usage est préjudiciable à la santé humaine, de

même que celui qui de propos délibéré vend, expose en vente ou met dans le commerce d'autre façon, comme produits alimentaires, des objets dont l'usage est préjudiciable à la santé humaine ;

La tentative est punissable.

Le Code pénal allemand du 31 mai 1870 (art. 324 et 367) punissait sévèrement les sophisticateurs (Voir *Annuaire de législation étrangère*, 1^{re} année, 80, T.).

AUTRICHE

Jusqu'en 1896, on trouve : une loi de 1870, accordant aux communes de Cisleithanie le pouvoir de prendre les mesures de police nécessaires au sujet du commerce des denrées ; de nombreuses ordonnances de gouverneurs ; le Code pénal autrichien de 1852 ; une loi du 21 juillet 1880 relative à la fabrication et au commerce des vins artificiels ; une circulaire du 1^{er} février 1891, qui signale la falsification toujours croissante du thé (V. Pagès, *op. cit.*, p. 212).

Enfin le 16 janvier 1896 fut votée la loi générale concernant le commerce des denrées alimentaires inspirée des mêmes principes que ceux de la loi allemande du 14 mai 1879 que nous avons analysée précédemment.

Les agents de la surveillance du commerce des

substances alimentaires sont les agents des autorités administratives (les magistrats des villes ayant des règlements propres), en particulier les médecins de district (landesfürstlichen Bezirksartzte), ainsi que les agents des administrations autonomes qui sont désignés dans ce but par la législation du pays.

Ces agents sont autorisés à pratiquer l'inspection dans les locaux de commerce à prélever des échantillons. Un échantillon est prélevé et divisé en deux parties; chacune d'elles est conservée dans un récipient convenable, muni du cachet officiel et aussi, à la requête de la partie en cause, du cachet de celle-ci. Une moitié de l'échantillon est soumise à l'examen technique; l'autre est destinée, soit à rendre possible un contrôle, soit à servir de matière pour un nouvel examen.

Le gouvernement est autorisé à régler par voie d'ordonnance la façon d'opérer des agents en ce qui concerne l'inspection et le prélèvement d'échantillons, à indiquer les vérifications qui peuvent être pratiquées par les agents et à prescrire les méthodes à adopter.

Les ministres intéressés peuvent édicter, pour sauvegarder la santé publique, des prescriptions qui interdiront ou limiteront :

1° Des procédés déterminés de fabrication, de production, de conservation et d'emballage des substances alimentaires destinées à la vente ;

2° La vente et l'exposition en vente des substances alimentaires de certaine qualité ;

3° La falsification, la vente et la mise en vente professionnelles de substances destinées à la contrefaçon ou à la falsification des substances alimentaires, ainsi que la vente et la mise en vente des substances alimentaires sous une dénomination ne correspondant pas à leur véritable qualité.

Quiconque s'oppose à l'entrée des locaux, au prélèvement d'un échantillon ou à l'inspection commet une contravention (Uebertretung) punie d'un emprisonnement (Arrest) d'un jour à quatorze jours, ou d'une amende de 5 à 100 florins.

Ceux qui contreviennent aux ordonnances édictées en vertu de la présente loi sont passibles d'un emprisonnement (Arrest) de trois jours à trois mois auquel peut être ajoutée une amende de 500 florins au plus, ou seulement une amende de 5 à 500 florins.

Les mêmes peines s'appliquent à ceux qui falsifient, qui mettent en vente sciemment des substances alimentaires contrefaites, falsifiées, gâtées, non mûres etc., à moins que l'acheteur ne connaisse ces circonstances ou que celles-ci ne soient notoirement connues.

La négligence est une circonstance atténuante.

Est coupable d'un délit (Vergehen) et est passible d'un emprisonnement rigoureux d'un mois à six mois

auquel peut être ajoutée une amende de 500 florins au plus :

Celui qui, sciemment, fabrique, vend, met en vente ou conserve des substances alimentaires destinées au commerce et à la vente, de façon que l'absorption de ces substances soit de nature à nuire à la santé humaine.

Si la falsification a causé une grave lésion corporelle ou la mort d'une personne, le délit est passible d'un emprisonnement rigoureux (*Strengem Arreste*) de six mois à un an, auquel peut être ajoutée une amende de 1.000 florins au plus. Le fait est punissable comme crime (*Verbrechen*) d'un an à cinq ans de cachot (*Kerker*), et amende de 5.000 florins, et même d'une peine plus grave s'il peut causer un danger pour la vie ou la santé humaine sur une plus grande étendue.

Cette loi édicte en même temps les peines de la *confiscation*, de *l'affichage* et de la *privation* temporaire ou perpétuelle (pour le condamné) d'exercer sa profession.

Enfin pour l'efficacité de la répression, des stations expérimentales de l'État ont été instituées pour l'examen technique des substances alimentaires. Elles sont tenues d'exécuter à la requête des autorités et des agents chargés de surveiller l'application de la présente loi ; à celle du tribunal, et aussi à *la demande des particuliers*, l'examen technique des matières alimentaires remises à l'établissement pour

l'analyse et elles doivent émettre à ce sujet des avis. (Les spécialistes chargés emploient pour l'exécution des recherches les méthodes fixées par le gouvernement ; ils sont assermentés par celui-ci.)

Si l'analyse soupçonne l'existence d'un fait punissable, la station expérimentale devra adresser une dénonciation au procureur d'État du tribunal compétent et, si ce dernier n'est pas connu, au procureur d'État du tribunal dans la juridiction duquel se trouve la *Station expérimentale*. (Voir *Annuaire de la législation étrangère*, XXVII^e année, 335, A.)

BELGIQUE

Les falsifications des denrées alimentaires et boissons sont réprimées en Belgique par le Code pénal et la loi du 4 août 1890, complétée par les arrêtés royaux de 1891, 1894 et 1901.

Le *Code pénal* prévoit le mélange de substances ou matières alimentaires quelconques et boissons avec d'autres matières qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé. (Emprisonnement six mois à cinq ans et amende de 200 et 2.000 francs, art. 454.)

L'article 455 punit la vente de ces mélanges et même la vente des matières destinées à un tel mélange. La simple exposition en vente est punie moins sévèrement par l'article 456.

La falsification des matières alimentaires, la mise en vente et la vente de ces substances est punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 à 1.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. De même la propagation par affiches ou avis et la révélation des procédés de falsification de ces mêmes objets.

Enfin la simple détention des substances alimentaires falsifiées est prévue par l'article 501.

En dehors des peines de l'emprisonnement et de l'amende, le Code pénal édicte la *confiscation*, l'*affichage* et la *retraite-temporaire* de la patente du coupable pendant la durée de son emprisonnement. (Voir Annuaire de législ. étrang. XI^e année 4578).

La loi du 4 août 1890 présente une grande analogie avec la loi française du 1^{er} août 1905 en ce qui concerne l'étendue des pouvoirs confiés au Gouvernement pour la réglementation et la surveillance du commerce des denrées alimentaires.

Ces pouvoirs accordés au Gouvernement s'expliquent par la nécessité de sauvegarder la santé publique et d'éviter la multiplicité toujours croissante des tromperies et falsifications. Du reste, les publications officielles faites par le ministère de l'Agriculture, à l'occasion de l'Exposition internationale de Bruxelles en 1897, ont fait connaître les utiles et intéressants résultats obtenus par une surveillance effective de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires.

On a beaucoup critiqué et considéré comme vexatoire la disposition de cette loi belge qui permet au bourgmestre et aux agents de gouvernement de pénétrer dans les magasins, boutiques et lieux quelconques affectés à la vente des denrées alimentaires ou médicamenteuses pendant tout le temps qu'ils sont ouverts au public, et même dans les dépôts annexés à ces boutiques et dans les locaux qui servent à la fabrication des substances alimentaires, destinées à la vente dont l'accès n'est pas ouvert au public.

Cette loi, comme la loi française du 1^{er} août 1905, dispose que le mode ou les conditions de la prise d'échantillons, l'organisation et le fonctionnement des laboratoires d'analyse seront réglés par des arrêtés. En effet, deux arrêtés importants ont réglementé : l'un (1891) le mode de prélèvement d'échantillons ; l'autre (21 sept. 1894) l'inspection et le personnel qualifié pour opérer ces inspections. (V. *Annuaire lég. étr.*, XX^e an. 168 A.).

DANEMARK

Le Code pénal danois dans son article 278 punit d'un emprisonnement au pain et à l'eau pendant cinq jours au moins et deux ans de travaux forcés au plus, celui qui aura falsifié des marchandises ou qui aura frauduleusement muni des marchandises ou autres objets d'un timbre ou d'une marque publique

pour en garantir l'authenticité ou la bonté, ou qui aura fait appliquer frauduleusement, pareil timbre ou marque sur des objets qui ne devaient pas les recevoir, de même que celui qui, sans y être autorisé, aura appliqué le timbre ou la marque d'un autre sur des marchandises de qualité notablement inférieure à celle que le timbre ou cette marque désigne.

Si les marchandises sur lesquelles le timbre ou la marque d'un autre a été appliquée sans autorisation ne sont pas d'une qualité notablement inférieure, il sera appliqué une amende pouvant s'élever à 100 *rix-daelers* pour la première fois et en cas de récidive une amende plus forte ou la peine de l'emprisonnement. La même peine sera applicable aux falsifications de moindre importance qui ont eu lieu dans le petit commerce et qui ne peuvent causer qu'une perte insignifiante.

En général, il ne sera exercé de poursuite que sur la demande de la personne lésée.

L'article 290 du Code pénal édicte une aggravation de peine si la falsification a été opérée par un usage de substances vénéneuses ou autres matières dangereuses, de manière à compromettre la santé des consommateurs ou même la mort. Dans ce cas le délinquant sera condamné aux travaux forcés dans une maison de correction.

L'inattention ou la négligence sont des circonstances atténuantes.

La loi du 12 janvier 1858 s'occupe des prescriptions sanitaires et, en conséquence, il a été établi des règlements approuvés par le ministère de la Justice à Copenhague, en mai 1886.

Le comité de santé (formé par le chef de la police, un bourgmestre, le médecin principal, deux membres de la municipalité) possède un laboratoire qui contrôle la pureté des denrées :

« Toutes les denrées alimentaires, surtout le pain, la farine, la viande, la bière, le lait, le beurre, le fromage, le café, non seulement pour autant que ces aliments peuvent nuire à la santé, mais aussi en vue des falsifications qui en diminuent la valeur, sont soumis au contrôle. »

Les sanctions sont celles que le Code pénal édicte, et que nous avons analysées ci-dessus.

La loi du 27 mars 1903 est relative à l'examen des denrées alimentaires, au fonctionnement des laboratoires et au prélèvement d'échantillons. Quant aux sanctions, elle renvoie aux dispositions de l'article 278, alinéa 1 du Code pénal, en tenant compte des infractions qui n'ont causé à autrui qu'un préjudice insignifiant, ou d'une première faute commise en cas de circonstances particulièrement atténuantes de la bonne foi, etc.

Il faut signaler aussi la loi du 27 avril 1894, punissant l'emploi de désignations inexactes pour les marchandises et la loi du 2 mars 1900 remplaçant la loi

du 23 avril 1897 sur l'examen des denrées alimentaires. (V. *Ann. de lég. étr.*, XXX^e, an. 409 A.)

ESPAGNE

L'article 356 du Code pénal punit du maximum de la peine d'arrêts majeurs (*arresto mayor*), ou du minimum de l'emprisonnement correctionnel (*prison correccional*) et d'une amende de 125 à 1.250 pesetas, quiconque altère, en y mélangeant une substance nuisible à la santé, des boissons ou comestibles destinés à la consommation publique, ou vend des produits corrompus ou falsifiés, ou vend des objets dont l'usage est nécessairement nuisible à la santé.

Les tromperies sur la quantité et sur la qualité sont prévues et punies par l'article 592, n° 4.

Un décret du 4 janvier 1887 fixe les règles pour empêcher et punir la falsification des aliments et veiller à l'hygiène de l'alimentation.

Mais la répression efficace des fraudes n'a été réalisée que par le décret royal du 22 décembre 1908 dont voici les dispositions essentielles.

Il désigne d'abord ce qui est prohibé (fabrication, emmagasinage, vente de produits falsifiés ou destinés à la falsification) et définit la falsification *toute modification qui sera faite dans la composition normale des substances alimentaires destinées à la vente,*

sans que l'acheteur soit averti d'une manière claire et évidente.

Le décret précise ensuite dans quelles conditions doivent fonctionner les laboratoires d'État, l'inspection, le prélèvement des échantillons et l'expertise contradictoire.

Trois échantillons sont prélevés : un est laissé à l'intéressé, un autre est analysé et le troisième reste au laboratoire. En cas de contestation, l'expert choisi par la partie en cause procède à l'analyse des échantillons laissés à cette partie dans le laboratoire où a été exécutée l'analyse primitive ; s'il y a désaccord, un troisième expert est nommé. Il y a donc une certaine différence avec le système français, car la première analyse (de triage) est faite en dehors de l'expertise, et le chimiste officiel n'a pas à rendre compte aux parties des résultats qu'il a trouvés. (Voir *Annales des falsifications*, n° 5, p. 79.)

Une ordonnance municipale du 10 mai 1892 réglait déjà pour la ville de Madrid l'inspection des substances alimentaires, le prélèvement d'échantillons et le fonctionnement du laboratoire municipal. Elle interdisait en même temps (art. 216 et suiv.) la falsification des substances alimentaires et leur mise en vente ainsi que l'introduction des préservatifs et matières colorantes nuisibles à la santé.

Aucun vendeur ne pouvait arguer de son ignorance en ce qui concerne la qualité de ses produits

toutes les fois qu'il pouvait la faire vérifier, comme tous les habitants de la ville, au laboratoire d'analyse et de contrôle établi par la municipalité. Mais les certificats délivrés par le laboratoire municipal ne garantissent pas la bonté et la qualité réelles de la marchandise offerte au public, ces documents concernant uniquement et exclusivement les échantillons présentés au laboratoire qui demeurent comme garantie pour vérification en cas de nécessité.

HONGRIE

Le Code pénal des crimes et délits (1878) punit les mélanges de substances alimentaires servant à la consommation publique avec d'autres matières nuisibles à la santé, (art. 314); « quiconque garde en boutique ou dans tout autre lieu de vente ou magasin, dans l'intention de les vendre ou de les distribuer, des objets alimentaires ainsi falsifiés ou dangereux pour la vie, commet un délit contre la santé publique et sera puni d'un an de prison au maximum et, en outre, de 100 à 1.000 florins d'amende ». (Voir *Annuaire de législation étrangère*, VIII^e année 272 à 288 A.)

ILES BRITANNIQUES

En dehors des lois spéciales concernant quelques matières alimentaires, l'Angleterre possède une législation alimentaire formée par l'ensemble de trois lois : *The Sale of Food and Drugs Act* du 11 août 1875, *Sale of Food and Drugs amendment Act* du 21 juillet 1879 et *Sale of Food and Drugs Act* du 9 août 1899.

Voici les dispositions essentielles de ces lois :

I. — *The Sale of Food and Drugs* *Act* du 11 août 1875.

Sera puni d'une amende n'excédant pas cinquante livres quiconque aura mélangé, coloré, teinté ou poudré une substance alimentaire avec un ingrédient ou une matière quelconque qui rendrait la substance nuisible à la santé, dans l'intention de la vendre en cet état, et quiconque aura vendu une telle substance.

Cette peine sera applicable pour la première infraction. La récidive constituera un délit puni d'un emprisonnement de six mois au plus avec *hard labour* (art. 3).

Cependant, quiconque prouvera à suffisance au magistrat ou au tribunal devant lequel il est traduit, qu'il ignorait que la substance alimentaire par lui

vendue fût mélangée, colorée, teintée ou poudrée comme il est indiqué dans l'article ci-dessus, ne sera pas passible des peines prévues à l'article 3 (V. art. 5).

Il est interdit à quiconque de priver une matière alimentaire d'un de ses constituants, de façon à en modifier désavantageusement la qualité, la substance ou la nature, avec l'intention de la vendre en cet état sans l'indiquer ; il est également interdit de vendre pareille matière alimentaire, sans en révéler l'adul-tération, sous peine, pour chaque cas, d'une amende n'excédant pas vingt livres (V. art. 9).

Les articles 10-19 s'occupent de la nomination et des devoirs des analystes ainsi que des formalités pour obtenir l'analyse.

Dans la ville de Londres et son district (*liberties thereof*) les commissaires des égouts (*Commissioners of Sewers*) devront, lorsqu'ils en seront acquis par le *Local Government Board*, désigner pour leurs villes et districts respectifs, une ou plusieurs personnes possédant les connaissances, l'habileté et l'expérience suffisantes, comme analystes de tous les articles alimentaires ou drogues vendus dans la dite ville, etc. Dans les autres parties de la métropole ce seront les conseils de paroisse et les conseils de district (*the vestries and districts boards*) qui désigneront les analystes. Enfin, la cour des *quarter sessions* de chaque comté et le conseil urbain (*town council*) de chaque

bourg rempliront cette tâche dans leurs comtés ou bourgs respectifs.

En Écosse, les mêmes pouvoirs seront conférés et les mêmes obligations imposées aux commissaires pour les budgets (*Commissioners of supply*) des comtés, en leurs réunions ordinaires, et aux commissaires ou conseils de police ; et là où ceux-ci n'existent pas, aux conseils urbains des bourgs, dans leur juridiction respective.

En Irlande les mêmes pouvoirs seront conférés et les mêmes obligations imposées au *Grand Jury* de chaque comté et au conseil urbain (*town council*) de chaque bourg.

En ce qui concerne l'analyse, tout acheteur d'un article d'alimentation ou d'une drogue aura le droit, moyennant une somme maximum de dix schellings et six pence, de faire analyser l'objet et de se faire délivrer un certificat donnant le résultat de l'analyse.

Toute personne qui achètera un article avec l'intention de le soumettre à l'analyse, devra, lorsque l'achat sera conclu, notifier immédiatement au vendeur ou à l'agent qui a opéré la vente, son intention de faire analyser l'objet par l'analyste public. Il devra offrir de diviser l'article en trois parties, sur place et séance tenante, de marquer, de cacheter, ou d'enfermer chaque partie de la façon que permettra sa nature ; s'il est acquis de le faire, il opérera en conséquence. Il remettra une des parties au vendeur ou à

son agent, conservera la seconde pour une contre-expertise éventuelle et soumettra la troisième à l'analyste s'il juge bon de faire analyser l'article.

Lorsque l'analyste, après examen d'un article, a donné son certificat d'expertise duquel il résulte qu'une infraction à quelque une des dispositions de la présente loi a été commise, la personne qui a fait exécuter l'analyse devra, si elle veut faire appliquer l'amende infligée pour cette infraction, s'adresser aux tribunaux inférieurs (*Justices in petty sessions assembled*) jugeant sur procédure sommaire, qui ont juridiction sur l'endroit où l'article alimentaire ou la drogue vendue a été délivrée à l'acheteur.

A l'audience d'instruction relative à ces poursuites, la production du certificat de l'analyste constituera une preuve suffisante des faits y relatés, à moins que le défendeur ne requière la comparution de l'analyste comme témoin et la production de la partie de l'échantillon conservée par la personne qui avait acheté l'article, le défendeur peut aussi, s'il le juge utile, *demandar que lui-même et sa femme soient interrogés pour sa défense* (V. art. 21)!

Toute personne qu'un tribunal a déclarée coupable d'infraction punissable par la présente loi ou par une loi abrogée par celle-ci peut en appeler, en Angleterre, à la session générale suivante ou à la Cour de justice trimestrielle (*to the next general or quarter sessions of the peace*) qui siégera pour la ville,

le comité ou l'endroit où le jugement a été rendu, pourvu que la dite personne ait, dans les trois jours de la condamnation, pris l'engagement, avec deux répondants sérieux, de faire cet appel, et de payer les frais qui seront pris par le tribunal (art. 23).

En cas de poursuite en vertu de la présente loi, lorsqu'il est prouvé qu'un article a été vendu à l'état de mélange, il incombe au prévenu qui désire invoquer une exception ou une disposition contenue dans la présente loi, de faire la preuve de son assertion (art. 24).

Lorsque le prévenu prouve qu'il avait acheté l'article en question pour identique en nature, substance et qualité à celui qui lui a été demandé par le poursuivant et cela avec garantie écrite, qu'il n'avait pas de raison de croire, au moment de la vente, que cet article était différent et qu'il l'a vendu dans l'état où il se trouvait quand il l'a acheté, il sera renvoyé des poursuites, mais condamné à payer les dépenses du plaignant, à moins qu'il ne lui ait donné dûment avis de son intention d'invoquer les moyens de défense ci-dessus (art. 25) (V. *Ann. étr.*, 1876, p. 26).

II. — *Sale of Food and Drugs amendment* *Act, 1879.*

Cette loi en précisant certains points, renforce les dispositions de la loi précédente. En effet :

« En cas de poursuite en vertu des dispositions de la loi principale pour vente, au préjudice de l'acheteur, d'un article alimentaire ou de droguerie n'ayant pas la nature, la substance et la qualité de l'article demandé par l'acheteur, on ne pourra, comme moyen de défense, alléguer que l'acheteur ayant acheté seulement pour faire analyser, n'a subi du chef de cette vente aucun préjudice. »

Ce ne sera pas non plus un moyen de défense admissible de prouver que l'article alimentaire en question, quoique défectueux en ce qui concerne soit sa nature, soit sa substance, soit sa qualité, n'était pas défectueux à la fois en ces trois points (V. art. 2).

Nous n'entrons pas dans les détails des autres dispositions contenues dans cette loi.

III. — *Sale of Food and Drugs Act, 1899.*

Cette loi prohibe l'introduction dans le Royaume-Uni d'un des articles suivants :

a) De la margarine ou du fromage de margarine qui ne seraient pas renfermés dans des emballages marqués « Margarine » ou « Margarinecheese », selon le cas ;

b) Du beurre autre que la margarine, adultéré ou amoindri ; du lait ou de la crème adultérés ou appauvris, qui ne seraient pas contenus dans des embal-

lages ou récipients visiblement marqués d'un nom ou d'une inscription indiquant que le beurre, le lait ou la crème ont subi pareil traitement ;

c) Du lait condensé, privé de crème ou écrémé (*separated or skinned*), non contenu dans des cruches ou récipients portant une étiquette sur laquelle les mots *Machine Skimmed milk* ou *Skimmed milk* suivant le cas, sont imprimés en grands et lisibles caractères ;

d) Un article alimentaire quelconque, adultéré ou appauvri à moins qu'il ne soit importé dans des emballages ou récipients visiblement marqués d'un nom ou d'une inscription indiquant que l'article a subi pareil traitement.

Lorsque, en vertu d'une disposition de la loi de 1875, une personne coupable d'une infraction est passible d'une amende qui peut s'élever au maximum de 20 livres, cette personne sera passible pour une deuxième infraction à la même disposition d'une amende n'excédant pas 50 livres et, pour toute infraction subséquente, d'une amende n'excédant pas 100 livres.

Lorsque, en vertu d'une disposition des lois relatives à la vente des denrées, une personne coupable d'une infraction est passible d'une amende excédant 50 livres et que l'infraction, de l'avis de la Cour, est une *faute personnelle*, une *négligence coupable de la personne inculpée*, cette personne sera passible d'un

emprisonnement avec ou sans *hard labour* d'une durée n'excédant pas trois mois. (Voir *Annuaire de législation étrangère*, XXIX^e année, 7, A.)

ITALIE

Le Code pénal de 1890 punit dans son article 295 d'un emprisonnement pouvant aller à six mois et d'une amende de 50 à 3.000 liras quiconque, dans l'exercice de son commerce, trompe l'acheteur en livrant une chose pour une autre, ou bien une chose dont l'origine, la qualité ou la quantité diffèrent de celles qui sont indiquées ou convenues.

La contrefaçon, la falsification, la vente et la mise en vente des substances alimentaires ainsi falsifiées, causant un préjudice à la santé sont punies d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 100 à 5.000 liras.

La simple exposition en vente des substances alimentaires non contrefaites ni falsifiées mais dangereuses pour la santé sans signaler ce danger à l'acheteur, est punie d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende de 100 à 3.000 liras.

L'exposition en vente des choses impures (sans signaler d'impureté) en dehors de la nocivité, est punie d'un emprisonnement d'un mois au plus et d'une amende de 50 à 500 liras (Voir art. 319-322).

L'imprudence ou la négligence par inexpérience de l'art ou de la profession exercés ou l'inobservance des règlements d'ordre ou de la discipline *constituent des circonstances atténuantes.*

Lorsqu'un des faits prévus aux articles précités met en péril la vie humaine, les pénalités établies sont augmentées de moitié. En cas de mort d'une personne ou une lésion corporelle, la peine établie sera doublée en cas de mort, et augmentée d'un tiers à la moitié en cas de lésion corporelle ; toutefois, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à cinq ans dans le premier cas et à trois mois dans le second.

S'il en résulte la mort de plusieurs personnes ou bien la mort d'une seule personne et une lésion pour une ou plusieurs, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à dix ans, et si elle est déjà supérieure, elle ne peut être augmentée jusqu'au maximum légal.

S'il en résulte des lésions corporelles pour plusieurs personnes, la durée de l'emprisonnement ne peut être inférieure à six mois et, au cas où elle serait déjà supérieure à cinq ans, elle peut être portée à quinze ans au plus (art. 327) (Voir *Ann. de législ. étrang.*, XVIII^e et XIX^e années, 512 M. et 402 A.).

En dehors des dispositions contenues dans le Code pénal on trouve dans l'article 114 (art. 42 de la loi du 22 décembre 1888, n^o 5849, et dans l'art. 16 de la

loi du 25 février 1904, n° 57) les prescriptions suivantes : « Quiconque vend, conserve pour vendre, ou fournit en paiement à ses dépendants des matières destinées à l'alimentation ou à la boisson qui seront reconnues avariées, infectées, falsifiées ou en quelque façon insalubres et nuisibles, est puni d'une amende de 10 à 100 francs outre la confiscation des matières et cela sans préjudice des sanctions prescrites aux articles 319, 320, 322 du Code pénal (Voir *Bulletin mensuel de l'office de renseignements agricoles*, d'avril 1908).

PAYS-BAS.

Art. 330, Code pénal. — « Quiconque vend, offre en vente ou délivre des denrées, des boissons ou des médicaments, sachant qu'ils sont falsifiés et laisse ignorer cette falsification, sera puni d'un emprisonnement de trois ans au plus.

« Les denrées, boissons ou médicaments sont falsifiés, quand leur valeur ou leur utilité est diminuée à la suite d'un mélange avec des matières étrangères. »

Art. 339. — En cas de condamnation en vertu de cet article, le juge peut ordonner la publication du jugement et on peut retirer au coupable le droit d'exercer la profession dans l'exercice de laquelle il a commis le délit.

Sera puni d'un emprisonnement n'excédant pas quinze ans quiconque vend, offre en vente, délivre ou distribue des marchandises, sachant qu'elles sont dangereuses pour la vie ou nuisibles à la santé sans en faire connaître le caractère nuisible.

L'emprisonnement sera perpétuel ou temporaire de vingt ans au plus si le fait a occasionné la mort de quelqu'un (V. art 179) (Voir *Annuaire de législation étrangère*, XI^e année, 464, A.).

PORTUGAL

« Quiconque, de quelque manière que ce soit, altère des produits destinés à la consommation publique, de façon qu'ils deviennent nuisibles à la santé et expose en vente des produits ainsi altérés ; quiconque, de la même façon, altère des produits destinés à la consommation d'une ou plusieurs personnes ; quiconque vend des produits corrompus, fabrique ou vend des objets dont l'usage est nécessairement nuisible à la santé, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende correspondante, sans préjudice d'une peine plus élevée s'il y a lieu.

« Les produits détériorés et les objets susdits seront saisis et rendus inutilisables, en quelque lieu qu'ils se trouvent (art. 251 C. pén.).

« Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende correspondante :..

« 1° Celui qui trompe l'acheteur sur la nature de la chose vendue ;

« 2° Celui qui trompe l'acheteur en lui vendant une marchandise falsifiée ou des produits altérés par une substance quelconque, même non nuisible à la santé, dans le but d'augmenter le poids ou le volume ;

« 3° (Relatif aux tromperies sur la quantité, usage de faux poids ou de fausses mesures) (art. 456. C. pén.) (V. *Ann. lég. étr.*, XIV^e et XVI^e années, 425 et 439, A.). »

D'après un règlement du service d'hygiène de la ville de Lisbonne, en date du 22 avril 1881, les substances alimentaires qui paraîtront falsifiées seront analysées dans un laboratoire spécial et tout citoyen pourra demander qu'on analyse une substance alimentaire suspecte, à condition qu'il indique exactement le jour et la maison de vente où elle a été achetée.

L'instruction provisoire du 22 juin 1882 prescrit que si l'analyse démontre qu'il y a eu falsification, il faudra conserver une portion de l'objet et la déposer pour l'examiner à nouveau.

La loi du 3 décembre 1886 prescrit la recherche de ceux qui fabriquent ou vendent des objets nuisibles à la santé, et la visite des boutiques ou établissements où l'on vend des substances alimentaires et des boissons suspectes.

La loi du 1^{er} juillet 1903 et surtout le décret du 17 décembre 1903, ont organisé enfin le service de répression. Le décret est important, car il se rapproche sous beaucoup de points du décret français du 31 juillet 1906.

1° Les produits agricoles alimentaires sont soumis à une surveillance technique ayant pour but de les protéger contre la concurrence des produits adultérés, falsifiés, corrompus ou avariés, et qui porte sur les vins, les céréales, les produits d'origine animale, le bétail. Elle s'exerce dans les lieux de fabrication ou de préparation, de vente en gros et dans les dépôts.

2° Les agents prélèveront des échantillons quand ils voudront ou quand ils en seront requis. (Trois échantillons authentiques. Procès-verbal semblable à celui de France.)

Le premier échantillon est analysé sommairement et, s'il paraît suspect, *une nouvelle visite immédiate* doit être faite à l'établissement, avec nouveau prélèvement sans fixation du nombre. L'échantillon est analysé et le résultat est communiqué confidentiellement à l'inspecteur, qui avisera l'intéressé. Ce dernier peut, dans les dix jours, exercer un recours basé sur des erreurs d'analyses ou sur des conditions anormales de production, de récolte, de fabrication, etc. Le produit sera de nouveau examiné par trois analystes compétents du pays ou de l'étranger choisis,

l'un par le directeur de l'agriculture, l'autre par l'intéressé, le troisième étant celui qui a fait la première analyse.

3° Les sanctions sont l'amende et l'emprisonnement, avec aggravation en cas de récidive (sans précision de délai). (Voir pour détails M. Pagès, *op. cit.*, p. 215-216 et M. M. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 617 et suiv.)

SUÈDE

CODE PÉNAL, chapitre XXIII. — *De l'escroquerie et autres actes d'improbité.* — § 3. « Sera puni d'une peine de deux à six ans de *travaux forcés* celui qui vend ou livre d'autre façon pour l'usage d'autrui des denrées alimentaires qu'il sait être falsifiées, si pour cette falsification il a été employé des substances dangereuses pour la santé ou la vie de l'homme. »

« Si ces denrées ont occasionné des lésions corporelles graves, la peine sera de six à dix ans de *travaux forcés* ; s'il en résulte la mort de quelqu'un, le coupable sera condamné aux *travaux forcés* à perpétuité ou pendant dix ans.

« Celui qui sciemment aura offert en vente sans qu'il y ait eu livraison les denrées falsifiées dont il est question ci-dessus, sera condamné à deux ans de *travaux forcés*.

« Si l'infraction a été commise par un marchand

ou par une autre personne dont la profession consiste à vendre ou à préparer des denrées, le coupable perdra de plus le droit d'exercer ce commerce. » (V. *Annuaire de législation étrangère*, XVI^e année, 587, M.)

SUISSE

La Suisse possède deux documents relatifs au commerce des denrées alimentaires et au fonctionnement de son contrôle :

1° L'ordonnance du 1^{er} octobre 1892 qui soumet au contrôle des commissions sanitaires locales toute denrée alimentaire destinée à être mise en vente et qui prescrit le droit de visite, la recherche officielle de la falsification par l'analyse, la publication et la sanction de cette analyse.

2° La loi du 8 décembre 1905 qui organise le fonctionnement du contrôle du commerce des denrées alimentaires.

Nous allons examiner avec quelques détails les dispositions de cette loi.

Loi du 8 décembre 1905.

Le contrôle du commerce des denrées alimentaires et des articles de ménage et objets usuels (dans la mesure où ils peuvent être dangereux pour la santé

ou pour la vie) est établi dans l'intérieur des cantons et à la frontière de la Confédération. Le contrôle dans les cantons est exercé, sous la direction du gouvernement, par :

- 1° Les autorités cantonales de surveillance ;
- 2° Le chimiste cantonal ;
- 3° Les inspecteurs cantonaux des denrées alimentaires ;
- 4° Les autorités sanitaires locales ;
- 5° Les inspecteurs de viande.

Le contrôle à la frontière de la Confédération est exercé :

- a) Par les bureaux de douane ;
- b) Par les vétérinaires sanitaires.

Chaque canton est tenu de pourvoir à l'organisation et à l'entretien d'un laboratoire (laboratoire cantonal), destiné aux analyses chimiques, physiques et bactériologiques des denrées alimentaires, ainsi que des articles de ménage et objets usuels. Toutefois, plusieurs cantons ont le droit de s'entendre pour l'usage commun d'un laboratoire.

L'inspection et le prélèvement d'échantillons se font durant les heures consacrées habituellement aux affaires ou pendant lesquelles les locaux sont ouverts au trafic. Les échantillons sont prélevés, emballés, scellés, étiquetés et expédiés, conformément au règlement édicté par le Conseil fédéral. Un récépissé des échantillons retenus est remis au propriétaire, avec

l'indication de leur valeur ; s'il le demande, il lui est aussi laissé un échantillon, muni du sceau officiel.

S'il est reconnu que la marchandise n'est pas de mauvais aloi, le propriétaire peut exiger le remboursement de la valeur des échantillons.

Lorsque les constatations dont le résultat est défavorable n'ont fait l'objet d'aucune opposition ou ont été confirmées par la surexpertise, l'autorité compétente prendra les dispositions voulues. Les marchandises reconnues défectueuses à l'examen préalable ou à l'analyse peuvent être séquestrées par les fonctionnaires du contrôle, même s'il y a opposition. Si elles sont manifestement nuisibles à la santé, corrompues ou falsifiées, elles seront séquestrées sans retard. Elles sont utilisées au mieux des circonstances, ou même détruites, si, en raison de leur nature, il est impossible de les conserver.

Il est créé, au bureau sanitaire fédéral, une division spéciale qui sera particulièrement chargée :

1° D'exécuter les travaux préparatoires d'ordre technique et expérimental, en vue de l'application de la loi ;

2° D'émettre les préavis et de faire les rapports et autres travaux, concernant l'analyse des denrées alimentaires et l'hygiène, qui lui sont demandés par l'autorité fédérale ;

3° De recueillir, de contrôler et de compléter par ses propres études les résultats des recherches scien-

tifiques faites dans le domaine de l'analyse des denrées alimentaires.

Cette loi contient les dispositions pénales suivantes :

Emprisonnement jusqu'à un an et *amende* jusqu'à 2.000 francs où l'une de ces peines seulement pour tromperie, contrefaçon ou falsification des denrées alimentaires destinées au commerce. Les mêmes peines s'appliqueront pour la simple mise en vente de telles marchandises.

Si les substances falsifiées sont dangereuses, pour la santé, l'emprisonnement sera de deux ans au plus et l'amende de 3.000 francs au maximum, ou l'une de ces deux peines seulement.

La négligence constitue une circonstance atténuante.

En cas de récidive, le juge peut doubler les peines prévues. La récidive légale est de trois ans.

En dehors de l'emprisonnement et de l'amende, cette loi prévoit la confiscation et la peine de l'affichage :

1° Si le délit a été commis intentionnellement ;

2° Si le prévenu a agi par négligence grave et a déjà été condamné à réitérées fois.

Dans le cas où le délinquant a commis l'infraction dans l'exercice d'une profession ou industrie concessionnée, le juge pourra déclarer le coupable déchu du droit d'exercer cette profession ou industrie, pour

une durée d'un à quinze ans. La durée de la peine privative de la liberté n'est pas déduite du temps de la déchéance.

États-Unis d'Amérique

ALABAMA

Le code criminel (*Criminal Code of Alabama*, 1896) punit d'une amende de 50 à 500 dollars et d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois, tout marchand, épicier ou autre personne qui mélange quelque matière ou substance étrangère aux sucres, sirops, mélasses, graisse ou beurre, ou autre produit alimentaire, de façon à en altérer ou modifier la qualité, ou bien qui vend, offre ou expose en vente les dits produits falsifiés, ou laisse ses domestiques, agents, apprentis ou toute autre personne agissant pour lui, falsifier, vendre, offrir ou exposer en vente les dits produits falsifiés.

ALASKA

Toute personne qui sciemment vendra des produits gâtés, corrompus ou insalubres, comme aliments ou boissons, sans en informer l'acheteur ; toute personne qui falsifiera, dans un but de vente, une substance

alimentaire ou une boisson, à l'aide d'une matière nuisible à la santé, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an ou d'une amende de 50 à 500 dollars (*Cartev's Annotated Code*, 1900, art. 156, 157) (Code pénal, 3 mars 1899, *Ann. lég. étr.*, XXIX^e année, 699, A.).

ARIZONA

Quiconque falsifie ou *affaiblit* quelque produit alimentaire, boisson, drogue, etc., ou un article utilisé pour leur préparation, avec l'intention frauduleuse de les offrir en vente comme purs ou non affaiblis, est coupable d'un délit (V. *Revised statutes*, Code pénal, 1901, art. 337, 338).

CALIFORNIE

La loi du 26 mars 1895 interdit de fabriquer pour la vente, d'offrir en vente, de vendre toute drogue ou tout article alimentaire falsifié au sens de la présente loi.

Un aliment est considéré comme falsifié :

1° Lorsqu'une substance ou plusieurs substances y ont été mêlées de façon à en abaisser, déprécier ou affecter désavantageusement la qualité, la force ou la pureté ;

2° Quand une substance ou plusieurs substances de moindre qualité ou de moindre prix y sont substituées entièrement ou partiellement ;

3° Quand un élément ou constituant utile ou nécessaire en a été extrait entièrement ou partiellement ;

4° Quand il est une imitation d'une autre substance ou est vendu sous le nom de cette autre substance ;

5° S'il est composé entièrement ou partiellement d'une substance animale ou végétale malsaine, décomposée, putride, contaminée, gâtée ou corrompue, que ce soit ou non un produit manufacturé ; ou, quand c'est du lait, s'il provient d'un animal malade ;

6° S'il est coloré, enrobé, poli ou poudré de façon que l'avarie ou la mauvaise qualité en soit masquée, ou si quelque apprêt le fait paraître meilleur ou d'une plus grande valeur qu'il n'est en réalité ;

7° S'il contient quelque substance ou ingrédient ajouté qui est nuisible ou dangereux pour la santé.

Cependant, les dispositions du présent acte ne sont pas applicables aux mélanges ou compositions connus comme produits alimentaires courants, si chaque paquet vendu ou offert en vente porte clairement l'indication du mélange ou de la composition ainsi que celle de la nature et de la proportion de chacun des composants y contenus et si ceux-ci ne sont pas dangereux pour la santé.

Les pénalités édictées par la présente loi sont : l'emprisonnement n'excédant pas cent jours et l'a -

mende de 25 à 100 dollars, ou ces deux peines à la fois. Les délinquants peuvent en outre être condamnés au paiement, jusqu'à concurrence de 50 dollars, des frais d'inspection et d'analyse des dits produits (*Statutes and amendments to the codes, 1900-1901*).

COLORADO

Est coupable d'un *crime* et sera puni des travaux forcés pendant cinq ans au plus quiconque sciemment vendra, offrira en vente ou laissera vendre des aliments ou boissons adultérés par des substances vénéneuses ou nuisibles à la santé, lorsque l'usage de ces denrées est de nature à causer une maladie ou la mort. (Sessions Laws, 1887. Mill's Annotated Statutes, 1891).

COLOMBIE

Il est interdit dans le district de Colombie, d'enlever à une substance alimentaire une partie quelconque de ses éléments de façon à en modifier désavantageusement la qualité, la substance ou la nature, avec l'intention de la vendre en cet état modifié sans l'indiquer. L'infraction à cette disposition est punie d'une amende n'excédant pas 100 dollars (art. 6).

Il est interdit de mélanger, colorer, teindre ou pourdrer des substances alimentaires à l'aide de quelque

ingrédient ou matière susceptible de rendre le produit nuisible à la santé. Toute infraction à cet article est passible d'une amende de 200 dollars au plus pour la première fois ; toute infraction subséquente est passible d'une amende de 300 dollars au plus, ou d'un emprisonnement n'excédant pas une année, ou des deux peines réunies, à la discrétion de la Cour de justice (art. 1^{er}).

Tout acheteur d'un article alimentaire ou de droguerie dans le district aura le droit de faire analyser cet article par un analyste, de se faire délivrer un certificat donnant le résultat de l'analyse. Tout inspecteur de santé, inspecteur de la salubrité, inspecteur des denrées peut se procurer des échantillons de denrées ou de drogues ; s'il soupçonne que celles-ci lui ont été vendues en violation d'une disposition de la présente loi, il les remettra au Commissaire du Revenu intérieur aux fins d'analyse, et celui-ci apportera la diligence voulue pour faire pratiquer l'analyse et remettre à l'agent le certificat contenant le résultat de cette analyse (V. art. 12. Loi du 12 octobre 1888).

Une loi du 17 février 1898 interdit à quiconque dans le district de Colombie, de vendre, échanger, livrer, garder ou posséder avec l'intention de vendre ou d'échanger, d'exposer en vente ou en échange aucun article alimentaire qui serait adultéré au sens de la présente loi.

L'expression « aliment » (*food*) comprend les confiseries, les condiments et tous les articles employés comme aliments ou boissons pour l'homme.

Si un article alimentaire ou de droguerie sous un nom donné existe en plusieurs qualités différentes, la meilleure qualité doit être fournie à l'acheteur, à moins que celui-ci ne demande autre chose au moment de l'achat, ou au moins qu'à ce moment on ne lui fasse savoir que l'article délivré est de qualité inférieure (art. 1^{er} et 2).

L'article 3 de cette loi est très complet en numérotant les cas où on doit considérer une substance alimentaire comme falsifiée.

L'officier de santé du district de Colombie prendra d'après instructions des commissaires du district, toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'exécution de la loi; il préparera des règlements et des instructions relatives aux procédés convenables de prélèvement et d'examen des articles alimentaires et de droguerie (art. 4).

Dans tous les cas où un échantillon sera prélevé en vue de l'analyse, la personne chargée de cette analyse mettra en réserve une portion de l'échantillon, qui sera cachetée, pendant trente jours à partir du moment du prélèvement, et en cas de réclamation cette portion sera remise, sur demande, au défendeur ou à son avoué (art. 7).

GEORGIE

Quiconque sciemment ou par négligence vend à autrui des vivres insalubres quelconques, sans que l'acheteur ait connaissance de la défectuosité de ceux-ci, sera passible de *dommages-intérêts* s'il en résulte un dommage pour l'acheteur, sa famille ou sa propriété (*Code of Georgia*, 1895, vol. 2, p. 889).

Quiconque sciemment vendra du pain ou des boissons insalubres ou des liqueurs pernicieuses ou adultérées, sera coupable d'un délit à moins que sur l'emballage ou le récipient qui la contient ne soit inscrite l'analyse du contenu ainsi qu'une notice faisant savoir à l'acheteur que l'article est adultéré. (*Code of Georgia*, vol. 3, p. 139).

ILLINOIS

On peut citer les lois suivantes :

1^e *Loi du 24 mars 1874* qui punit (dans son art. 7) les adultérations nuisibles à la santé, d'un emprisonnement n'excédant pas un an ou d'une amende n'excédant pas 1.000 dollars, ou des deux peines réunies.

Quiconque adultère, pour la vente, un liquide destiné à servir de boisson, à l'aide de coque du Levant,

vitriol, graines de paradis, opium, alun, poivre, couperose, eau de laurier, bois de campêche, bois du Brésil, cochenille, sel de Saturne ou d'autres substances vénéneuses ou nuisibles à la santé, sera puni des mêmes peines qu'à l'article précédent (art. 8).

2° Loi du 1^{er} juin 1881 qui contient des dispositions analogues à celles de la loi en vigueur au Colorado).

3° Loi du 24 avril 1899 qui organise le service d'inspection et d'analyse et qui interdit la fabrication et la détention pour la vente, ainsi que la vente des articles alimentaires adultérés au sens de la loi. L'article 14 a soin de définir la falsification en énumérant les cas où les denrées alimentaires devront être considérées comme falsifiées.

INDIANA

La loi du 28 février 1899 est analogue à la loi du 26 mars 1899 de l'État de Californie (V. *Honer's Statutes*, 1901, vol. 1, n° 2069).

La loi du 11 mars 1900 interdit la vente, etc., des aliments qui contiendraient de la formahdélyde, un antiseptique nuisible à la santé ou de l'arsenic. Chaque infraction sera punie d'une somme de 100 dollars recouvrable par action civile à intenter par tout citoyen de l'État d'Indiana au nom de l'État. La moi-

tié de ces 100 dollars appartiendra au citoyen poursuivant ; le reste sera versé à la province dans laquelle la procédure a été suivie, au profit du fonds des écoles (art. 1^{er} et 2).

La loi du 28 février 1901 est relative à l'hygiène des fabriques de produits alimentaires.

MAINE

Sera puni d'un emprisonnement de *cinq ans* au plus ou d'une amende de 1.000 dollars au plus, quiconque vend sciemment des aliments ou boissons malsains, corrompus ou *insalubres*, sans en avertir l'acheteur et quiconque adultère frauduleusement pour la vente une substance destinée à servir d'aliment et de façon à les rendre nuisibles à la santé.

La denrée exposée en vente ou détenue pour la vente sera saisie et détruite par l'office de santé et par tout officier de santé, shériff, constable ou officier de police (*Laws*, 1895).

MASSACHUSETTS

L'office de santé est chargé de veiller aux intérêts de la santé publique et d'exercer une surveillance sur la vente des aliments et sur leur fabrication. En vue de ce devoir, il pourra nommer des inspecteurs, des analystes ou des chimistes.

La définition de l'adultération est donnée par l'article 18 qui prévoit tous les cas de falsification.

Les autres dispositions de la loi sont relatives aux *modèles de souscriptions, échantillons, échantillons de contrôle, inscriptions sur les conserves, inscriptions sur les récipients et emballages, marques ou inscriptions fausses.*

Les adultérations nuisibles à la santé sont punies d'une amende de 300 dollars au plus ou d'un emprisonnement maximum d'une année.

Les articles adultérés sont saisis et détruits sur l'ordre de la Cour. (*Revised Laws*, 1904, vol. I, chap. 75.)

La loi du 8 avril 1902 prescrit que l'office de santé fera publier, une fois par mois, dans le *Bulletin officiel de l'Office* et aussi, s'il le juge utile au point de vue de la santé publique, dans un journal ou dans plusieurs journaux de l'État de Massachusetts, le certificat d'examen ou d'analyse pratiqués durant le mois précédent, de tout article alimentaire manufacturé ou offert en vente dans le pays, qui serait adultéré. Le dit office fera également publier, en même temps que le certificat d'examen, le fac-simile de la marque de commerce, du cachet ou du nom, ainsi que le nom et l'adresse du fabricant trouvés sur l'emballage ou le récipient des articles ainsi adultérés, ou le nom et l'adresse de tout vendeur qui a délivré les marchandises.

NEW-YORK

L'office de santé s'intéresse aux atteintes qui peuvent être portées à la santé publique par la vente et l'usage d'aliments et de drogues et leur falsification ; il fait toutes les enquêtes et recherches nécessaires à cette fin. Il peut nommer des analystes publics, des chimistes et des inspecteurs et édicter des règlements pour compléter la loi (*Revised Statutes Codes and general Laws*, 1901).

Sera coupable d'un délit :

1° Quiconque adultère ou dilue des aliments ou des boissons pour l'homme ou les animaux avec l'intention de les vendre comme non adultérés ou non dilués ;

2° Quiconque sachant que ces substances ont été adultérées ou diluées les offre en vente ou les vend sans avertir l'acheteur ;

3° (Relativement à la glace de canal) ;

4° Quiconque dans un but de vente adultère du sucre, du sirop d'érable, du miel avec du glucose, du sucre ou du sirop de canne ou de betterave ;

5° (Conserves).

Le délinquant est passible d'une amende de 250 dollars au plus, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, ou des deux peines à la fois (Voir art. 41 *a* et suiv.).

PENNSYLVANIE

Règlement du département de l'agriculture. —

1. — Toute denrée manufacturée, vendue, offerte ou exposée en vente est considérée comme *pure* si elle n'est accompagnée d'une notice indiquant le contraire d'une façon adéquate. Dans ce cas, elle doit être étiquetée distinctement comme *mélange*, *composition*, ou comme *préparation artificielle*.

2. — Un aliment vendu comme *pur* doit répondre à sa qualification comme force, qualité et pureté ; il ne peut être un composé, un mélange, ni une préparation artificielle ou une imitation.

3. — Lorsque la loi n'a pas fixé un type de force, qualité ou pureté, le type requis est celui qui est adopté par les plus hautes autorités reconnues, telles que la Pharmacopée des États-Unis ou l'Association des chimistes de l'Office de l'Agriculture.

4. — Aucun aliment ne peut être additionné d'aucune substance ou matière vénéneuse ou nuisible à la santé.

.

11. — L'emploi, dans les aliments, d'une petite quantité de matière colorante inoffensive n'est pas interdit, pourvu que la marchandise soit pure et de bonne qualité. Toutefois les statuts interdisent l'em-

ploi de certains colorants pour l'oléomargarine, le lait, la crème et le vinaigre distillé. S'il est fait usage de colorant dans des denrées ne réunissant pas les conditions fixées de force et de qualité, les mots *coloré artificiellement*, ou *composé*, ou *mélangé* doivent être imprimés sur l'étiquette.

12. — Les articles alimentaires qui peuvent être préparés par l'emploi de procédés destinés à les préserver de la corruption ou de modifications, ne seront pas additionnés de préservatifs autres que du sel, du sirop, du sucre, du salpêtre, des épices, du vinaigre ou de la fumée de bois.

WASHINGTON

Loi du 16 mars 1901, destinée à réprimer les falsifications des produits alimentaires. — Dans sa première partie, cette loi donne la définition des aliments et de l'adultération et trace les règles de la procédure. Les articles 1 et 9 qui ont trait à ces questions ne présentent aucune particularité intéressante.

L'article 10 s'occupe de l'inspection des hôtels-restaurants, institutions, etc., en édictant les dispositions suivantes :

« Le commissaire de la laiterie et des denrées ou ses délégués ont le pouvoir, dans l'exercice de leurs fonctions, de pénétrer dans les restaurants, maisons

de pension, hôtels, voitures publiques, hôpitaux publics ou privés, asiles, écoles, maisons de charité ou pénitenciers, où des aliments sont servis, et de prélever pour l'analyse des articles alimentaires ou des substances entrant dans la composition des aliments dont il est fait usage en ces lieux.

« Tout article alimentaire ou toute substance entrant dans la composition des aliments ainsi prélevés, qui seraient trouvés adultérés, seront considérés comme détenus pour l'usage ou la consommation des clients, hôtes, pensionnaires ou locataires de ces institutions. Les personnes, firmes ou sociétés propriétaires ou tenanciers des dits restaurants, pensions, hôtels, voitures publiques, etc., ayant en leur possession ces aliments adultérés, seront considérés comme les détenant en violation des dispositions de la présente loi. »

L'article 11 édicte une amende de 25 à 100 dollars pour une première infraction aux dispositions de la présente loi et en cas de récidive, un emprisonnement de trente à soixante jours ou les deux peines à la fois.

*Loi du 30 juin 1906 sur l'alimentation
aux États-Unis.*

La plupart des autres États de l'Union ont une législation générale sur le commerce des denrées ali-

mentaires, la loi du 30 juin 1906 applicable aux États-Unis tout entiers à partir du 1^{er} janvier 1907.

Cette loi sur l'alimentation pure qui édicte des mesures pour empêcher la fabrication, la vente ou le transport de produits alimentaires, drogues, médicaments et liqueurs avariés, falsifiés, toxiques ou démarqués afin d'en régler le commerce, a beaucoup de points de ressemblance avec la loi française.

Dans une première partie (section 1^{re}, 7^e), la loi parle de la fabrication de tout produit falsifié, des fausses dénominations, de l'importation, de l'exportation d'État à État, ou à l'étranger, de l'offre de livraison ou de vente de produits falsifiés. Pour l'étranger, aucun « article ne sera considéré comme falsifié, si les substances entrant dans sa préparation ne sont en conflit avec les prescriptions édictées par la loi de ces pays étrangers pour lesquels l'article en question était destiné ».

« Le secrétaire des finances, le secrétaire de l'agriculture et celui du commerce et du travail, rendront les règles et les clauses permettant l'exécution de cette loi, uniformes, y compris le prélèvement et l'analyse des échantillons d'aliments... » (Analogie avec nos règles d'administration publique.)

Les analyses seront faites au laboratoire de chimie du ministère de l'Agriculture ; notification du résultat de l'analyse sera faite à la partie et au Procureur

régional de la République, qui poursuivra s'il y a lieu devant les tribunaux.

Il y aura falsification (section 7) pour les aliments :

Lorsque les substances introduites en mélange en ont réduit la quantité ou la force ; lorsqu'une substance a été substituée en totalité ou en partie à l'article mis en vente ; si quelque principe actif en a été entièrement ou en partie retranché ; si par des mélanges, coloration, enrobage, l'aliment peut subir une perte de ses propriétés pour lesquelles il est vendu, s'il a été additionné « d'ingrédients délétères » nuisibles à la santé.

La section 8 s'occupe des fausses dénominations.

« Aucun acheteur (section 9) ne tombera sous le coup de la loi s'il peut fournir une garantie signée par le courtier, l'entremetteur ou manufacturier, à l'effet d'affirmer que ces articles ne sont ni falsifiés, ni faussement désignés. Ces parties sont responsables. Si tel article est jugé falsifié ou d'effets nuisibles, il en sera disposé pour sa destruction ou pour sa vente.

« En outre, le secrétaire des Finances remettra au secrétaire de l'Agriculture, sur la requête de celui-ci, et de temps en temps, des échantillons d'aliments importés ou destinés à l'exportation, aux fins d'analyse. » (Analogie avec l'analyse officielle administrative en France.)

La loi prévoit dans chaque cas des pénalités. (Voir texte de cette loi *Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles*, ministère de l'Agriculture, septembre 1906 ; M. Pagès, *op. cit.*, p. 204-205 ; *Revue internationale des Falsifications*, novembre 1907 ; M. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 667 et suiv.)

CINQUIÈME PARTIE

LES LOIS SPÉCIALES CONTRE LES FRAUDES ALIMENTAIRES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

Analyse de quelques matières alimentaires et boissons. Description des fraudes et falsifications les plus fréquentes.

Après avoir jeté un coup d'œil sur les principales lois *générales* concernant les fraudes commerciales tant en France qu'à l'étranger, il nous reste à examiner les dispositions législatives *spéciales* concernant les falsifications sur telle ou telle denrée alimentaire en France et dans les pays étrangers.

L'évolution de la répression des fraudes présente une tendance vers l'unification des mesures contre les fraudeurs et le terrain d'une entente internationale en cette matière est insensiblement préparé par les lois spéciales visant les falsifications sur telle ou telle substance. En effet, ces lois sont élaborées avec soin et minutie par des spécialistes et des hom-

mes de science qui, pour mieux réprimer dans leurs pays toutes les manœuvres frauduleuses, s'inspirent des dispositions analogues prises dans les autres pays contre le même mal.

Pour nous rendre compte de cette collaboration internationale tacite (1), nous étudierons relativement à quelques substances alimentaires et boissons les dispositions spéciales concernant ces denrées en France et à l'étranger, en indiquant en même temps les manipulations les plus fréquentes que les fraudeurs emploient pour tromper et empoisonner les consommateurs.

1. Dans la dernière partie de notre ouvrage, quand nous aurons l'occasion de parler du mouvement international qui s'est produit en faveur de la répression plus efficace des fraudes alimentaires, nous constaterons que les deux grands Congrès qui se sont tenus à Genève et à Paris n'ont pas abouti à l'unification internationale de la répression des fraudes, mais se sont bornés à définir l'aliment pur, etc., en émettant le vœu que la question de l'unification de la répression formerait l'objectif principal du prochain congrès international.

CHAPITRE PREMIER

Le Beurre

§ 1. — Définition. — Composition.

Le beurre est la matière grasse qu'on extrait du lait où elle se trouve à l'état de globules qui, plus légers que le lait, remontent peu à peu à la surface et forment une couche appelée *crème*. En agitant énergiquement le lait, ou mieux la crème du lait, les globules s'agglomèrent et forment une masse appelée *beurre*.

Le premier congrès international pour la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques qui s'est tenu à Genève en 1908 a donné, dans sa séance du 10 septembre, la définition suivante : « Le beurre est le mélange de matières grasses exclusivement obtenu par le barattage, après acidification par voie biologique du lait, de la crème issue du lait, ou d'un mélange de l'une et l'autre substance. »

La matière grasse du beurre présente une composition similaire à celle de toutes les graisses qui se rencontrent dans le règne animal et végétal, lesquel-

les sont des *glycérides* c'est-à-dire des combinaisons de divers acides *gras* avec un alcool triatomique, la *glycérine*.

Les acides gras sont très nombreux, mais on peut les classer en 3 groupes : les *acides solides*, du type de l'*acide stéarique*, les *acides liquides*, non volatils, du genre de l'*acide oléique*, et enfin les *acides volatils*, comme l'*acide butyrique*. En outre certains acides sont dits saturés (acide palmitique), d'autres ne sont pas saturés (acide oléique). (Voir Pagès, *op. cit.*, p. 188 et suiv. et Roux, *op. cit.*, n^o 1282 et s.)

§ 2. — Falsification du beurre.

Le beurre peut être frelaté :

1^o par de l'*eau* ordinaire ou du *petit lait de beurre* qu'on y maintient en excès en y incorporant certains sels minéraux ou leurs dissolutions salines (alun, borax, verre soluble ou silicate de potasse) ; ou en y introduisant un excès de *sel marin*, sous prétexte de mieux le conserver ;

2^o Par des *matières minérales* comme la *craie*, le *gypse*, le *sulfate de baryte*, l'*argile*. Quelquefois même, on y trouve de l'*acétate* et du *carbonate de plomb* ;

3^o Par des *matières colorantes* (*chromate de plomb*, *curcuma*, *roucou*, *safran*, *jaune Victoria*, etc.) ;

4^o Par des *matières d'origine organique* telles que

la farine et l'amidon, la fécule et la pulpe cuite de pomme de terre, le fromage ou caséum, etc. ;

5° Par des corps gras naturels comme le suif, l'axonge, la graisse d'oie, le beurre rance, etc. ;

6° Enfin la principale falsification du beurre consiste à le mélanger avec des matières grasses de moindre valeur, comme la margarine ou l'oléomargarine, l'huile de coton, le beurre de coco. (Voir A. Chevalier et E. Baudrimont. *Dict. des altérations et falsif. de subst. al.*, 7^e éd. Dr. Lérét, p. 231.)

« La recherche de ces derniers corps surtout est souvent difficile, car la plupart des graisses et des huiles renferment à peu près les mêmes éléments, bien qu'en proportions différentes, et que de plus, la composition d'une seule et même matière grasse oscille entre certaines limites. A ces circonstances défavorables viennent s'ajouter l'inexactitude d'une partie des indications que l'on trouve dans la littérature technique et le fait que les indications exactes ne sont pas encore assez nombreuses pour permettre de fixer avec une certitude suffisante les limites qui précèdent. Malgré ces obstacles, on peut dire que l'analyse des corps gras a déjà atteint un degré de perfection assez élevé et qu'elle est en progression constante. » (Voir Post et Neumann, *Analyse chimique*, p. 460.)

Si la falsification ne porte pas sur la matière grasse même, elle sera facilement découverte en se confor-

mant à la méthode d'analyse qui comporte le dossier de l'humidité, de matières insolubles dans l'éther, des cendres et de la matière grasse.

« En desséchant dans une étuve, aux environs de 105°, 10 grammes de beurre bien mélangé, on voit, par la perte de poids, la quantité d'eau que le beurre contenait. Si on enlève de ce résidu desséché, au moyen de benzine ou d'éther, la totalité de la partie grasse, il reste un résidu de caséine et de sel ; en incinérant cette matière on ne garde que le sel et on arrive ainsi à connaître les proportions des constituants essentiels. Pour étudier la matière grasse en elle-même, il faut la fondre au voisinage de 60° ; elle se sépare en raison de sa faible densité, et on peut en la filtrant dans l'étuve obtenir une sorte d'huile parfaitement limpide sur laquelle s'effectueront les déterminations physiques et chimiques (V. Roux, *loc. cit.*).

La découverte de la falsification du beurre étant très difficile, il convient que les chimistes qui s'y livrent soient parfaitement spécialisés. L'analyse devra porter sur l'ensemble des éléments et le chimiste examinera s'il y a concordance entre tous les résultats de l'analyse.

§ 3. — Les succédanés du beurre.

Margarine. Graisses et huiles comestibles.

« Le nom de « margarine » doit être réservé à toutes les graisses comestibles, qui se rapprochent, par leur couleur, leur consistance, leur odeur ou leur saveur, du beurre, mais dont la graisse ne provient pas du lait ou n'en provient pas exclusivement. » C'est la définition adoptée par le congrès de Genève (10 septembre 1908).

L'invention de la margarine ou l'oléo-margarine est due à un Français, M. Mège-Mouriès, qui, après une série d'expériences faites en 1869, pensa qu'il serait possible de retirer de la graisse de bœuf un produit analogue à celui du lait de vache.

La graisse de bœuf se distingue, à première vue, du beurre par la quantité considérable de *stéarine* qu'elle renferme ; or le beurre, suivant M. Mège-Mouriès, aurait pour origine la graisse de l'animal, et le rôle de la glande mammaire se bornerait à éliminer du suif une partie des glycérides solides qu'il contient. Pour obtenir du beurre artificiel, en partant du suif de bœuf, il suffisait donc de déstéariner cette matière grasse, puis de la faire digérer avec des mamelles de vaches pour tâcher, grâce à la pepsine mammaire, d'émulsionner et aromatiser le produit.

Son procédé a été décrit en détail dans le rapport de M. Guillemin, présenté en 1891 à la Chambre des députés. Il consistait, après avoir broyé et fait fondre la graisse de l'animal, à en extraire, une fois refroidie, sous l'effort d'une presse hydraulique à la température de 25 à 28°, un jus liquide appelé *oléo* ou *oléo-margarine*. La matière retirée de la presse n'était autre chose que la *stéarine* et la *palmitine*.

Sur cent parties de graisse, il y avait 40 à 50 parties d'oléo-margarine.

Cette oléo-margarine, qui n'était « que la graisse raffinée du bœuf » se présentait, lorsqu'elle était refroidie, sous une apparence grenue, de couleur légèrement jaunâtre, et rappelait beaucoup la consistance et l'aspect du beurre fondu.

Elle pouvait être employée comme graisse de ménage. Mais, afin de la rendre plus agréable et plus comestible, M. Mège-Mouriès l'additionna de son poids de lait, la colora par le roucou, et donnant, par ce mélange, à sa matière première, l'apparence du beurre naturel, il en forma la *margarine*.

En 1872, M. Mège-Mouriès prit un brevet, installa à Paris un débit spécial et vendit son produit sous son véritable nom, la *margarine*, mais il ne réussit pas à la faire accepter par le public.

Cependant, le jour où l'industrie s'en empara et trouva par des méthodes perfectionnées le moyen de la confectionner à bas prix, au risque de négliger

les qualités sanitaires qu'elle avait primitivement, le jour surtout où, par son mélange avec le beurre, elle lui ouvrit le débouché qui lui manquait, la margarine prit comme un nouvel essor et, en ruinant le commerce des beurres, fit réaliser de colossales fortunes (V. Rapport de M. Legludic au Sénat, session de 1897, n° 25). Ainsi, après la guerre de 1870 une société se constitua à Paris au capital de 800.000 francs pour exploiter la découverte de Mège-Mouriès, et l'usine fondée par cette société prit rapidement une grande extension et réalisa d'énormes bénéfices.

Peu de temps après, une autre usine s'éleva en Autriche et l'exploitation n'eut pas moins de succès qu'en France. Bref, cette industrie s'implanta à peu près dans tous les pays, et partout elle devint très prospère. Pour donner une idée de l'importance qu'a prise cette fabrication dans ces dernières années, il suffira de donner les chiffres suivants, empruntés à une statistique du Dr Sell. En 1875, il se fabriquait journellement à Paris 20 à 30 tonnes de margarine; en 1885, il n'existait pas moins de 70 usines en Hollande pour la fabrication de ce produit, en 1886, l'Allemagne produisit pour 18 millions de marks de margarine. A Milan, l'établissement Regondi et Chierichetti produit annuellement 300.000 à 400.000 kilogrammes dont la moitié passe en Orient et en Amérique. *Commercial Manufacturing Company*, de

New-York en produit 100.000 kilogrammes par semaine (patente Mourière).

« Du 1^{er} janvier 1880 jusqu'au 30 septembre de la même année, on a embarqué au port de New-York, 8 millions de kilogrammes de margarine, dont plus de 5 millions dirigés sur Rotterdam. »

C'est aisé de comprendre qu'à mesure que se développait cette industrie, les fabricants cherchaient à diminuer le prix de revient en modifiant plus ou moins le procédé de Mège, mais surtout en s'efforçant de substituer à la graisse de bœuf choisie, matière première exclusivement employée par le chimiste français, diverses graisses animales ou végétales, telles que l'huile d'arachides, le beurre de coco, l'huile de graines de cotonnier, etc.

Au lieu de se servir d'orléans pour colorer le produit, on fait usage soit de bois jaune, soit de jus de carottes, soit de safran, etc. Il paraîtrait même qu'en Allemagne on aurait constaté la présence dans certains échantillons de beurre artificiel, d'une matière tinctoriale connue sous le nom de succédané du safran et qui n'est autre chose qu'un sel alcalin du *dinitrocrésol*. D'après les expériences du Dr Weyl, de l'Institut pathologique de Berlin, ce produit posséderait des propriétés toxiques très énergiques (Voir Girard, *op. cit.*, p. 401 et s. ; Jorissen, *Conférences Bruxelles* ; Dr Sell, *Ueber Kunstbutter*.)

La margarine était dès lors employée exclusive-

ment à la falsification du beurre, en causant un préjudice considérable aux éleveurs et en constituant un péril pour la santé publique. Aussi, dès l'année 1884, M. Méline, ministre de l'Agriculture, s'est-il préoccupé de réprimer les fraudes sur le beurre et il avait fait adopter par le Parlement un projet qui devint la loi du 14 mars 1887.

§ 4. — Lois concernant les beurres.

En France.

La loi du 14 mars 1887 réservait la dénomination de *beurre* aux produits exclusifs du lait ; quant aux produits similaires, il était interdit de les vendre autrement que sous le nom de *margarine*.

D'après l'article 1^{er}, il était interdit d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de beurre, de la margarine, de l'oléo-margarine, et, d'une manière générale, toute substance destinée à remplacer le beurre, ainsi que les mélanges de margarine, de graisse, d'huile et d'autres substances avec le beurre. Malheureusement, cette loi n'atteignait pas complètement le but que son auteur se proposait : en effet elle ne punissait la fraude que lorsque celle-ci était commise et dûment constatée, mais elle ne la prévenait pas. Or, cette fraude était d'autant plus difficile à découvrir que la

loi ne défendait dans les ventes que la substitution de la margarine au beurre, elle ne fixait aucune proportion maxima au mélange des deux substances. Il était, dès lors, aisé de mélanger les deux produits en proportion telle que la substitution de la margarine au beurre ne pût être facilement décelée.

Les fraudes persistèrent donc comme par le passé et nombreux furent les projets de loi que suscita cet état de choses. Ils aboutirent à la loi du 16 avril 1897 où le législateur s'est appliqué tout particulièrement non seulement à punir la fraude, mais surtout à la *prévenir*. L'une des dispositions les plus importantes de la nouvelle loi réside dans la séparation complète des commerces de la margarine et du beurre : celui qui prépare ou vend du beurre ne peut détenir dans ses locaux de la margarine. Il est évident qu'on tend ainsi à empêcher d'une manière plus efficace le mélange de ces deux matières. La loi spécifie, en outre, que la quantité de beurre contenue dans la margarine mise en vente ne peut pas dépasser 10 %, que cette quantité ait été introduite directement dans la margarine ou qu'elle provienne du barattage du lait ou de la crème avec l'oléo-margarine. La loi a institué, d'autre part, une surveillance très active de la fabrication et du commerce de la margarine, en assujettissant à certaines formalités aussi bien l'entrée des matières premières que la sortie et la vente des produits fabriqués. Enfin, pour augmenter ces garanties, une inspection du

commerce du beurre lui-même a été organisée et confiée à des agents désignés par l'Administration. Ces agents peuvent pénétrer dans tous les locaux des fabriques, dépôts, magasins, y prendre les échantillons nécessaires au contrôle et effectuer également des prélèvements en douanes, dans les gares, ports, etc. (MM. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 157 et suiv., M. Cornet, Rapport au nom de la commission de l'Agriculture à la Chambre des députés, 1903.)

L'article 16 de la loi du 16 avril 1897 édictait des peines de six jours à trois mois d'emprisonnement et de 100 à 500 francs d'amende, ou l'une de ces peines seulement contre ceux qui avaient sciemment contrevenu aux dispositions de cette loi. Ces pénalités ont été remplacées, aux termes de l'article 15 de la loi du 1^{er} août 1905, par celles de l'article 1^{er} de cette dernière loi, c'est-à-dire par un emprisonnement de trois mois à un an et une amende de 100 à 500 francs, ou l'une de ces deux peines seulement.

Un règlement d'administration publique du 9 novembre 1897 a organisé, en ce qui concerne les beurres, une procédure de prélèvement ; mais, afin de mettre cette procédure en harmonie parfaite avec celle établie par le règlement du 31 juillet 1906, une loi du 23 juillet 1907 a modifié celle du 16 avril 1897 et un règlement du 29 août 1907 a modifié celui du 9 novembre 1897.

Les modifications dont il s'agit portent princi-

pablement sur le titre III du règlement de 1897.

1° Jusqu'ici les inspecteurs régionaux du commerce des beurres, les inspecteurs chargés de la surveillance des fabriques de margarine, ainsi que les agents des douanes et des contributions indirectes, pouvaient seuls procéder à des prélèvements, en vue de l'application de la loi du 16 avril 1897.

Dorénavant, tous les agents auxquels le décret du 31 juillet 1906 donne qualité pour opérer les prélèvements des boissons, denrées alimentaires et produits agricoles pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905, auront le droit de prélever des échantillons de beurre, aussi bien pour l'application de la loi du 16 avril 1897, que pour celle de la loi du 1^{er} août 1905.

2° Les fraudes par addition de *beurre de coco*, *incorporation d'eau en excès*, *emploi des antiseptiques* ne peuvent être réprimées par la loi du 16 avril 1897, laquelle ne vise que la falsification par addition de margarine. Mais elle tombe sous le coup de la loi du 1^{er} août 1905.

Jusqu'à ce jour, les agents se trouvaient donc dans l'obligation de préjuger des résultats de l'analyse, afin de choisir le procédé de prélèvement correspondant à la loi dont il y avait à prévoir l'application. Ce fâcheux état de choses prend fin. Il n'y a plus désormais qu'une seule manière de prélever les échantillons, quelle que soit la loi dont l'application est visée. Les prélèvements de beurre, ainsi que l'ana-

lyse des échantillons, se feront dorénavant suivant les prescriptions du décret du 31 juillet 1906.

En ce qui concerne les dispositions relatives à la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, à la séparation des commerces du beurre et de la margarine, aux enseignes des débitants de margarine et aux inscriptions que doivent porter les récipients contenant la margarine et l'oléo-margarine, aucune modification n'est apportée par le nouveau décret. (Voir circulaire du 31 août 1907 du ministre de l'Agriculture aux préfets.)

§ 5. — Législation des beurres.

Dans les pays étrangers.

Aux *Etats-Unis* d'Amérique, une loi de 2 août 1886 réglemente la fabrication et le commerce de tous produits ou mélanges imitant ou destinés à remplacer le beurre, et connus sous le nom de *margarine*, *oléo-margarine*, *butterine*, *graisses alimentaires*, etc. La fabrication et le commerce de pareils produits sont frappés d'un impôt. (Voir *Annuaire de législation étrangère*, 16^e année, p. 765.)

En ce qui concerne le *beurre*, l'État de *Colombie* paraît avoir été le premier à édicter une loi spéciale pour la répression de la fraude dans ce genre de commerce.

Dans l'État de *Massachusetts* une loi du 18 juin 1885 édicte que les beurres non naturels doivent porter, imprimé sur leur face, en caractères gothiques distincts et de dimension convenable, le nom qui leur est appliqué (*Ibid.*, 15^e année, p. 627).

Une autre loi du 10 mars 1891 a pour but de *prévenir* toute tromperie dans la fabrication et la vente du « beurre imitation » (*Ibid.*, 21^e année, p. 945).

Dans l'État de *New-York*, la loi du 8 juin 1885 punit ceux qui ont livré aux manufactures de beurre et de fromage du lait étendu d'eau, sophistiqué, mal-propre ou impur, écrémé, écumé, aigre, gâté, etc.; et celle du 9 juin de la même année atteint la tromperie dans la vente du lait, du beurre, du fromage et prohibe la fabrication de tous produits destinés à remplacer le beurre et le fromage. Les agents, ou employés du propriétaire des objets incriminés sont passibles des mêmes peines (*Ibid.*, 15^e année, p. 608 et 609).

Dans la *Louisiane*, la loi du 8 juillet 1886 frappe d'une amende et d'un emprisonnement dont le chiffre et la durée sont discrétionnairement arbitrés par la Cour, le fait de vendre ou livrer, comme beurre, d'autres substances simples ou composées sans une étiquette suffisante pour écarter toute possibilité d'erreur sur la nature de la composition des dites substances (*Ibid.*, 16^e année, p. 791).

En *Europe*, depuis 1885, une loi *danoise* prescrit

« à quiconque veut fabriquer, vendre ou exporter du beurre artificiel, quelle que soit sa composition, de placer le produit dans un vaisseau de forme entièrement différente de celle des fûts ordinaires à beurre, et qui doit en outre être marqué du mot « margarine ». Au besoin, des perquisitions peuvent être faites, la confiscation et des amendes considérables peuvent être prononcées. Une loi du 22 mars 1897 édicte des mesures analogues relativement à la fabrication et au commerce de la margarine (Voir *Annuaire de législ. étrangère*, 27^e année, 691, M.).

Dans le canton de *Glaris*, en *Suisse*, une ordonnance du 18 novembre 1886 régit le commerce des beurres naturels et artificiels et des autres corps gras. Ces matières doivent être désignées de façon que l'acheteur et le consommateur ne puissent ignorer leur provenance et leur composition (*Ibid.*, 16^e année, p. 549).

Dans le canton de *Saint-Gall* une ordonnance du 18 mai 1887 interdit de vendre sous le nom de beurres des imitations artificielles de tout genre (*Ibid.*, 17^e année, p. 688).

En *Angleterre*, le *margarine act* de 1887 oblige les marchands de substances imitant le beurre, ou de beurre mélangé avec ces substances à appliquer sur chaque caisse le mot « margarine » en grandes lettres capitales imprimées, sous peine de fortes amendes. Il est tenu registre de tous les établissements du

royaume où se fabrique de la margarine, et les autorités locales ont pouvoir d'y prélever des échantillons pour les faire analyser (*Ibid.*, 17^e année, p. 30).

En *Allemagne*, toutes les boutiques, magasins, places sur les marchés et autres lieux de vente, doivent, aux termes de la loi du 12 juillet 1887, être signalés par un écriteau portant en grandes lettres : *Vente de beurre artificiel*. Toute préparation affectant l'apparence de beurre naturel ou semblable à ce produit, et qui ne provient pas exclusivement du lait, doit être vendue avec la mention de *beurre artificiel*, et l'indication sur l'écriteau ou l'enveloppe du nom et de la raison sociale du vendeur ; l'amende et la prison sont la sanction de ces dispositions (*Ibid.*, 17^e année, p. 153).

Les *Pays-Bas* possèdent une loi du 23 juin 1889 sur la répression de la fraude dans le commerce des beurres. Aux termes de cette loi, le beurre est une matière grasse qui ne contient aucune autre substance que celles qui proviennent exclusivement du lait, à l'exception du sel et de la matière colorante (Voir *Annuaire de législation étrangère*, 19^e année, p. 565 ; Dalloz, supp., p. 150. *Vente subst. fals.*).

En *Italie* la loi du 19 juillet 1894, n^o 356, oblige ceux qui, dans un but commercial, fabriquent, tiennent en dépôt ou mettent en vente, exportent et importent, dans le royaume, du beurre préparé en tout ou en partie avec de la *margarine* ou d'autres

substances huileuses ou grasses non dérivées de la crème du lait :

a) D'imprimer sur chaque morceau du produit la formule claire et explicite : *beurre artificiel* ou *margarine* ;

b) D'indiquer en caractères gros et clairs, avec la formule, la nature de l'article sur les récipients, toiles, papiers, paquets ;

c) D'exprimer la qualité artificielle du beurre ou la même composition des mélanges dans les livres, factures, lettres et polices de chargement ;

d) De tenir fixée sur les récipients, paquets ou pains du produit une étiquette indiquant clairement leur qualité artificielle avec la formule susdite.

Les peines seront une amende de 200 à 2.000 francs et la confiscation de la marchandise. En cas de récidive, il pourra s'y ajouter la peine de la détention jusqu'à trois mois et la suspension du commerce, selon les cas, pendant un délai de dix jours à six mois. (Voir *Annuaire de législation étrangère*, XXIV^e année, 418, M. et XXV^e année, 381, M.)

CHAPITRE II

La Bière.

§ 1^{er}. — Définition. Composition.

La bière est un liquide alcoolique, tenant en dissolution un certain nombre de principes volatils et fixes qui proviennent des matières employées à sa fabrication. Elle est formée : 1^o d'alcool, d'eau, de faibles proportions d'acide carbonique et d'acide acétique, d'huile éthérée de houblon, qui constituent les matières volatiles à 100° et 2^o de maltose, dextrine, glycérine, acide lactique et succinique des sels.

Le congrès de Genève a adopté la définition suivante : « La *bière* est la boisson obtenue par fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du houblon, du malt d'orge, de levure et d'eau. » Cette définition est beaucoup plus étroite que celle donnée par le décret du 28 juillet 1908 qui interdit de détenir ou de transporter en vue de la vente, de vendre ou de mettre en vente sous la dénomination de bière, « un produit autre que la boisson obtenue par la fermentation alcoolique d'un moût fabriqué avec du

houblon et du malt d'orge pur, ou associé à un poids au plus égal de malt provenant d'autres céréales, de matières amylacées, de sucre interverti ou de glucose ».

§ 2. — Falsifications.

On falsifie la bière par plusieurs moyens :

1° On lui ajoute de l'eau qui l'affaiblit ; alors quelquefois, on cherche à relever sa saveur par l'addition d'un peu de *sel marin* ou d'*alcool de commerce*, c'est-à-dire d'esprit de vin non rectifié ;

2° On augmente sa teinte par l'emploi de matières colorantes étrangères, comme le *caramel*, la *chicorée torréfiée*, le *suc de réglisse*, etc. ;

3° On pare à l'orge qui lui manque par l'addition du *sirop de fécule* ou de *glucose*, de la *mélasse*, de la *glycérine*, ou par l'emploi de la *pomme de terre*, du *riz*, du *maïs*, etc. ;

4° On l'aromatise au moyen de *baies de genièvre*, de *clous de girofle*, de *fleurs de tilleul* ;

5° On lui donne plus de sapidité et on a osé tenter de la rendre plus enivrante en introduisant des substances très diverses, parmi lesquelles figurent de véritables poisons : *belladone*, *semences de colchique*, *garou*, *gingembre*, *graine de paradis*, *ivraie jusquiame*, *pyrèthre*, *stramoine*, *têtes de pavots* ;

6° Enfin les fraudeurs ont cherché surtout à rem-

placer le *houblon* qui est une substance coûteuse par des décoctions de substances végétales amères, telles que : l'*absinthe*, l'*aloès*, la *noix vomique*, les *feuilles de noyer*, la *petite centaurée*, la *quassia amara*, l'*acide picrique*, le *fiel de bœuf*, etc.

Pour donner ensuite à ces mixtures la consistance mucilagineuse, la saveur piquante et la coloration brune qui leur manquent, les sophisticateurs ne craignent pas d'y verser de l'*eau de chaux* ; puis ils y font cuire des *dépouilles de veau*, de *cheval*, de *mouton*, ou bien les différents *débris gélatineux* et invendables de la boucherie (V. Champouillon).

§ 3. — Mesures édictées par le décret
du 28 juillet 1908 pour prévenir les fraudes sur la bière.

Le décret du 28 juillet 1908 rendu par application de l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 après avoir défini la bière dans son article 1^{er}, désigne dans son article 2 un produit qu'il dénomme *petite bière* et qui provient d'un moût dont la densité est inférieure à deux degrés.

Il édicte dans son troisième article les manipulations et pratiques permises pour la fabrication régulière ou la conservation de la bière telles que : la clarification, la pasteurisation, l'addition du tanin dans une certaine mesure, la coloration au moyen du caramel, le traitement par l'anhydride sulfureux

pur. Mais l'article 4 interdit l'addition de tous antiseptiques autres que l'anhydride sulfureux, les bisulfites et ceux qui pourront être ultérieurement autorisés.

Dans les établissements où s'exerce le commerce de détail des bières, il doit être apposé d'une manière apparente, sur les récipients, emballages, casiers ou fûts, une inscription indiquant la dénomination sous laquelle la bière est mise en vente.

Les inscriptions doivent être rédigées sans abréviation et disposées de façon à ne pas dissimuler la dénomination du produit (art. 7).

CHAPITRE III

Le Café.

§ 1^{er}. — Définition.

« *Le café* est la graine presque complètement débarrassée de sa coque, du caféier (*coffea arabica*, ou *coffea liberica*), et autres caféiers genre *coffea* et non privée de caféine ».

« Le café *torréfié* est le café qui, par l'action de la chaleur, a pris une coloration brune et où s'est développé l'arome caractéristique ».

« Le café *torréfié moulu* doit être composé exclusivement de grains de café torréfiés. » (Congrès de Genève, séance du 11 sep. 1908.)

§ 2. — Falsifications.

Les fraudeurs, pour allonger le café *torréfié* et *moulu* emploient : la *fécule de pomme de terre*, l'*orge*, l'*avoine* le *maïs*, le *blé*, les *raves*, les *carottes*, les *betteraves* et surtout la *chicorée*. Ainsi dans un mémoire sur la falsification du café, le Dr Hassall de Londres,

dit que sur 34 échantillons de café de différents prix qu'il examina, 3 seulement n'étaient pas falsifiés. La chicorée fut découverte dans 31 échantillons, le blé torréfié dans 12; les matières colorantes (entre autres le caramel) dans 22; les fèves et la fécule de pomme de terre, dans un échantillon seulement. La proportion du vrai café était de $\frac{1}{2}$, de $\frac{1}{4}$ et même de $\frac{1}{5}$.

Souvent dans le commerce on a vendu, concurremment avec du café de bonne qualité, des cafés *avariés* en mer, repêchés et travaillés.

On imite le café cru en grains avec le *l'argile plastique* gris verdâtre ou jaunâtre, qu'on moule en grains tandis qu'elle est encore humide, puis qu'on sèche à l'air.

Une falsification plus commune du café cru est celle qui consiste à colorer en vert les grains jaunes des variétés inférieures. M. Sykora s'est procuré des échantillons de matières servant à colorer des cafés inférieurs ou détériorés. Voici leur composition :

	Éch. N° 1	N° 2	N° 3
	—	—	—
Indigo	5	5	12
Charbon.	10	3	5,5
Chromate de plomb. . .	4,58	8	4,5
Argile	65,5	82	66
Outre-Mer	15	2	12

On obtient encore la coloration 1° par le bleu de Prusse, 2° par l'indigo et 3° par le sulfate de fer.

Vers 1858, on s'aperçoit que le café de Java contenait souvent jusqu'à 14 % d'eau qu'on lui faisait absorber au moyen d'une humectation prolongée, en sus de 4 % qu'il contient naturellement. Cette fraude se commettait au pays même par celui auquel le monopole des cafés était affermé.

M. Hamel Roos a signalé en Hollande (*Revue internationale des Falsifications*, 1901) l'introduction d'un *café de santé* dont l'étiquette porte : « Ce café rend le café ordinaire plus fort et améliore son goût et son parfum. »

A l'analyse on a trouvé 35,79 % de cendres dont 35 % de sable. Le reste était formé de résidus absolument sans valeur de la chicorée.

Enfin on extrait du café les substances auxquelles il doit sa valeur, et en particulier la *caféine*. L'extraction opérée, les fèves sont torréfiées à nouveau, et pour masquer la couleur noire, on ajoute du sucre qui donne un vernis.

§ 3. — Succédanés du café.

Chicorées.

« La racine de chicorée sauvage, nettoyée, débitée en fragments soumis à la torréfaction, puis concassée

en semoule, constitue un produit avec lequel on prépare une infusion dont la couleur est celle du café, mais qui n'en possède nullement les propriétés stimulantes, car la chicorée ne contient pas de caféine. »

« La chicorée torréfiée et concassée est généralement enrobée avec du sucre ou une matière grasse comestible, puis saupoudrée d'une fine poussière obtenue par tamisage, soit de la poudre de chicorée elle-même, soit de graines de lupin, torréfiées et pulvérisées. » (Monier, Chesnay et Roux, *op. cit.*, n^{os} 1542 et 1543.)

§ 4. — Falsifications.

Malgré son bas prix, la chicorée est souvent falsifiée par addition de matières encore moins coûteuses, telles que : *débris de semoules, vermicelles, glands doux, semences de graminées torréfiées, fèves, haricots, pois torréfiés, poudres de vieilles écorces* ; on ajoute encore de la *tourbe de la brique pilée, des cendres rougeâtres*, avec proportions variables d'*oxyde de fer, de silice, d'aluminium, de carbonate et de sulfate de chaux, des cendres tamisées de houille, du noir animal épuisé* provenant des fabriques de sucre ou des raffineries, etc., etc.

§ 5. — Législation en France.

Aucun règlement d'administration publique rendu en application de l'article 11 de la loi de 1905 n'est encore intervenu en cette matière.

Signalons cependant les circulaires ministérielles suivantes : celle du 25 juillet 1858 relativement aux abus que donne lieu la vente de café-chicorée ; celle du 19 janvier 1854 qui considère comme suspect de fraude ou de mauvaise fabrication tout café-chicorée donnant plus de 6 % de cendre. Enfin celle en date du 9 mars 1855 sur les falsifications du café-chicorée qui fixe à 12 % la proportion des cendres au delà de laquelle il y a lieu de considérer comme falsifiée une *chicorée en poudre*, estimant à 6 % la teneur en cendre d'une *chicorée en semoule*.

Notons également ces rapports et décisions du Comité consultatif d'hygiène publique : 18 mai 1874, 24 mars 1878, 31 mai 1880, 16 janvier 1888, 16 septembre 1889 concernant les falsifications et les procédés d'analyse.

En vue de l'élaboration du futur règlement, le Syndicat des fabricants de chicorée et produits similaires de France a établi les propositions de règlement suivantes : On considère comme ne correspondant pas à la définition de ce produit commercialement pur : a) La chicorée qui perdrait à 100° cen-

tigrades plus de 15 % de son poids ; b) La chicorée qui préalablement chauffée à cette température laisserait à l'incinération plus de 12 % de cendres pour la chicorée en grains et plus de 15 % pour la chicorée en poudre ; c) La chicorée dont la teneur en principes solubles dans l'eau bouillante serait inférieure à 50 % de substances sèches ; d) La chicorée qui contiendrait une addition de plus de 2 % de matières grasses ou de matières sucrées ; e) La chicorée dite blondie, c'est-à-dire enrobée, ou les poudres à blondir contenant plus de 3 % de matières amylacées ou farineuses (v. art. 1.)

La teneur en eau pourra dépasser 15 % mais la quantité de chicorée desséchée à 100° centigrades majorée de la tolérance, devra donner le poids pour lequel les paquets sont vendus. Pour les chicorées dites « chicorées grasses » la tolérance d'humidité sera de 22 % à la condition que les paquets portent en caractères très apparents les mots *chicorée grasse*. (Voir X. de Borssat, *op. cit.*, p. 302.)

Il nous semble que ces chiffres déterminés par le syndicat pourraient servir de base à des poursuites bien qu'ils soient notablement plus élevés que ceux fixés par les circulaires sus-énoncées, vu qu'aucun règlement ne vise en ce moment les falsifications du café-chicorée.

§ 6. — Législations étrangères.

En *Belgique* l'arrêté royal du 28 septembre 1891, complété par celui du 30 novembre 1898 interdit de vendre, d'exposer en vente, de détenir ou de transporter pour la vente, sous la dénomination de *café* :

1° Du café additionné d'eau ou privé d'une partie de ses principes constituants ;

2° Des substances diverses, autres que *le café*, mélangées ou non avec du café ou avec des éléments constitutifs de celui-ci et se trouvant soit en poudre, soit en grains d'aspect semblable à celui de cette denrée (art. 2).

Sera considéré comme café mouillé, le café torréfié perdant, à 100° centigrades, plus de 5 % de son poids.

Les succédanés du café, tels que la chicorée, les graines de céréales et de légumineuses, les figues, les glands, les dattes, etc., ou les mélanges de café avec ses succédanés ou avec des matières étrangères quelconques, ne pourront être vendus, exposés en vente, etc., que sous une dénomination dans laquelle n'entrent pas le mot *café*, ni ses dérivés, composés ou homonymes, ni les noms des lieux d'origine du café naturel. Si ces produits sont moulés en grains, ceux-ci devront affecter la forme cylindrique.

Toutefois, on tolérera la couleur du café à l'aide

de matières inoffensives, de même que l'enrobage à l'aide de matières grasses alimentaires ou de sucre, à la seule condition que la proportion de substances étrangères ainsi ajoutées au café ne dépasse pas 1 % du poids total de la denrée (art. 3).

L'arrêté royal du 18 novembre 1894 défend de vendre, sous le nom de *chicorée*, aucun produit autre que la racine de chicorée sauvage, convenablement nettoyée, torréfiée, réduite en grains (semoule) ou en poudre plus ou moins fine et conservée à l'abri de tout excès d'humidité, sans addition de matières étrangères, sans soustraction des principes constituants.

Il considère notamment comme ne correspondant pas à la disposition ci-devant :

a) La chicorée qui perdrait à 100° centigrades plus de 15 % de son poids ;

b) Celle qui, séchée à cette température, laisserait à l'incinération plus de 10 % de matières minérales (cendres) en cas de chicorée en poudre, ou plus de 8 % en cas de chicorée en grains ;

c) La chicorée dont la teneur en principes solubles dans l'eau bouillante serait inférieure à 50 % de substance sèche.

En *Italie* le règlement du 3 août 1890 interdit la vente :

a) Du café vert dont les grains ont été colorés à l'aide d'une substance nuisible ;

b) Du café torréfié ou moulu avarié ou additionné de poudre de café épaissi ou de matières pulvérulentes étrangères (art. 155).

Les succédanés du café et des mélanges de ceux-ci et de café ne peuvent être mis en vente qu'avec une inscription indiquant la nature des éléments employés pour leur préparation et sous une forme différente de celle des grains de café. Ces indications devront être reproduites sur les livres, factures, lettres de voitures, etc. (art. 157).

En *Allemagne*, il est interdit de construire pour l'industrie, de vendre, de mettre en vente des machines destinées à la fabrication des fèves de café artificielles (Voir décret impérial du 1^{er} février 1891). A *Berlin* le règlement de police en date du 3 août 1897 édicte que le café torréfié, vendu ou mis en vente, ne peut contenir une proportion de sucre supérieure à 3 %.

En *Angleterre* nous trouvons les jugements suivants : « Est incorrecte, une inscription relative à un mélange de café et de chicorée qui porte le mot « café » en grands caractères et, en petits caractères, un avis disant que le contenu du paquet est un mélange de café et de chicorée (Bow street Police Court ; *Bristish food Journal*, 1899, p. 55). »

Un négociant qui, par négligence, laisse son employé fournir pour du café un mélange de 95 % de café et de 5 % de chicorée est responsable de la fal-

sification. (Shire Hall, Nottingham : *British food Journal*, 1889, p. 185.)

L'ordonnance royale du 11 septembre 1895 interdit en Roumanie de vendre, d'exposer en vente et de détenir pour la vente, dans les magasins et dépôts des négociants :

a) Des cafés avariés, tels que ceux contenant plus de 12 % d'eau, ou des cafés torréfiés perdant, à la température de 100° centigrades, plus de 5 % de leur poids ; des cafés dont les cendres contiennent plus de 0,6 % de chlore ; des cafés sains mélangés à des cafés corrompus.

b) Des cafés ayant perdu une partie de leurs principes constituants ; des cafés grillés, concassés, moulus, dont une partie des éléments solubles a été enlevée ; des cafés sains, moulus ou broyés mais mélangés à des cafés dont une partie des éléments constituants a été enlevée ;

c) Des cafés torréfiés et broyés ou moulus, mêlés à des éléments étrangers de quelque nature et de quelque origine que ce soit ; du café contenant plus de 4,5 % de cendres ;

d) Des imitations de café, des fèves fabriquées artificiellement ayant la forme et la couleur de la fève de café ; des mélanges de cafés sains et purs avec des imitations ;

e) Des cafés teints artificiellement ;

f) Des cafés enrobés avec quelque huile que ce soit ;

g) Des cafés torréfiés, lustrés artificiellement avec du sucre ;

h) Des cafés en fermentation, envahis par des parasites ou autrement gâtés (art. 135).

Il est permis de vendre ou d'exposer en vente comme succédanés du café, sous la désignation de chicorée : le café français, les cafés de glands, d'orge, de figue, de betterave, lorsqu'ils sont emballés de façon que leur véritable nature se laisse reconnaître.

Il est interdit, sous quelque prétexte que ce soit, de vendre ces produits ou des mélanges de café broyé et de succédanés du café, *comme café broyé*.

Les succédanés du café doivent être exempts de substances nuisibles et ne peuvent contenir plus de 5 % de matières inorganiques ni plus de 14 % d'eau.

En *Suisse*, dans le canton de *Genève*, l'article 66 du règlement du 26 avril 1889, modifié le 21 avril 1893, considère comme falsifié tout café en grains vert, torréfié ou torréfié et moulu, dans lequel on aura constaté la présence d'une ou de plusieurs substances étrangères.

Dans le canton de *Lucerne*, la coloration artificielle du café est toujours considérée comme une falsification. Les mélanges de café avec des succédanés doivent être marqués de façon qu'il n'y ait aucune erreur possible.

Enfin, le café ne peut donner plus de 4 % de cendres (excepté le moka, qui peut en contenir,

8 %. voir § 19 du règlement du 17 novembre 1893).

Dans le canton de *Zug*, le café moulu ne peut contenir plus de 5 % de cendres. (Voir règlement du 10 avril 1882.)

Aux États-Unis (Illinois). — Les mélanges de café et de chicorée, ou de café et de toute autre succédané inoffensif peuvent être vendus sous l'étiquette *Coffee compound* (*Rules adopted by the state food commission.*)

Indiana. — Tout produit offert en vente comme café, qui contiendrait quelque proportion que ce soit d'un succédané du grain de café, sera considéré comme falsifié, à moins que la nature et la proportion du succédané ne soient indiquées sur l'étiquette (*V. Rules of the state board of health having force of law*).

New-York. — Il est permis de vendre des mélanges de café contenant exclusivement de la chicorée, des pois ou des céréales, dans lesquels le café pur entre au moins pour cinquante parties du mélange, pourvu que la proportion exacte du café soit indiquée sur l'étiquette de chaque paquet (*General food law*).

Porto-Rico. — Aucun produit ne peut être vendu, offert en vente comme café s'il contient (en cas de café vert) plus de 6,42 % ou moins de 1,75 % de caféine, moins de 3 % ou plus de 5,25 % de cendres, ou plus de 10 % d'eau.

Si le café est torréfié, il ne peut contenir moins

de 0, 75 % ni plus de 1,50 % de caféine, moins de 3 % ni plus de 5 % de cendres, moins de 0,5 % ni plus de 3,5 % d'eau et non moins de 20 % d'extrait aqueux. Autrement il sera considéré comme adultéré au sens du règlement.

Toutefois, cette interdiction ne s'étend pas aux mélanges de café avec la chicorée ou d'autres substances avant la vente, à tout amateur (*Rules and regulation of the superior board of health*).

Wisconsin. — Le café doit être le produit réel de ce nom. Il ne peut être apprêté ou lustré dans le but d'en masquer la qualité médiocre.

Les imitations ne contenant pas de café ne peuvent être vendues comme cafés composés, mais peuvent l'être sous des noms de fantaisie.

Les mélanges de café et de chicorée, ou de café et d'autres succédanés inoffensifs, non employés comme adultérants, peuvent être vendus sous le nom de *Coffee compound*. (*V. Bulings made by the dairy and food commissioner*).

CHAPITRE IV

Cacaos et chocolats

§ 1. — Définitions.

« Les pâtes de cacao sont des produits obtenus par le broyage des fèves de cacao torréfiées, décortiquées, dépouillées de leur coque et débarrassées aussi complètement que possible de leurs germes et pousses.

« Le cacao en poudre est la pâte de cacao réduite en poudre.

« La dénomination de poudre de cacao pur et de pâte de cacao pur est réservée à celle correspondant à la définition de la pâte de cacao.

« Devront être qualifiées de cacaos solubilisés, les poudres et pâtes ayant subi une manipulation chimique et connues sous le nom de cacao soluble ou solubilisé.

« Le chocolat en pâte et en poudre est une pâte de cacao sucrée. La proportion de pâte de cacao ne doit pas être inférieure à 32 $\%$. » (Congrès de Genève, 1908, séance du 11 septembre 1908.)

§ 2. — Falsifications.

Le chocolat étant un mélange de cacao et de sucre en certaines proportions les sophistications peuvent porter sur le cacao lui-même ou sur le mélange fait. On falsifie le cacao et le chocolat par les *farines de blé*, de *lentilles*, de *pois*, de *haricots*, de *riz*, de *maïs*; par l'*amidon*, la *fécule de pomme de terre* ou la *dextrine* par les *tourteaux d'arachides*; par l'*huile d'olives* ou d'*amandes douces*; les *jaunes d'œufs*, le *suif de veau* ou de *mouton*; par le *storax calamite*, le *baume du Pérou*, le *baume de Tolu*, le *benjoin*; par les *enveloppes de cacao* séchées et réduites en poudre, la *gomme adragante*, la *gomme arabique*, la *sciure de bois*; par le *cinabre*, l'*oxyde rouge de mercure*, le *minium*, le *carbonate de chaux*, les *terres rouges ocreuses* (v. Chevalier, Baudrimont et D^r Héret, *loc. cit.*).

§ 3. — Législation en France.

Un rapport au Comité consultatif d'hygiène publique en date du 21 février 1887 est relatif à ces falsifications, mais aucun règlement d'administration publique n'est encore intervenu. La Chambre syndicale des chocolatiers a formulé divers vœux. Elle demande notamment :

Que le règlement d'administration prescrive que toute adjonction soit indiquée en caractères qui ne puissent être d'une dimension inférieure aux deux tiers de celle des caractères employés pour le nom du produit ;

Que l'indication de toute adjonction soit incrustée sur le produit, et même sur toutes les parties fractionnelles supérieures à 12 grammes, et pour les produits liquides ou en poudre que l'adjonction soit inscrite sur l'étiquette ;

Que les beurres factices destinés à remplacer les beurres de cacao soient interdits.

§ 4. — Documents législatifs et administratifs étrangers relatifs au « cacao » et « chocolat ».

Les arrêtés royaux du 18 novembre 1894 et du 18 mai 1899 combinés défendent en *Belgique* de vendre sous la dénomination de *cacao entier*, aucun produit autre que la graine du cacaoyer, soit brute et entière, soit préparée par torréfaction, décortication (mondage), mouture avec ou sans addition d'aromates et enfin coulée en blocs ou tablettes, ou réduction en poudre.

La qualification de pur est réservée au cacao non débeurré ni additionné de composés alcalins ni d'aucune autre substance.

Le cacao additionné d'une proportion d'alcali

supérieure à 3 % est considéré comme dangereux pour la santé ; sa vente, sa mise en vente, sa détention et son transport pour la vente sont interdits d'une manière absolue (art. 1^{er}).

Ils défendent de vendre, etc., sous la simple dénomination de *chocolat*, aucun produit, qui ne serait pas exclusivement composé de cacao décortiqué, dans la proportion de 35 % au moins, et de sucre ordinaire (saccharose), avec ou sans addition d'*aromates*...

Les produits contenant une proportion de cacao inférieure à 35 % ne pourront être vendus que sous l'étiquette « bonbons au cacao » ou sous une autre étiquette d'où seront exclus le mot « chocolat » et tous dérivés de ce mot (art. 2).

En *Italie*, le règlement du 3 août 1890 interdit, dans son article 159, la vente du chocolat falsifié par de la craie, de l'ocre ou d'autres matières végétales ou minérales inertes ou nuisibles.

En *Suisse*, dans le canton de Lucerne, toute addition de farine, d'amidon ou d'épices au cacao en poudre ou au chocolat toute addition de sucre au cacao en poudre, doit être mentionnée d'une façon expresse sur l'emballage. La tenue du cacao soluble en carbonate alcalin (calculée sur le cacao dégraissé) ne peut dépasser 4 % (Règl. du 17 nov. 1893, D. 19).

L'ordonnance royale du 11 septembre 1895 interdit en *Roumanie* de vendre sous la dénomination de

cacao, un produit autre que les graines ou fruits du *Téobroma cacao*. Elles peuvent être mises dans le commerce à l'état vert, ou torréfiées, ou pulvérisées après torréfaction.

Elle interdit le mélange de poudre de cacao avec de la poudre de l'écorce des graines de cacao ; la proportion d'écorces dans le cacao en poudre ne sera pas supérieure à 15 % (art. 137 et 138).

Sous la dénomination de chocolat, il n'est permis de vendre ou d'exposer en vente que le produit alimentaire préparé à l'aide de graines de cacao torréfiées et broyées et de sucre, avec ou sans addition de substances aromatiques telles que vanille, cannelle et autres substances semblables, non nuisibles à la santé (art. 139).

Aux *États-Unis* (Porto-Rico) il est interdit de vendre... comme cacao ou sous ce nom, un produit contenant plus de 8,5 % d'eau, moins de 40 % de beurre de cacao ou plus de 13 % d'amidon. Le produit ne peut non plus contenir moins de 0,5 % ou de 5 % de théobromine.

Cependant cette interdiction ne s'étend pas à la vente des produits tels que les essences de cacao, le cacao soluble, les extraits de cacao, etc., pourvu que la nature réelle des produits soit déclarée avant la vente à l'amateur, qu'en outre ils ne contiennent pas moins de 20 % de beurre de cacao et qu'ils n'aient pas un équivalent acide supérieur à 18 % d'acide

déci-normal, et pourvu qu'ils ne soient pas considérés comme falsifiés au sens des prescriptions ci-dessus du règlement. (*Rules and regulations of the superior board of health having force of law.*)

Dans l'*Illinois*, le chocolat et le cacao fabriqués seulement à l'aide de cacao, de sucre et de glycérine, peuvent être vendus sous la dénomination *Prepared cocoa* ou *Sweet chocolate*. (*Rules adopted by the state food commission.*)

Enfin dans l'État de *Massachusetts*, la loi de 1902 édicte que le chocolat en tablettes sera coulé dans des moules portant en empreintes le nom du fabricant, celui de la ville où il réside, la qualité du chocolat mentionnée par les indications numéro 1, numéro 2, numéro 3, selon les cas, et les lettres *Mass.*

Tout chocolat mis en vente dans cet État et qui ne satisfera pas à ces conditions, sera saisi et confisqué (art. 8, 9 et 20).

CHAPITRE V

Le Lait

§ 1^{er}. — Définition. Composition.

Le lait est une émulsion naturelle constituée par un corps gras nommé beurre, maintenu en suspension dans un sérum albumineux et sucré.

Indépendamment de l'eau qui constitue à elle seule 87 à 88 % de ce liquide, le lait se compose essentiellement de :

- 1° Une matière grasse ou beurre ;
- 2° Une ou plusieurs matières albuminoïdes (caséine) ;
- 3° Un sucre, le lactose ;
- 4° Sels minéraux.

Enfin, à côté du beurre, il faut signaler une graisse phosphorée ou lécithine et quelques autres matières organiques qui, au point de vue où nous nous plaçons, ne présentent aucun intérêt et qui n'existent du reste qu'en proportion très faible.

Le congrès de Genève, dans la séance du 10 septembre 1908, après une longue discussion, a adopté

la définition suivante : « Le lait est le produit intégral de la traite totale et ininterrompue d'une femelle laitière bien portante, bien nourrie et non surmenée. Il doit être recueilli proprement et ne pas contenir de *colostrum*. »

« La dénomination « de lait tout court » ne s'applique qu'au lait de vache. »

§ 2. — Falsifications.

Le lait passant par plusieurs mains avant d'arriver au consommateur, est souvent l'objet de fraudes dont la plus fréquente consiste à lui enlever une certaine proportion de crème et à ajouter de l'eau au lait ainsi écrémé. C'est alors que, pour dissimuler cette manipulation, le falsificateur introduit dans le lait des substances étrangères : soit à augmenter la densité ou à relever la saveur fade et plate que possède ce liquide étendu d'eau, soit à dissimuler la crème qui a été enlevée, en rendant au lait la consistance et l'opacité convenables ; soit à masquer la teinte bleuâtre que prend le lait allongé d'eau.

Parmi les premières, on a trouvé : *le sucre de canne* ou de *fécule*, la *farine*, l'*amidon* ou la *fécule*, la *dextrine*, les *infusions de matières amylacées* (riz, orge, son, etc.); parmi les secondes, les *matières gommeuses* (*gomme arabique*, *gomme adragante*), les *jaunes d'œufs*, les *blancs d'œufs*, le *caramel*, la

cassonade, la gélatine, l'ichtyocolle ; parmi les dernières, le jus de réglisse, l'extrait brun de chicorée, la teinture de pétales de souci, les carottes cuites au feu, etc. (Chevalier, Baudrimont, op. cit.,)

En dehors de ces falsifications, les fraudeurs pour obvier à l'inconvénient que présente la trépidation du chemin de fer ou de la voiture si elle est de longue durée, et qui a pour effet de transformer le lait et de le séparer de sa crème, ont commencé par mélanger au lait une petite quantité de bicarbonate de soude ; mais le bicarbonate est inefficace pour les longs voyages, et comme tous les producteurs ont un grand intérêt à expédier leur lait à Paris, ils le mélangent avec du borax ou avec des acides benzoïque ou salicylique qui sont nuisibles à la santé.

§ 3. — Législation concernant le lait en France.

Le commerce du lait est soumis à la loi générale sur les fraudes et falsifications du 1^{er} août 1905.

Aucun règlement d'administration publique en application de l'article 11 de la susdite loi n'est encore intervenu.

Une circulaire ministérielle en date du 25 mai 1888 interdit l'emploi du bicarbonate de soude pour la conservation du lait.

La vente du lait écrémé a donné lieu à des réglementations municipales (arrêté du maire de Lyon

du 18 juillet 1896 ; arrêtés des 3 nov. et 13 déc. 1897 du maire de Bordeaux).

L'ordonnance de police du 17 août 1907 concernant le transport du lait destiné à la consommation interdit de transporter sur les voitures et autres véhicules chargés de lait destiné à la consommation des laits considérés comme non marchands pour les usages du commerce tels que les laits invendus dits de « relevage », les laits écrémés dits « à fromage », etc.

Elle interdit également de transporter sur les véhicules chargés de lait marchand, des récipients contenant de l'eau.

Une proposition de loi de MM. Delory, Allard, Bouvery, etc., a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture.

Voici les dispositions principales qu'elle contient :

Article premier. — Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter sous le nom de lait, avec ou sans qualificatif, un produit qui ne serait pas le résultat de la traite complète et normale d'animaux sains et non atteints de maladies contagieuses ou transmissibles. Toute addition ou retrait d'un des éléments constitutifs du lait, sera réputé *falsification*.

Art. 2. — Sont prohibés, l'exposition, la mise en vente, l'importation ou l'exportation, la désignation, en vue de la consommation publique, d'une subs-

tance ainsi falsifiée, ainsi que le lait colostral ; le lait altéré par des micro-germes ou des produits infectieux (lait acide, visqueux, putride, amer, bleu, rouge, etc.).

Art. 3. — Sera considéré comme lait normal, tout lait contenant un minimum de 3 % de matières grasses et de 12 % d'extrait sec.

Art. 8. — Ceux qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 à 500 francs. *Toutefois, seront présumés avoir connu la falsification ceux qui ne pourront indiquer le nom du vendeur ou de l'expéditeur et faire la preuve que la falsification incombe à ces derniers* (Comp. loi du 16 avril 1897 sur les beurres, art. 16. Voir MM. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 324 et suiv.).

§ 4. — Législations étrangères concernant le lait.

En *Allemagne* il n'existe pas de loi spéciale réglant le commerce de lait. Par contre, il y a toute une série d'instructions et de règlements de la part des États fédéraux, visant la surveillance de ce commerce exercée soit par les autorités communales, soit par les autorités de police. Ainsi la circulaire ministérielle du 27 mai 1899 fixant les principes de la réglementation du commerce du lait de vache en Prusse prescrit de retirer de la circulation :

a) Le lait trait pendant les quelques jours qui précèdent le vêlage ou pendant les six jours qui le suivent ;

b) Le lait de vaches atteintes de charbon, de tuberculose pulmonaire, de rage, de variole, de jaunisse, de dysenterie, d'inflammation du pis, d'empoisonnement du sang, spécialement de pyohémie, septicémie, inflammation putride de l'utérus et d'autres affections fébriles, comme aussi le lait de vaches chez lesquelles le placenta n'a pas été expulsé ou chez lesquelles persiste une sécrétion pathologique après la parturition ;

c) Le lait de vaches traitées à l'aide de médicaments toxiques qui passent dans le lait (arsenic, dartre émétique, ellébore, opium, ésérine, pilocarpine et autres alcaloïdes) ;

d) Le lait de vaches atteintes de tuberculose du pis ou de tuberculose accompagnée d'un fort maigrissement ou de diarrhée ;

e) Le lait additionné de matières étrangères, comme de la glace, et particulièrement celui auquel auraient été ajoutés des agents chimiques de conservation ;

f) Le lait bleu, rouge ou jaune, recouvert de moisissures, amer, putride, visqueux, ou gâté de quelque autre façon, de même que celui qui contient des traces ou des caillots de sang (art. 8).

L'état sanitaire des vaches destinées à la production du lait pour enfants doit être contrôlé au préa-

lable par un vétérinaire agréé de l'Empire. Ce contrôle sera renouvelé tous les trois mois.

Toute maladie mentionnée ci-dessus doit être signalée au médecin-vétérinaire compétent ; de plus, il faut avertir, conformément à la loi, les autorités de police, afin qu'elles puissent combattre ces maladies.

Une circulaire du 29 mai 1900 a apporté quelques modifications à la circulaire susvisée.

En *Angleterre*, la loi du 9 août 1899 porte dans son article premier : « Pour l'importation, le lait adultéré ou appauvri doit être contenu dans des récipients ou bocaux portant bien visiblement l'indication du traitement que l'on a fait subir au lait. Le lait écrémé doit être contenu dans des récipients portant une étiquette avec les mots « lait écrémé » en grands et lisibles caractères. »

Quiconque, dans la rue ou dans un endroit public, vend du lait à l'aide d'un récipient quelconque, inscrira visiblement sur le véhicule ou le récipient son nom et son adresse, sous peine d'une amende de 2 livres (art. 9).

Le règlement du 5 avril 1901 concernant la vente du lait contient les dispositions suivantes :

1° Lorsqu'un échantillon de lait (hormis le lait vendu comme écrémé ou condensé) contient moins de 3 % de matière grasse, ce lait sera présumé jusqu'à preuve contraire n'être pas pur, en raison, soit d'un enlèvement de crème, soit d'une addition d'eau.

2° Quand un échantillon de lait (excepté le lait vendu comme écrémé ou condensé) contient moins de 8, 5 % d'éléments solides autres que la matière grasse, ce lait sera présumé, jusqu'à preuve contraire, n'être pas pur, en raison soit d'un enlèvement d'éléments solides autres que la matière grasse, soit d'une addition d'eau.

3° Lorsqu'un échantillon de lait écrémé (excepté le lait condensé) contient moins de 9 % d'éléments solides, ce lait sera présumé, jusqu'à preuve contraire, n'être pas pur, en raison soit d'un enlèvement d'éléments solides autres que la matière grasse, soit d'une addition d'eau.

Les arrêts royaux du 18 novembre 1894, du 31 octobre 1898 et du 9 janvier 1899 relatifs au commerce du lait en *Belgique* interdisent d'une manière absolue de vendre, etc., sous quelque dénomination que ce soit :

1° Du lait additionné d'eau et de substances étrangères quelconques, telles qu'agents de conservation ;

2° Du lait colostral : du lait altéré par des micro-germes ou des produits infectieux (lait acide, visqueux, putride, amer, bleu, rouge, etc.).

3° Du lait provenant d'animaux aux aliments desquels auraient été mêlées des plantes vénéneuses, d'animaux médicamentés à l'aide de substances toxiques, ou d'animaux atteints de maladies contagieuses ou infectieuses (art. 2).

En *Italie* le règlement du 3 février 1901 interdit formellement la vente du colostrum ; du lait d'animal affecté d'une maladie des mamelles ; du lait d'animaux atteints de fièvre aptheuse, tuberculose, septicémie infectieuse, etc. ; du lait bleu, rouge, amer, visqueux... ; du lait aigri, se coagulant par l'acide carbonique ou par l'ébullition, du lait auquel ont été ajoutées des substances étrangères pour le conserver ou pour en corriger les défauts ; enfin du lait mouillé ou autrement falsifié.

Le règlement communal de la ville de Milan prescrit dans son article 226 que le lait vendu comme entier doit donner un extrait sec non inférieur à 12 %, contenant au moins 3 % de graisse.

« Le lait vendu comme écrémé doit donner un extrait sec non inférieur à 10 %, contenant au moins 1 % de graisse.

« Le lait vendu comme écrémé à la centrifuge, doit donner un extrait sec dégraissé d'au moins 9 %.

« Le lait contenant moins de 9 % d'extrait sec dégraissé est considéré comme mouillé.

« Le récipient doit porter l'indication claire de la nature du lait. »

Le contrôle du lait de Copenhague (*Danemark*) est confié à un Conseil de santé. Celui-ci est assisté de la police sanitaire de la ville (19 agents, 1 inspecteur, 5 commissaires, 1 médecin) et dispose d'un budget fixé pour 1901 à 109.555 couronnes. Un labora-

toire municipal est affecté à ses recherches. En 1900, sur 1.682 échantillons analysés, 23 fraudes ont été découvertes. Les pénalités sont des amendes pouvant aller jusqu'à 200 couronnes ou la prison.

Le conseil sanitaire reconnaît les qualités et classes de lait suivantes :

Lait naturel ;

Lait demi-écrémé ;

Lait écrémé ;

Lait contrôlé ;

Lait pour les enfants :

Lait pasteurisé ;

Le lait contrôlé ne peut être fourni par une laiterie que moyennant l'accomplissement de conditions, dont les principales sont : Examen des bestiaux par un vétérinaire autorisé, au moins une fois par mois ; abandon des vaches dont le vétérinaire déclare le lait insalubre ; avis au vétérinaire des cas de maladie ; obéissance aux ordonnances hygiéniques du vétérinaire, quant à l'aérage, l'écoulement et le nettoyage de l'étable et quant au pansement du bétail.

Quand il s'agit du lait pour enfants, le propriétaire est en outre tenu de ne pas employer du fourrage nuisible à cet objet.

Le vétérinaire dresse un certificat mensuel.

En se soumettant aux prescriptions qui précèdent, le laitier acquiert le droit de vendre son lait pour une

désignation qui lui assure une valeur commerciale plus grande.

Suisse. — Dans le canton du Valais le règlement du 16 mai 1883 édicte les mesures suivantes :

a) La vente du lait provenant de vaches malades est interdite.

b) Le lait naturel doit titrer au pèse-lait, à la température de 15° centigrades, au moins 29° et ne pas dépasser 33°.

c) Après un repos de vingt-cinq heures, il doit déposer au crémomètre au moins 10[°]/° de crème.

d) A l'analyse, il doit renfermer au moins 12 % de matières solides et 3% de matière grasse (beurre).

e) Le lait ne doit pas être additionné de matières destinées à le conserver, telles que borax, acide salicylique, etc.

Dans la ville de Lausanne, le règlement de police du 5 février 1873 interdit à toute personne faisant le commerce du lait d'y ajouter aucune substance étrangère (art. 8).

Le lait vendu dans la commune de Lausanne est soumis au contrôle de la police. Le lait déclaré non écrémé doit contenir au moins dix parties de crème sur cent, et le lait déclaré moitié écrémé, au moins huit parties de crème sur cent.

Les laitiers sont admis à assister aux expertises ou à s'y faire représenter. Le lait destiné aux expertises doit être livré gratuitement, mais la quantité

ne peut excéder un demi-litre pour chaque vase.

Enfin dans le canton de *Genève* le lait vendu sans désignation particulière devra contenir, au minimum 30 grammes de graisse par litre et accuser 1029-1033 au lacto-densimètre Chuévenne-Muller. Pour le dosage des matières grasses, on emploiera le butyromètre centrifuge du D^r Gerber. En dehors de ces conditions, le lait devra être vendu avec l'indication expresse de sa nature (V. Règlement sur les denrées alimentaires et boissons du 26 avril 1889, modifié le 27 avril 1893, art. 40).

Aux *États-Unis* d'Amérique, la loi du 2 mars 1895 interdit dans le district de *Colombie* la vente et la détention pour la vente du lait malsain, mouillé ou adultéré, ou du lait provenant de vaches nourries à l'aide de lavures de vaisselle, de déchets de cuisine ou autres substances semblables.

« Personne ne peut sciemment offrir en vente du lait contenant plus de 88 % d'eau et moins de 12 % d'éléments solides, dont 3 % au moins seront constitués par la matière grasse. Personne ne peut vendre... etc., du lait écrémé contenant moins de 9,3 % d'éléments solides, graisse incluse » (art. 7 et 8).

« Il est interdit de vendre ou offrir en vente du lait trait dans les quinze jours avant le vêlage ou dans les dix jours qui le suivent, ainsi que du lait provenant de vaches atteintes de tuberculose, de fièvres,

de charbon ou d'autres maladies capables de rendre le lait insalubre. » (Art. 10.)

L'officier de santé est chargé, sous la direction du commissaire du district, d'établir et de faire exécuter les règlements nécessaires pour assurer l'emploi d'eau propre, l'écoulement des eaux, la ventilation, l'affectation d'un cube d'air et d'un espace suffisants ainsi que la propreté dans les laiteries ou vacheries de même que pour assurer l'isolement du bétail atteint de maladies contagieuses et pour l'exécution de toutes les dispositions de la présente loi (V. art. 11).

Un règlement du 31 juillet 1897 est relatif aux laiteries et aux vacheries et ses dispositions portent sur les conditions sanitaires et hygiéniques des étables pour vaches laitières, etc.

Dans l'État de l'*Indiana* le lait pur de vache doit avoir la richesse minimum suivante : graisse, 3 %
extrait dégraissé, 9 %.

Une teneur en eau supérieure à 88 % constitue une adulation. De même toute addition de matière colorante, toute addition d'antiseptique, quel que soit le but.

Le lait vendu ou offert en vente pour l'alimentation humaine et qui est trait dans les quatre jours suivant le vêlage ou dans les vingt et un jours qui le précèdent, est souillé et est considéré comme adul-téré (V. Règlement du 13 oct. 1899).

La loi de 1900 dans l'État de *New-York* considère comme falsifié :

1° Le lait contenant plus de 88 %₁₀₀ d'eau ;

2° Le lait contenant moins de 12 %₁₀₀ d'extrait ;

3° Le lait contenant moins de 3 %₁₀₀ de matière grasse ;

4° Le lait traité dans les quinze jours précédant le vêlage ou dans les cinq jours qui le suivent ;

5° Le lait d'animaux nourris de toute substance en état de fermentation ou de putréfaction, ou encore d'aliments insalubres ;

6° Le lait de vaches tenues entassées ou dans des conditions malsaines ;

7° *Le lait écrémé même partiellement ;*

8° Le lait dilué à l'aide d'eau ou d'autres liquides, ou auquel on a ajouté une substance étrangère quelconque.

(Voir aussi la loi de 1899, *North Dakota* ; loi du 17 février 1901, *Orégon* ; et dispositions législatives dans la *Pensylvanie*. MM. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 533 et suiv.)

CHAPITRE VI

Le Thé

§ 1. — Définition.

« Le thé est la feuille d'un arbuste originaire de Chine *Camelia thea* ou *thea chinensis*. Il est livré à la consommation sous différents aspects suivant sa provenance ou sa préparation. » (Congrès de Genève, séance du 11 sept. 1908.)

§ 2. — Falsifications.

Le thé est l'objet de nombreuses falsifications, les unes faites par les Chinois, les autres par les Européens. Elles consistent principalement dans la coloration artificielle de ce produit, ou dans son imitation avec des matières de moindre valeur ou dans la substitution de feuilles étrangères à celles qui doivent le constituer, ou enfin dans l'emploi du thé épuisé de ses principes solubles, auquel on donnera l'aspect du thé normal.

En général, le thé vert est plus souvent falsifié que le thé noir. Les Chinois emploient, pour la coloration artificielle du thé, l'indigo, le talc, le gypse, le kaolin en y ajoutant quelquefois du *curcuma*. On prétend même qu'on a employé l'*arsénite de cuivre* ou *vert de Scheele* pour colorer artificiellement ce produits ; aujourd'hui ils remplacent souvent l'*indigo* par du *bleu de Prusse*. Ils le roulent également dans de la *plombagine* pour le noircir. Ils l'additionnent de *sables ferrugineux* ou *titanifères* ; d'autre part, on le colore en Europe à l'aide des mêmes matières auxquelles on ajoute le *sulfate de fer*, le *sulfate de cuivre*, le *chromate de plomb*. On le teint aussi à l'aide de *cachou* et du *campêche*. Enfin on le fraude par addition de *craie*, de *carbonate de magnésie*, d'*oxyde de fer*, de *matières silicieuses*, etc.

Depuis longtemps on fait à Londres un commerce considérable de thés falsifiés (Accum). Les marchands y mélangent les feuilles du *prunier sauvage*, du *frêne*, du *sureau*, de l'*aubépinier*, du *saule*, du *peuplier*, du *marronnier d'Inde*, du *mahaleb*, de l'*églantier*, du *laurier*, de *divers ormes*, de l'*olivier*, ainsi d'autres plantes astringentes qu'ils colorent soit en vert avec les sels de cuivre, soit en noir avec le bois de campêche.

A Londres, on a brûlé en 1877 un bloc de 1.500 kilogrammes de thé fait de feuilles de thé épuisées et putréfiées mêlées de sable et de 1/3 de feuilles d'olivier (V. Chevalier, Baudrimont, *op. cit.*, v^o *Thé.*)

Le thé est si fréquemment falsifié qu'il s'est établi parfois de véritables usines de falsification. En voici un exemple :

« Nicolas Sherwin Withe et James D. Cahill, à Londres, étaient propriétaires d'un établissement où ils avaient fait une installation pour soumettre les feuilles de thé à un procédé qu'ils nommaient « regriller le thé ». Le prévenu Cahill se chargeait de l'achat de feuilles de thé infusées dans les restaurants ; ils se fournissaient ainsi chez le British thea et compagnie ; Rearce et Plenty ; the express Dairy Cy ; the Mecca café Cy, etc.

« Dans la fabrique, un éventail puissant soufflait les feuilles extraites contre un tuyau chauffé presque au rouge, et au moment où les feuilles atteignaient le bout du tuyau, elles étaient crêpées et ressemblaient à du thé véritable. La quantité de thé ainsi fabriquée et vendue pendant les mois de mai et juin 1894, s'élevait à 6.092 livres.

« La douane évalua le montant de l'impôt détourné à 100 livres.

« Le tribunal condamna Withe et Cahill à £ 35.000 d'amende (soit 875.000 francs). Le tribunal accorda un délai à Cahill et Withe paya. Le jugement fut basé sur une loi rarement appliquée, condamnant à £ 5 d'amende un prévenu pour fabrication ou mise en vente d'une livre de thé (Voir *Revue Internationale de falsifications*, 15 novembre 1894).

On ne doit pas considérer comme falsification l'addition de certaines fleurs odorantes employées par les Chinois à parfumer les thés, si la proportion des éléments étrangers est normale et petite (Voir *Analyse des matières alimentaires et recherche de leurs falsifications*, par MM. Girard et Dupré).

Aucune disposition législative n'est encore intervenue pour réprimer la fraude du thé en France.

§ 3. — Répression de la falsification du thé dans les pays étrangers.

En *Angleterre* tout thé importé et débarqué dans un port de la Grande-Bretagne ou l'Irlande sera soumis à l'examen des personnes chargées de l'inspection et de l'analyse de cette substance : dans ce but, des échantillons pourront être prélevés, lorsque ces vérificateurs le jugeront nécessaire, et seront examinés avec toute la rapidité désirable par des analystes chargés de ce soin ; s'il résulte de cet examen que le thé est additionné de substances étrangères ou épuisé, il ne sera pas autorisé à l'entrée, à moins qu'avec l'approbation des commissaires de la douane et à la condition qu'ils veilleront à ce qu'il soit employé pour la consommation directe, pour l'approvisionnement des navires ou pour l'exportation ; mais, si de l'examen et de l'analyse il résulte, de l'avis de l'analyste, que le thé est impropre à l'alimentation, il sera

confisqué et détruit ou il en sera disposé de la façon qu'ordonneront les commissaires susdits (*The Sale o Food and Drugs Act*, 1875, n° 30).

En *Italie*, le règlement du 3 août 1890 interdit la vente du thé (feuille de *Thea sinensis*) coloré artificiellement, falsifié à l'aide de feuilles étrangères ou de matières minérales, la vente de thé déjà partiellement épuisée ou avariée, ainsi que la vente, sous le nom de thé, de feuilles d'autres plantes (art. 158).

Le règlement du 16 avril 1893 en *Suisse* dans le canton de Genève contient des dispositions analogues.

Dans le canton de *Lucerne* le thé ne peut contenir plus de 17 % de cendres (V. Règlement du 17 nov. 1893).

« Le thé vert ou noir ne peut contenir plus de 7 % de cendres, dont au moins 2 % doivent être solubles dans l'eau ; la teneur en extrait sec doit être d'au moins 3 % » (*Canton de Zug*, Règlement du 10 avril 1882).

En *Roumanie*, l'ordonnance royale du 11 septembre 1895 contient les dispositions suivantes :

Art. 141. — Sous la dénomination de thé, on ne peut mettre dans le commerce et vendre que la feuille du *Thea sinensis*. Les variétés ordinaires de thé contiennent au moins 0,9 % de théine ; les variétés de choix en contiennent au moins 2 %.

Art. 142. — Sont interdites la vente et l'exposition en vente, comme thé de feuilles d'autres plantes, ou de thé véritable mêlé à des feuilles provenant d'au-

tres plantes, de thé de bonne qualité mêlé à du thé dont on a extrait les constituants solubles, de thé coloré artificiellement avec des couleurs minérales, des couleurs artificielles de synthèse ou des couleurs végétales, de thé avarié, fermenté, moisi ou autrement gâté.

Aux *États-Unis* de l'Amérique (Porto-Rico) il est interdit de vendre, d'offrir en vente... comme thé ou sous le nom de thé, un produit contenant plus de 8 % ou moins de 4 % de cendres totales, ces cendres devant contenir au moins 40 % de substances solubles dans l'eau. Les cendres insolubles dans les acides ne dépasseront pas 1 %; les cendres insolubles dans l'eau, 3, 25 % du poids du thé.

L'extrait aqueux ne sera pas inférieur à 30 % du poids du thé (*Rules and regulations of the superior board of health.*)

CHAPITRE VII

Le Vin

§ 1^{er}. — Définition. Composition.

« On comprend sous le nom général de vin, le produit de la fermentation alcoolique complète ou incomplète du raisin frais ou du jus de raisin frais. (Congrès de Genève, séance du 9 sept. 1908).

« Le jus de raisin est, en quelque sorte, de l'eau contenant en dissolution une grande quantité de sucre ainsi qu'une substance acide, le *bitartrate de potassium* ou sel de tartre.

« A mesure que le raisin mûrit, la quantité de sucre qui se forme dans les grains, sous l'influence du soleil augmente, tandis que la proportion du sel acide diminue d'une quantité à peu près égale.

« La fermentation que subit le jus, au moment où l'on écrase les raisins en les foulant dans une cuve, est le résultat de la transformation du sucre par parties égales en alcool et en gaz carbonique, lequel en se dégageant produit l'effervescence caractéristique. La fermentation, œuvre des levures qui existent naturellement sur la peau des raisins, se poursuit ainsi

jusqu'à disparition complète du sucre. Finalement, on obtient le *vin*, c'est-à-dire du jus de raisin dans lequel le sucre est remplacé par une quantité proportionnelle d'alcool ; pratiquement 17 gr. 5 de sucre donnent 8 grammes d'alcool (c'est-à-dire 1 degré par litre puisque l'alcool a une densité d'environ 0,8). » (M. E. Roux, *op. cit.*, p. 579.)

Les différents éléments qui entrent dans la composition du vin sont les uns volatils à 100° et au-dessus, les autres fixes à cette température. La partie volatile est constituée principalement par l'eau et l'alcool éthylique auxquels on peut ajouter des gaz (acide carbonique et azote), quelques éthers provenant de l'action des acides organiques sur l'alcool et ses homologues et auxquels on attribue en grande partie le bouquet du vin, quelques acides organiques en petite quantité, de plus une faible proportion de la glycérine qui existe normalement dans le vin comme produit constant de la fermentation du sucre et qui est entraînée par les vapeurs d'eau et d'alcool.

Les éléments fixes comprennent la plus grande partie de la glycérine, l'acide succinique (produit normal de la fermentation du sucre de raisin), des matières grasses, sucrées, gommeuses, pectiques et albuminoïdes, des tanins spéciaux auxquels on peut rattacher les matières colorantes, des sels d'acides organiques et minéraux, des acides organiques libres et saturés.

L'eau forme à peu près les 800 à 950 millièmes du poids du vin.

L'acide éthylique s'y trouve dans la proportion de 50 à 180 millièmes.

La glycérine y est de 3 à 8 grammes par litre de vin.

Les matières grasses sont en général mélangées avec la glycérine.

Les matières sucrées existent ordinairement en faible quantité dans les vins secs (15‰ en moyenne). Les vins de liqueur en contiennent souvent de très fortes proportions (jusqu'à 150 grammes par litre).

Le tanin (acide œnotannique ou œnogallique) se trouve dans les vins rouges dans la proportion de 0 gr. 5 à 2 grammes par litre, et de 0 gr. 1 à 0 gr. 2 dans les vins blancs.

La matière colorante, d'après M. Gautier, varie dans les vins suivant les cépages.

Les gaz que l'on trouve dans les vins jeunes sont surtout l'acide carbonique et l'azote; dans les vins très vieux on rencontre toujours de l'oxygène et de l'azote et pas d'acide carbonique. Ainsi M. Berthelot dans un litre d'un vin âgé de 45 ans, trouva 44 cc. 7 de gaz formé de 12 centimètres cubes d'oxygène et de 32 cc. 7 d'azote. (V. Bureker, *Traité des falsifications et altérations des matières alimentaires*).

§ 2. — Falsifications.

On adultère le vin en y ajoutant de *l'eau*, du *cidre* ou du *poiré*, de *l'alcool*, du *sucre*, de la *mélasse*, des *vins de marc*, des *piquettes de raisin sec* dont on fabrique aujourd'hui de grandes quantités pour parer à l'insuffisance de la récolte du raisin en France depuis l'apparition du phylloxéra.

On vend des vins altérés dont on dissimule l'altération par l'addition des *acides tartrique*, *acétique*, *tannique*, de la *craie*, des *carbonates de soude*, de *l'alun*. On les remonte avec des *acides sulfurique*, *chlorhydrique* ou *azotique*: on y a ajouté des *matières colorantes* et de la *glycérine*; des *amandes amères* ou des *feuilles de laurier-cerise* pour donner un goût de noisette. On fait souvent du vin avec de la piquette et des lies pressées.

Pour conserver certains vins on introduit au moment de leur préparation du *plâtre* ou plus rarement du *sel* dont les quantités tolérées sont limitées, et lorsque ces quantités ont été dépassées, on essaie de les ramener à la limite par l'addition de *sels de stramonium* ou de *baryum*. On a souvent recours pour la conservation de certains autres vins à des produits antiseptiques, qui sont prohibés, tels que *l'acide salicylique*, *borique*, la *saccharine*, *l'abras-*

töl, les *fluosilicates*, etc. (V. Chevalier, Baudrimont, *op. et loc. cit.*)

En résumé, les principales falsifications du vin sont le *mouillage*, et le *vinage* ; viennent ensuite l'addition de *colorants* et d'autres produits destinés à masquer ses défauts, ainsi que les antiseptiques, et, enfin, l'addition des substances destinées à lui donner l'apparence de vin d'une plus grande valeur (les bouquets, essences, les poudres tanniques, la glycérine, les sucres ou le moût de vin (V. E. Roux).

Mais on débite aussi des vins fabriqués de toutes pièces : ainsi l'on met en vente, sous le nom de vin, un liquide dans lequel on a imité par voie synthétique le résultat de la fermentation du suc de raisin, avec des eaux fermentées sur des corps sucrés, tels que *sirops de fécule*, *fruits secs*, *sucres bruts*, etc., ou sur des *baies de genièvre*, des *semences de coriandre*, du *pain de seigle* sortant du four et coupé en morceaux. Après la fermentation, on tire à clair et si la liqueur n'est pas suffisamment colorée, on y ajoute une infusion de *betteraves rouges* ou du fruit de la *myrtille*.

On a vendu comme vin un liquide fabriqué avec de l'eau, du vinaigre, du bois de campêche et du gros vin du Midi ($1/9$ ou $1/10$), sous lequel on dissimule la sophistication.

Lorsque l'on croit boire les produits savoureux de vignobles étrangers tel que ceux d'Alicante, de Ma-

laga, de Syracuse ou de Chypre, de Madère, d'Oporto, on ne boit souvent que des vins fabriqués dans les départements du Midi, et notamment dans l'Hérault, le Gard, les Pyrénées-Orientales.

La ville de Cette exporte, chaque année, de 500.000 à 600.000 hectolitres de vins de liqueur faussement attribués à d'autres pays (V. Chev., Baud. *op. et loc. cit.*).

« La fraude du vin coûte à l'État et aux villes, le dixième environ des droits et des contributions perçus annuellement. En tenant compte de ce que Paris à lui seul est frustré de 20 millions de francs par le mouillage, il est aisé de calculer combien sont énormes les sommes ainsi détournées d'une façon générale. En revanche, si ces sommes étaient perçues, on comprend de quel secours elles seraient par rapport aux charges budgétaires et l'allègement qu'en auraient les contribuables par rapport à l'impôt, car les villes pas plus que l'État, en réalité, ne perdent jamais leurs droits ; chaque fois qu'il leur est causé quelque préjudice, on peut être sûr qu'il rejaillira sur les particuliers. Il résulte donc de la fraude que tout le monde est volé : l'État, les villes, le commerce honnête, les vignerons, le consommateur et tous les contribuables. » (V. *La Vigne française et la fraude*. Jean de Noryac, p. 1.)

§ 3. — Législation concernant les fraudes
sur les vins en France.

A l'heure actuelle les fraudes et falsifications des vins sont exprimées par la législation générale de la loi du 1^{er} avril 1905. Cette législation générale s'appliquera toutes les fois qu'il n'y aura pas été dérogé par des dispositions spéciales aux vins.

Le décret, en forme de règlement d'administration publique, en date du 3 septembre 1907, qui a été rendu par le ministre de l'Agriculture en ce qui concerne la fraude des vins, a donné une grande efficacité à la loi du 1^{er} août 1905 pour la protection de cette boisson, et, par suite, a complété les moyens légaux de poursuivre les vins sophistiqués ou artificiels qui concurrencent le vin naturel.

En outre, comme mesures répressives il faut citer les lois suivantes :

La loi du 15 août 1889 « loi Griffé qui interdit de vendre sous le nom de vin un produit autre que celui de la fermentation des raisins frais » et qui définit les *vins de marcs* ou *vins de sucre*, et les *vins de raisins secs* (art. 2 et 3).

La loi du 26 juillet 1890 concernant l'imposition et la fabrication des vins de raisins secs.

La loi du 11 juillet 1891 qui réprime toute addi-

tion de matières colorantes, d'acides, de sel, toute vente de vins plâtrés.

La loi du 24 juillet 1894 punissant le mouillage et l'alcoolisation des vins.

Enfin la loi du 1^{er} juillet 1907 concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux.

Quelques-unes de ces lois sont purement fiscales. Elles s'enchevêtrent avec les dispositions spéciales aux fraudes sur les vins, vu que ces manipulations constituent souvent en même temps qu'une falsification, une infraction aux lois fiscales. D'autres, malgré le titre de la loi, paraissent plutôt préventives que répressives.

Cependant, les mesures préventives sont contenues dans la loi du 29 juin 1907. Les prescriptions de cette nouvelle loi n'ont pas, en effet, à proprement parler, pour but, ainsi que le déclare M. Cazeneuve, de réprimer le mouillage, le sucrage, l'emploi de produits chimiques, etc., mais plutôt, comme l'indique d'ailleurs son titre, *de les prévenir*. Il a paru au législateur que *la répression* était suffisamment assurée par les lois sus visées mais qu'une loi préventive spéciale concernant le mouillage et le sucrage était absolument nécessaire. En effet, la chimie, quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, est sinon désarmée pour déceler le mouillage et le sucrage, du moins se trouve en face d'un problème complexe, toujours

délicat à résoudre, nécessitant l'examen par un chimiste analyste très expérimenté. La quantité d'eau dans les vins naturels étant extrêmement variable suivant les crus et les années, on comprend très bien que le mouillage ou addition artificielle d'eau est une pratique faite pour dérouter l'expert si le chimiste n'a pas les repérages et les types de comparaison, et n'est pas secondé par une longue expérience. De même pour le sucre de betterave ou de canne qui, une fois transformé entièrement en alcool par la fermentation, disparaît sans laisser plus de trace que le sucre du moût normal lui-même. C'est du défaut d'équilibre entre les divers éléments du vin que le chimiste tire des conclusions probantes et positives. Il lui faut, pour saisir les défauts du vin analysé, de la sagacité et une grande pratique. Les analyses de vin sont en somme très difficiles.

« Une série de mesures propres à prévenir ces deux manipulations frauduleuses courantes, causes sinon uniques, du moins très importantes de la crise actuelle, s'imposent donc. C'est faciliter la tâche des experts de contrôle que de prendre déjà des mesures préventives. » (Rapport de M. le député Caze-neuve, *Journ. Off.* du 27 juin 1907, p. 433. V. MM. Courcelle, Ricard, *op. cit.*, 206-207.)

Les dispositions les plus importantes de cette loi (L. 29 juin 1907) sont : 1^o l'article 1^{er}, qui astreint les récoltants à déclarer à la mairie, chaque année, la su-

perficie des vignes en production et la quantité de vin, de vendanges fraîches et de moûts en leur possession, et qui stipule qu'il ne pourra être délivré de titres de mouvement que dans les limites des déclarations ; 2° l'article 4, qui interdit la fabrication, l'exposition, la mise en vente des produits œnologiques de composition secrète ou indéterminée, et destinés soit à améliorer, bouqueter, guérir les vins naturels, soit à fabriquer des vins artificiels ; 3° l'article 5, établissant une taxe complémentaire de 40 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné employé au sucrage des vendanges ; 4° l'article 6, limitant les quantités de sucre destinées à la consommation familiale ainsi que les quantités de piquettes susceptibles d'être fabriquées dans chaque exploitation agricole, pour ce même usage familial ; 5° l'article 8, qui établit la limite du sucre chez le commerçant (Voir pour détails MM. Courcelle et Ricard, *op. et loc. cit.*).

★ ★

Le décret du 3 septembre 1907 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 contient, en ce qui concerne les vins, vins mousseux, etc., des dispositions intéressantes dont voici les plus importantes :

Ne constituent pas des manipulations et pratiques frauduleuses aux termes de la loi du 1^{er} août 1905 les

opérations ci-après énumérées qui ont uniquement pour objet la vinification régulière ou la conservation des vins.

1° En ce qui concerne les vins :

Le coupage des vins entre eux ;

La congélation des vins en vue de leur concentration partielle ;

La pasteurisation ;

Les collages au moyen de clarifiants consacrés par l'usage, tels que l'albumine pure, la gélatine pure ou la colle de poisson ;

L'addition du tanin dans la mesure indispensable pour effectuer le collage au moyen des albumines ou de la gélatine ;

La clarification des vins blancs tachés au moyen de charbon pur ;

Le traitement d'anhydride sulfureux pur provenant de la combustion du soufre, et par les bisulfites alcalins cristallisés purs. Les quantités employées seront telles que le vin ne retienne pas plus de 350 milligrammes d'anhydride sulfureux, libre et combiné, par litre. En aucun cas, les bisulfites alcalins ne peuvent être employés à une dose supérieure à 20 grammes par hectolitre.

2° En ce qui concerne les moûts :

Indépendamment de l'emploi du plâtre et du sucre dans les limites fixées par les lois du 11 juillet 1891 et du 28 janvier 1903 ;

Le traitement par l'anhydride sulfureux et par les bisulfites alcalins dans les conditions fixées ci-dessus pour les vins ;

L'addition de tanin ;

L'addition à la cuve d'acide tartrique cristallisé pur dans les moûts insuffisamment acides ;

L'emploi simultané de l'acide tartrique et du sucre est interdit ;

L'emploi des levures sélectionnées (art. 3).

Ces dispositions sont applicables aux vins mousseux. Indépendamment des manipulations et pratiques prévues par l'article 3 ci-dessus, sont considérés comme licites, en ce qui concerne spécialement les vins mousseux :

1° Les manipulations et traitements connus sous le nom de méthode champenoise ;

2° La gazéification par l'addition d'acide carbonique pur (V. art. 5).

§ 4. — Législations concernant les vins dans les pays étrangers.

En Suisse la loi de Genève du 7 avril 1883 porte que toute boisson vineuse qui n'est pas le résultat exclusif de la fermentation du jus de raisin frais doit être vendue comme telle (V. *Annuaire de lég. étrang.*, 13^e an., p. 606).

Deux lois, l'une du 16 mai 1883, l'autre du 29 no-

vembre 1888, spéciales au canton de *Vaud* renferment des dispositions semblables (*Ibid.*, 13^e an., p. 655, et 18^e an., p. 737).

Le canton du *Tessin* possède une loi du 22 octobre 1891 sur la vente du vin ou pour mieux dire sur la vente de liquides qu'il n'est pas permis de vendre sous le nom de vin (*Ibid.*, 21^e an., p. 772).

En *Espagne* les décrets des 11 mars et 2 décembre 1892 sont relatifs à la falsification des vins et boissons alcooliques (*Ibid.*, 22^e an., p. 772).

En *Hongrie* la loi du 3 juillet 1893 interdit de préparer, de fabriquer et de mettre dans la circulation des vins artificiels et des matières pouvant servir à la fabrication de ces vins.

Un projet de loi s'occupe de la réglementation du commerce des vins et spiritueux en *Allemagne* (*V. Annales des falsifications*, févr. 1909, p. 43).

Une ordonnance en vigueur à *Montevideo* (Uruguay) considère comme falsifiés les vins qui contiennent des antiseptiques (acides salicylique, borique, benzoïque ou autres), des alcools impurs, des matières colorantes artificielles et plus de 2 grammes de sulfate de potasse par litre, et, en outre, les vins qui contiennent moins de 16 grammes d'extrait à 100 degrés par litre (D^r Florentin Felippone, *Revue internat. des falsific.*, 1891).

La loi du 10 mars 1904 (*Pérou*) relative au régime fiscal des vins, alcool et boissons alcooliques, définit

dans ses articles 4 et 5 le vin naturel et le vin artificiel : « On entend par vin naturel tout vin provenant exclusivement du raisin frais » (art. 4). « On entend par vin artificiel tout vin résultant de la fermentation des marcs et raisins secs, avec addition d'eau ou de matières sucrées et le mélange de ce produit avec des vins naturels. »

En *Argentine* ne seront pas considérés comme vins naturels :

1° Ceux fabriqués avec des raisins secs ;

2° Ceux auxquels il aura été ajouté des substances qui, quoique existantes dans les vins naturels, en altèrent la composition ou modifient l'équilibre des matières composant un vin naturel ;

3° Les vins rouges contenant plus de 35°/oo ou moins de 24°/oo d'extrait sec, déduction faite du sucre réducteur.

Le pouvoir exécutif pourra autoriser une limite inférieure au minimum ci-dessus, pour les vins en bouteilles et les vins de dessert ;

4° Les vins blancs contenant moins de 17°/oo d'extrait sec, déduction faite du sucre réducteur, à l'exception des vins fins en bouteilles ;

5° Les mélanges des vins énumérés dans les quatre paragraphes antérieurs avec des vins naturels. (Art. 1^{er}, projet de loi approuvé par le Sénat le 18 août 1909. Voir pour détails, MM. Courcelle et Ricard, *op. cit.*, p. 673-675.)

SIXIÈME PARTIE

MOUVEMENT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DES MESURES CONTRE LES FRAUDES ALIMENTAIRES.

En 1879, au Congrès international des sciences médicales d'Amsterdam (séance du 9 sept.), M. le Dr Seelheim présenta un rapport *sur le devoir des autorités publiques pour la surveillance des denrées alimentaires*.

La question y était traitée au point de vue exclusivement national. Mais, au cours de la discussion, M. Mouat (de Londres) demanda ce que l'on pouvait faire, pour le punir, quand on découvrait les fraudes d'un falsificateur étranger, et M. G. Van de Velde (d'Anvers) émit le regret de voir que les gouvernements, tout en sauvegardant la santé de leurs compatriotes, ne songeassent pas à défendre l'exportation des marchandises sophistiquées ou adultérées.

L'idée d'une prophylaxie internationale contre la falsification était en germe dans ces deux observations.

Aussi, lorsque, dans la séance du 11 septembre, M. le Dr Th. Belval proposait d'émettre de nouveau

un vœu en faveur des conclusions votées au Congrès de Bruxelles, en 1875, au sujet de *l'Organisation internationale de l'hygiène publique*, et qu'une commission composée de MM. Finkelnburg, Mouat, Palasciano, Van Cappello et Belval eut été nommée pour rédiger ce vœu, cette commission adopta à l'unanimité la rédaction proposée par M. Finkelnburg et qui visait l'idée nouvelle qui venait d'être émise.

Le vœu était ainsi conçu : « *L'organisation internationale de l'hygiène publique est d'une aussi grande urgence pour les buts pratiques du service sanitaire que pour le progrès de la science hygiénique.*

.

« *De même, le développement rapide du commerce international des aliments et boissons exige une entente des autorités sanitaires sur les garanties à donner mutuellement, en ce qui concerne les falsifications et les altérations des marchandises exportées*

« *En conséquence, la cinquième section du Congrès médical d'Amsterdam recommande instamment la mise en pratique des conclusions adoptées par le Congrès des sciences médicales de Bruxelles, en 1875, relativement à l'organisation internationale de l'hygiène.* »

La conclusion fut votée à l'unanimité par la section et cette décision fut ratifiée en assemblée générale.

En 1882, au Congrès de Genève (séance du 9 septembre) M. le D^r Brouardel appela l'attention sur

« l'intoxication par produits journellement absorbés à petites doses ». La quatrième conclusion de son travail portait : *« Étudier les modifications qu'il y a lieu d'introduire dans les législations des divers pays, concernant les falsifications des denrées alimentaires. Communiquer les textes des anciennes lois et les modifications proposées aux représentants de l'hygiène dans ces divers pays, de façon à mettre autant que possible ces lois en harmonie et empêcher qu'une législation insuffisante dans un pays n'offre un refuge aux falsifications prohibées dans un pays voisin. »*

Sur la proposition de M. Vlemincks (de Bruxelles) un vœu fut rédigé par M. Brouardel et adopté à l'unanimité dans les termes suivants :

« Considérant que la falsification des denrées alimentaires utilisant les découvertes les plus récentes de la chimie, est entrée dans une voie véritablement scientifique et qu'elle est individuellement soutenue par de grands capitaux ;

« Que les pénalités opposées anciennement à ces falsifications ne répondent plus à l'état actuel et sont à peu près illusoires ;

« Que les intérêts de protection des diverses nations sont absolument solidaires, qu'il y a danger à ce que l'état de la législation permette à ces industries poursuivies dans un pays de trouver un refuge dans les pays voisins ;

« Propose :

« Qu'au prochain congrès la question soit mise de nouveau à l'ordre du jour ;

« Que les représentants des diverses nations apportent le texte des législations en vigueur chez elles, ou en voie de préparation, de manière à pouvoir étudier les mesures à prendre d'une façon internationale, contre un danger international. » (Compte rendu du congrès, vol. I, p. 251 et vol. II, p. 352.)

Au Congrès de La Haye, en 1884, la question fut, en conséquence remise à l'ordre du jour (3^e section), mais aucun rapport ne fut soumis pour servir de base à la discussion. M. Brouardel proposa de nommer une commission chargée de recueillir les documents utiles, lesquels seraient concentrés dans les mains d'un rapporteur, qui en ferait l'objet d'un travail pour le congrès suivant.

Cette proposition fut adoptée et la commission composée de MM. Brouardel (France), Carol (Espagne), Crocq (Belgique), Girard (États-Unis), Martin (Suisse), Roth (Angleterre), Soyka (Autriche), Verspyck (Pays-Bas).

M. Brouardel présenta le questionnaire suivant qui, selon lui, devait être suivi dans les recherches internationales :

« 1^o Signaler les accidents attribués à l'ingestion des diverses substances employées pour falsifier les denrées alimentaires. Solliciter sur ce point l'at-

tention particulière des médecins qui soignent des groupes d'ouvriers travaillant dans les usines où se fabriquent ces produits ; les prier de tenir systématiquement une sorte de registre de la santé de tous les ouvriers, comme le seul moyen de constituer un dossier qui nous permette de pénétrer dans cette pathologie nouvelle.

« 2° Signaler les méthodes employées par les chimistes, notamment par ceux qui ont des laboratoires destinés aux analyses des denrées alimentaires, pour déceler la présence des falsifications. Les prier de s'efforcer de mettre entre les mains des médecins des procédés qui permettent de reconnaître facilement, dans les urines, par exemple, la présence des substances introduites dans le corps humain.

« 3° Donner à la commission les lois destinées, dans chaque pays, à poursuivre les falsificateurs. Dire quels sont les résultats obtenus.

« 4° Faire sur ces différents points et sur tous autres, les remarques et les critiques qu'ils jugeront utiles. » (V. compte rendu du Congrès, vol. 2, p. 110).

Ce programme fut adopté.

On voudra bien remarquer que, dans toutes les conclusions adoptées par ces différents congrès, il n'y a pas la moindre trace d'organisation, ni nationale ni internationale. La question en est au même point qu'après le vote de la conclusion du rapport de M. Finkelnburg, à Amsterdam en 1879. Seulement

les différentes législations sont instamment réclamées et à Genève et à La Haye ; on espère y trouver quelque chose qui fournisse la clef du problème, qu'on ne sait, en réalité, par quel bout aborder.

La question restait donc entière lorsque l'Association générale pharmaceutique de Belgique eut à s'occuper de l'organisation du Congrès international de pharmacie, qui a eu lieu à Bruxelles au mois de septembre 1885. Le comité organisateur du congrès chargea une commission, composée de MM. G. Van de Velde, J. Van Pelt (d'Anvers) et Th. Belval (de Bruxelles) de préparer un rapport. Le comité d'études résolut d'aborder la question de front. Il lui parut que cinq années de vœux suffisaient et qu'il fallait enfin entrer dans la période d'action.

L'étude de la question lui fit adopter le schéma suivant qui servit de base à l'élaboration d'un rapport :

I. — 1° Preuve de l'internationalité de la question.

2° Nécessité préalable d'avoir, dans chaque pays, une organisation sérieuse pour la répression des falsifications des denrées alimentaires et boissons.

II. — *Organisation nationale :*

1° Législation ; exposé des législations et déductions.

2° Exécution de la loi comprenant :

A) La recherche des échantillons ;

B) L'examen des échantillons ;

C) La répression.

Le paragraphe B traitait également : a) De la nécessité d'établir un *modus agendi* uniforme quant à l'emploi des méthodes d'analyse ; quant à l'appréciation du degré de pureté ; quant aux substances à proscrire ; quant aux doses de tolérance ;

b) De l'organisation des laboratoires d'analyse (central, provincial, cantonal, urbain).

III. — *Entente internationale* :

1° Pour l'unification du *modus agendi* ci-dessus indiqué ;

2° Pour les informations réciproques ;

3° Pour les certificats, cachets, estampilles, étiquettes de garantie, dans la limite du possible.

Soumises à une séance générale, ces conclusions furent adoptées après quelques amendements, dans les termes suivants :

1° La législation relative à la falsification des denrées alimentaires et boissons, ainsi que sa sanction pénale et la mise en pratique de la loi, feront l'objet d'une entente internationale.

2° La falsification sera législativement définie dans les termes fixés par accord international.

3° A) Dans chaque pays, la législation précisera d'une manière suffisamment nette, formelle et inéluctable, les circonstances dans lesquelles on commet, sous quelque dénomination ou quelque forme que ce

soit, la tromperie sur la nature et la qualité des denrées alimentaires et des boissons ;

B) Cette législation donnera aux autorités administratives et sanitaires les pouvoirs et les moyens d'action nécessaires pour rechercher et constater les falsifications ;

C) Elle armerá le pouvoir judiciaire d'une sanction pénale suffisante pour que la répression soit efficace.

4° A) Des instructions seront délibérées, dans chaque pays et par les soins de l'autorité sanitaire, pour préciser la composition des denrées alimentaires et des boissons, et pour indiquer les méthodes d'investigation qui paraissent les meilleures ;

B) Ces instructions serviront de base pour l'élaboration, à la suite d'une entente entre les autorités sanitaires des différents pays, d'un *codex uniforme* fixant les mêmes données pour les substances d'intérêt international ;

C) Ce *codex* pourra être révisé chaque année.

5° Il sera établi dans chaque pays un service d'inspection pour la surveillance du commerce des denrées alimentaires et des boissons.

6° Des laboratoires d'analyse y seront organisés en nombre suffisant pour assurer complètement le travail conformément aux instructions mentionnées à l'article 4.

« Pour faciliter la découverte des fraudes, il est désirable que les échantillons remis par le public y

soient examinés gratuitement, lorsque le déposant fera connaître son nom et celui du vendeur. »

7° Les administrations sanitaires centrales des différents pays se tiendront mutuellement et régulièrement informées des constatations opérées par les services nationaux d'inspection et d'analyse.

Elles procéderont, afin d'assurer, le cas échéant, la répression, à la vérification des fraudes de l'espèce qui leur seraient signalées comme s'effectuant sur leur territoire (V. compte rendu des travaux du VI^e Congrès pharmaceutique ; Bruxelles, 1885. Rapport, p. 1-31 ; législations, p. 32-67 ; discussion, p. 509-561 et p. 563-568).

Il est à regretter, disait M. le Dr Belval dans une excellente conférence au Congrès international de Bruxelles, en 1888, que deux ans plus tard, au Congrès de Vienne (en 1887), au lieu de discuter le projet d'organisation adopté à Bruxelles, et d'y proposer telles modifications qui auraient paru utiles, on ait perdu le temps à discuter sur des rapports nouveaux, qui, en fait, n'ont reproduit qu'une partie des conclusions adoptées par le VI^e Congrès pharmaceutique de Bruxelles, en 1885, et encore d'une manière moins complète et moins précise. Voici en effet la terminaison du travail de MM. Brouardel et Pouchet de Paris et les conclusions de M. Hilger d'Erlangen.

Les premiers signalent « le résultat considérable auquel il serait possible d'arriver au moyen d'un

accord international, qui porterait successivement :

« 1° Sur la définition précise et formelle de ce que l'on doit entendre par le mot *falsification* ;

« 2° Sur l'institution d'un service d'inspection concernant exclusivement les denrées alimentaires et les boissons ;

« 3° Sur l'unification des méthodes et procédés de recherche à employer pour reconnaître et caractériser les falsifications ;

« 4° Sur un projet de législation visant particulièrement les denrées alimentaires et les boissons, rédigé de façon à préciser exactement la nature et la gravité des délits, donnant aux autorités administratives et sanitaires les pouvoirs et les moyens d'action nécessaires pour réprimer les falsifications et enfin, fournissant au pouvoir judiciaire une sanction pénale suffisante pour que la répression soit efficace. »

M. le professeur Hilger a conclu à son tour : « Que le VI^e Congrès international d'hygiène et de démographie émette le vœu qu'il soit formé une commission internationale composée de trois membres par pays, dans le but de proposer des mesures internationales contre la falsification des matières alimentaires et de les faire exécuter. »

Cette commission s'efforcerait avant tout :

1° D'établir le contrôle régulier des matières alimentaires ;

2° De fonder des stations d'examen d'État ou municipales ;

3° De fixer des méthodes d'examen ;

4° De tendre à établir une législation internationale.

Au grand concours international de Bruxelles de 1888 à l'occasion de l'exposition d'un laboratoire pour l'analyse des denrées alimentaires, M. le D^r Th. Belval émit le vœu que le gouvernement devrait décider l'installation de laboratoires municipaux ; qu'il devrait charger les bureaux des commissions médicales provinciales d'organiser, d'après les instructions qu'il leur donnerait, l'inspection et la surveillance ; que le principe du *codex* (1) d'analyse alimentaire soit adopté officiellement et que des chimistes de mérite soient bientôt désignés pour en jeter les bases. Il n'hésita pas à affirmer que ces mesures auraient une influence considérable aussi sur la *solution internationale*.

Une réunion internationale de chimistes pour l'analyse des denrées alimentaires, qui eut lieu à Vienne en 1891, adopta, sur la proposition du D^r van Hamel-Roos d'Amsterdam, et en se basant sur les décisions du Congrès international d'hygiène, un vœu tendant à ce que les différents Etats fissent élaborer par des commissions officielles des codes alimentaires natio-

1. Le principe du codex a été pour la première fois mis en lumière et développé par M. J.-B. Dépaire au grand concours international de Bruxelles, en 1888.

naux, qui serviraient de base au futur code international (D^r Schmid), mais les congrès internationaux qui se sont succédé depuis dans toutes les villes d'Europe, n'ont fait que voter régulièrement les mêmes motions platoniques sur la législation concernant les fraudes alimentaires et sur l'unification des méthodes d'analyse.

A Berlin, au Congrès de 1903 et de 1907 la question des falsifications de denrées alimentaires a été soulevée, mais exclusivement au point de vue de l'hygiène sociale.

C'est à la Société Universelle de la Croix-Blanche de Genève que revient l'intelligente initiative de la réunion d'un congrès en vue d'une lutte internationale contre les falsifications alimentaires. En effet, en septembre 1907, M. François Deloncle, prenant pour la première fois officiellement la parole au nom de la Société de la Croix-Blanche à peine fondée, faisait adopter au Congrès d'hygiène et de démographie, à Berlin, le vœu qu'une entente internationale intervînt au sujet de la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques. C'est le 9 novembre 1907 que partait du modeste bureau de Genève, à l'adresse de M. Wisley, la première lettre envoyée à l'étranger pour faire naître le mouvement qui aboutit à la réunion du Congrès de Genève du 8 septembre 1908.

Le programme de ce Congrès a été commenté en

ces termes par M. Philippe Dunant, président du Congrès : « ...Lorsque nous avons envisagé l'œuvre que comporte notre programme, nous nous sommes bien vite rendu compte que nous ne pourrions surmonter les difficultés que nous serions appelés à rencontrer qu'en nous attelant à la tâche avec une méthode rigoureuse de travail. Les questions d'alimentation touchent, en effet, à la fois au commerce et à l'industrie, à l'hygiène, à la chimie, à la législation et même à la diplomatie, pour l'établissement des conventions internationales que nous considérons comme le couronnement de l'œuvre.

« Il est impossible d'aborder le problème simultanément sous tous ses aspects : il faut échelonner les difficultés en étudiant successivement la question sous ses différentes faces. De là, la nécessité de convoquer des congrès successifs dans lesquels on solutionnera, les uns après les autres, et par échelons, les questions qui se rattachent aux divers points de vue qui viennent d'être énumérés.

« On s'adressera d'abord aux *commerçants* et aux *industriels*. C'est à eux, qui sont aux prises tous les jours avec les questions pratiques du marché des denrées alimentaires et avec les exigences de la clientèle, qu'on demandera tout d'abord ce qu'il faut entendre, dans chaque catégorie de produits, par l'*aliment pur*, et nous parlons ici de l'*aliment commerciale-ment pur*, c'est-à-dire tel que l'exige et le conçoit

l'acheteur qui demandera le produit. Nous n'entendons pas demander aux commerçants la définition de l'aliment chimiquement pur.

« Mais la définition seule n'est pas suffisante. Comme la plupart des aliments ne se consomment pas exclusivement sous la forme de leur production naturelle, nous demanderons aussi au commerce et à l'industrie de spécifier les manipulations qui doivent être considérées comme licites ou nécessaires ; conséquemment, il en résultera l'élimination des pratiques condamnables sans avoir à entrer dans l'énumération de toutes les sophistications interdites.

« Lorsque les définitions des produits purs et la nomenclature des manipulations licites auront ainsi été établies par les praticiens du commerce et de l'industrie alimentaire, un second congrès convoquera les *hygiénistes* et leur soumettra les résultats de ce premier travail. Les hygiénistes adopteront ou repousseront telles ou telles manipulations demandées, suivant qu'ils les jugeront admissibles ou non, au point de vue spécial de l'hygiène qui les préoccupera particulièrement.

« Ces définitions et manipulations ainsi sélectionnées seront, dans un troisième congrès, soumises aux *chimistes*, qui auront à établir les formules reconnaissables des différents produits et enfin à unifier les méthodes d'analyse. Cette dernière question se présentera alors avec des données précises, les chi-

mistes sachant exactement ce qu'ils auront à analyser.

« Sur la base de ce travail préparatoire, résultat de la collaboration successive des commerçants, des hygiénistes et des chimistes, les *juristes* interviendront ensuite pour fixer les règles de droit et pour coordonner dans des textes appropriés la matière ainsi élaborée. Enfin par la collaboration finale des *diplomates*, une entente internationale fixera les bases d'une union alimentaire, comme on a codifié internationalement le droit des auteurs et des inventeurs, en dépit de toutes les divergences qui paraissaient, au début, rendre cette unification chimérique et irréalisable.

« Une convention internationale, réprimant la fraude sur des bases uniformes, d'où qu'elle vienne et où qu'elle aille, sera le couronnement de l'œuvre que nous entreprenons. Avec le commerce international de plus en plus intense qui caractérise les temps modernes et la facilité des moyens de communication, cette convention internationale s'impose comme le seul moyen de lutter efficacement contre la marée montante des fraudes alimentaires. » (Voir *Compte rendu des travaux du premier Congrès international de Genève, 1909*, p. 30 et suiv.)

Le résultat du premier Congrès international pour la répression des fraudes alimentaires et pharmaceutiques a été mis en évidence par M. E. Roux, l'excellent directeur du service de la répression des fraudes au ministère de l'Agriculture (Paris).

Dans son rapport de clôture du congrès, M. Roux, après avoir examiné les éléments qui constituent la fraude et la falsification et analysé quelques définitions adoptées par le congrès, ajoute : « Nous pouvons proclamer que : *l'aliment commercialement pur, l'aliment loyal a été défini au premier Congrès de la Croix-Blanche de Genève.* »

Il fait ressortir la nécessité du consentement et surtout de la collaboration du commerce honnête pour l'édification de l'organisation internationale contre la fraude et rappelle la résolution suivante que le congrès avait votée à l'unanimité et qui montre que l'entente internationale pourra se réaliser aussi sur le choix des mesures pour une répression internationale :

« *Lorsqu'un pays a défini l'un des produits de son sol ou de son industrie et établi des règlements pour protéger le dit produit contre l'imitation frauduleuse qui pourrait en être faite par ses nationaux, les autres pays devront, sur le territoire, accorder à ce produit une protection identique.* »

Le premier Congrès de la Croix-Blanche n'a pu aborder aussi l'étude des *manipulations* que le commerce considère comme loyales et nécessaires pour la préparation des produits. Cette étude a formé l'objet du deuxième congrès tenu à Paris en octobre 1909.

En effet, voici le plan général des travaux de ce congrès :

1° Compléter le catalogue des définitions formulé par le précédent Congrès de Genève ;

2° Indiquer les opérations *régulières* conduisant au produit commercialement pur ;

3° Indiquer les opérations *facultatives* qui doivent être annoncées au client sur l'étiquette du produit ;

4° Mentionner si les dénominations géographiques désignent l'*espèce* ou l'*origine* ;

5° Réunir sous forme de vœu les desiderata des producteurs et commerçants (1).

Dès l'ouverture du Congrès, M. Ruau, ministre de l'Agriculture en France, a rappelé « la puissante trilogie dans laquelle doit se dérouler le drame passionnant de la lutte contre la fraude » : la collaboration des producteurs, commerçants et techniciens pour la définition de l'aliment pur ; la consultation des hygiénistes et la consécration demandée aux légistes.

Un compte rendu très complet qui a été publié dernièrement contient toutes les discussions et les délibérations du Congrès de Paris. Les définitions adoptées par ce congrès forment la base du *Codex alimentarius universel* et celui-ci constitue la première étape d'une entente internationale pour la répression des fraudes alimentaires.

1. Avant l'ouverture du Congrès, cet énorme travail a déjà été réalisé avec la collaboration de toutes les chambres syndicales, des corporations intéressées. Des rapports ont été envoyés aux délégués étrangers qui ont pu ainsi se préparer à la discussion.

Il faut espérer que sous peu de temps on unifiera les diverses lois qui régissent dans chaque pays les falsifications alimentaires. Ce travail énorme ne pourra s'effectuer qu'en condensant dans une loi internationale les principes essentiels de la répression des fraudes.

Pour cela, il faudrait que chaque pays nomme une commission chargée d'étudier et de communiquer à une *assemblée internationale de jurisconsultes* le système juridique qui régit les fraudes alimentaires dans leurs pays respectifs et que cette assemblée de jurisconsultes, par une méthode synthétique, arrive à élaborer un texte général qui formera les bases d'une union internationale pour réprimer efficacement ce fléau de l'humanité.

SEPTIÈME PARTIE

LE DROIT DE L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS RELATIVEMENT A LA RÉPRESSION DES FRAUDES ALIMENTAIRES.

Après avoir étudié l'évolution de la répression des fraudes alimentaires depuis l'antiquité jusqu'à nos jours en commentant les diverses dispositions légales tant en France qu'à l'étranger ; après avoir tracé la ligne qui dessine le mouvement international en faveur d'une entente mondiale contre la fraude, nous devons nous demander si tout le monde est d'accord à reconnaître à l'État le droit d'intervenir pour protéger la santé de ses citoyens et prendre des mesures sévères contre ceux qui nous trompent et nous empoisonnent sans relâche.

Il nous semble que personne ne devrait se plaindre d'être trop protégé contre un mal qui nous menace continuellement ; cependant, des économistes ont trouvé le moyen de discuter et de critiquer le droit de l'intervention de l'État en matière de fraudes alimentaires. De tous les modes d'intervention

de l'État, c'est celui-ci que les économistes de l'école libérale trouvent le plus vexatoire et le plus impertinent. Cette immixtion du législateur dans le domaine de la vie privée, revêtant pour l'occasion le bonnet de docteur, leur paraît aussi grotesque que celle de ce médecin de l'île de Barataria qui désignait de sa baguette impérieuse les plats que le malheureux Sancho pouvait manger et ceux qu'il fallait emporter.

L'économiste *Courcelle-Seneuil* dans son *Traité d'Économie politique* (3^e éd., 1891, p. 5, 114 et suiv.), en parlant des fraudes alimentaires, se demande « comment pourrait-on, avec le moins d'inconvénient empêcher la fraude » ; il répond : « On peut essayer de la *prévenir* par des mesures de police, ou la *réprimer* par des dispositions pénales, ou la laisser *impunie et libre*.

« La prévention étend les attributions de l'autorité : elle exige la nomination d'agents spéciaux, des règlements exprès, des visites et une certaine inquisition. Les agents coûtent, les règlements entravent les transactions, l'inquisition gêne et irrite ; en outre, les agents peuvent être corrompus et alors la fraude, loin d'être réprimée, se trouve encouragée. »

« En tout cas, et fût-elle exactement réprimée, il est probable que le salaire des agents spéciaux et les entraves mises aux transactions par les règlements et visites feraient perdre beaucoup plus à la puissance

du pays que ne lui ferait gagner la diminution de la fraude.

« Si la fraude est tout à fait libre, croit-on qu'elle va tout envahir et bouleverser les transactions ? Nullement. Ou elle est aperçue, ou elle est négligée par le consommateur. Si elle est aperçue, le marchand fraudeur perd sa clientèle au profit du marchand non fraudeur et la répression a lieu. Si le consommateur ne s'aperçoit de rien, le marchand fraudeur fait fortune comme si, par une invention, il avait abaissé le prix de revient de la marchandise ; mais il est promptement imité par ses confrères jusqu'à ce que, par le jeu de la concurrence, le prix de la marchandise baisse au taux fixé par l'état respectif de l'offre et de la demande. Alors, la fraude devient nominale et inoffensive ; elle ne nuit et ne profite à qui que ce soit : elle reste seulement comme un témoignage de la mauvaise foi du commerce et de l'ignorance du consommateur.

« On peut, il est vrai, porter contre elle des lois répressives : le marchand fraudeur peut, en certains cas, être traduit devant les tribunaux et condamné à une peine, soit à la requête de l'autorité, soit à la requête des particuliers. Ce système semble le meilleur en théorie ; mais l'expérience lui enlève une grande partie de son prestige. Si le consommateur est ignorant, les condamnations réitérées, publiées, ne corrigent pas le marchand fraudeur, qui trouve

d'autant plus d'avantage à vendre à faux poids et fausse mesure, etc., que le consommateur, rassuré par les poursuites qu'exerce l'autorité et par la bonne foi des marchands honnêtes, ne se tient pas sur ses gardes ; de telle sorte que, toute juste et équitable qu'elle soit, la répression judiciaire des fraudes usuelles généralisée est plus nuisible qu'utile.

« En réalité, il n'y a contre la fraude d'autre remède efficace que la vigilance de l'acheteur...

« ... La liberté générale d'acheter et de vendre, dit *Turgot* (dans *l'Éloge de Gournay*), est le seul moyen d'assurer, d'un côté, au vendeur, un prix capable d'encourager la production ; de l'autre, au consommateur, la meilleure marchandise au plus bas prix. Ce n'est pas que, dans les cas particuliers, il ne puisse y avoir un marchand fripon et un consommateur dupe ; mais le consommateur trompé s'instruira et cessera de s'adresser au marchand fripon ; celui-ci sera discrédité et puni par là de sa fraude. Vouloir que le gouvernement soit obligé d'empêcher qu'une pareille fraude arrive jamais, c'est vouloir l'obliger à fournir des bourrelets à tous les enfants qui pourraient tomber.

« Que l'acheteur se défende lui-même et n'aille pas à tout propos attendre l'intervention du gouvernement et compter sur elle ! Tel est le principe général. »

L'économiste *Droz* en 1854 écrivait à peu près dans

les mêmes termes en parlant de la liberté du commerce et de l'industrie.

« Il existe une surveillance naturelle de l'acheteur sur le vendeur. Quand l'industrie est libre, cette surveillance s'exerce mieux ; les acheteurs donnent plus d'attention aux produits, ils ont généralement plus de connaissances que sous une administration qui se charge de tout prévoir, de tout régler et de tout garantir. »

Mais l'économiste qui a poussé à l'excès la critique de l'intervention de l'État pour protéger les consommateurs contre les fraudes et falsifications alimentaires, est *M. Yves Guyot*. En effet, voici ce qu'il écrit relativement aux répressions des fraudes : « On installe un laboratoire municipal, avec dégustateurs et inspecteurs, analogues à ceux de l'ancien régime. Ils s'en vont chez les épiciers, marchands de vin, marchands de jouets, producteurs, industriels, commerçants de toutes sortes : ils agissent en pachas, font les prélèvements à leur gré et, il y a, embusqués à la préfecture de police, des chimistes qui exigent que la nature se conforme à leurs formules : « Le vin ? combien d'alcool ? combien d'extrait sec ? 10 du premier, 20 du second. Mauvais ! il est en retard : c'était la formule de 1882. Maintenant, il faut 12 du premier, 24 du second ! Ce lait ? il n'est pas conforme à ma formule. C'est la faute de la vache. Il faut que le Conseil municipal fasse une vacherie dans laquelle j'ordonnerai

aux vaches de ne produire que du lait selon ma volonté ! »

« Puis, police correctionnelle, le pilori de l'ancien régime sous forme d'affichage ; prison et perte des droits politiques ! Si l'ombre de Colbert erre à l'hôtel de ville et à la préfecture de police, elle doit être contente !

« On fait des commissions de dégustateurs, on établit des laboratoires, on s'aperçoit que les instruments dont on se sert manquent de précision ; et les victimes cependant ? leur a-t-on remboursé les erreurs administratives ? Les unes sont favorisées au détriment des autres. La fraude continue ; on confond, sous ce nom, toutes sortes d'opérations dont la plupart n'ont rien de frauduleux. On demande alors de nouveaux règlements ; et sous prétexte d'hygiène publique, on piétine sur toutes les lois...

« Tous les jours surgit quelque nouvelle proposition de loi, quelque appel à un nouveau règlement, pour empêcher ceci, surveiller cela, resserrer un peu plus le bâillon qui nous étouffe, les entraves qui enserrèrent nos membres, comme si nous n'avions pas surtout besoin d'air et de liberté.

.

« L'intervention économique de l'État, à l'aide de règlements, de monopoles, d'impôts, repose sur cette vieille idée qui attribue aux gouvernements l'omnipotence et l'omniscience, et aux gouvernés l'inca-

pacité et l'ignorance. » (Voir Yves Guyot. *La science économique*. Introd. XXII, p. 440 et suiv.)

A l'argumentation des économistes partisans du « laissez-faire », on peut opposer le discours de *Wolowsky* à l'occasion de l'ouverture du cours de législation industrielle. (V. *Revue de législation et de jurisprudence*, t. 48, p. 673.)

« La liberté de la production se concilie à merveille avec des moyens de garantie et de contrôle qui assurent la loyauté et la régularité des transactions. Empêcher les marchands de voler ou d'empoisonner le consommateur, ce n'est pas violer la liberté du commerce ; tout au contraire, la liberté suppose la responsabilité, elle sollicite la répression des délits, aussi bien dans l'ordre industriel que dans l'ordre civil...

« Dire que la liberté de l'industrie, c'est la liberté de vendre à faux poids, de frauder la denrée et de jouir de l'impunité ; que le *laissez-faire* et le *laissez-passer* des économistes signifie : *Laissez commettre le vol, laissez passer la fraude*, c'est se livrer à un jeu d'esprit peu digne d'une discussion sérieuse ; sous prétexte de tracer le tableau des doctrines économiques, on en crayonne la caricature. »

Et plus loin : « Sans doute, nos lois sont incomplètes et défectueuses ; mais appelées à régir un ordre de choses nouveau, elles ne peuvent avoir prévu à l'avance toutes les complications de la pratique, elles

suivent les faits sociaux, elles ne sauraient les devancer. Néanmoins elles consacrent le principe de toutes les mesures conseillées par l'expérience ; elles ont formulé déjà des dispositions qui protègent la régularité des transactions, il ne s'agit que d'étendre et de fortifier ce régime d'une surveillance sans contrainte, d'un contrôle sans oppression, qui attribue au pouvoir public la mission de garantir l'intérêt de la société, de concilier la pleine liberté du mouvement de l'industrie avec la probité, avec la sincérité dans la création des produits et dans le trafic des marchandises.

« La liberté complète, absolue du travail, n'entraîne pas avec elle la faculté de commettre des délits et des crimes.

« Tolérer de pareils excès, ce serait faire preuve non de respect pour les principes, mais d'un stupide fétichisme pour une idole absurde, parée d'ornements d'emprunt, ce serait condamner la liberté industrielle à un coupable travestissement.

« Quand on impute de pareilles folies aux fondateurs justement vénérés de la science économique, nous ne savons vraiment si les erreurs que l'on commet tiennent à la mauvaise foi ou à l'ignorance.

« Notre organisation industrielle repose tout entière sur le principe de la liberté qui met en mouvement toutes les facultés humaines, mais qui n'exclut pas, qui provoque au contraire la protection vigilante

du pouvoir, et l'action tantôt directe, tantôt indirecte, de son influence supérieure...

« Favoriser l'impulsion de la nature dans toutes les directions, dans toutes les entreprises, écarter les obstacles qui pourraient s'y opposer, tel est surtout le devoir de l'État. Il est donc appelé à réprimer tout ce qui jette le trouble et le désordre dans les relations naturelles, tout ce qui empêche qu'elles ne portent leurs fruits. La mauvaise foi, la fraude, le vol, ne peuvent se couvrir du manteau de la liberté, s'exercer à leur aise ; l'inaction du pouvoir vis-à-vis de ces atteintes portées à l'ordre régulier de la production et du trafic constituerait une sorte de complicité. » (V. *Loc. cit.*).

A l'argumentation de Courcelle-Seneuil, *M. Cauwès* répond : « Sans doute, les consommateurs doivent veiller, mais croit-on que leur contrôle puisse être toujours effectif sans devenir tracassier ? puis, s'il s'agit de découvrir les denrées alimentaires falsifiées, pourraient-ils toujours découvrir immédiatement la fraude ? En l'absence d'une répression pénale, la santé publique ne serait-elle pas souvent compromise ?... »

« Les partisans du laissez-faire citent des exemples de consommateurs qui, en certaines villes à l'étranger, ont organisé spontanément la police du commerce ; c'est sans doute fort bien, mais s'il arrivait qu'en l'absence de force armée, les particuliers eus-

sent organisé des milices pour maintenir l'ordre, croit-on que ce fait prouvât l'inutilité des services publics de défense et de sécurité ? » (*Cours d'Économie politique*, t. II, p. 242.)

Enfin, *M. Gide*, dans son *Économie Politique*, page 570, ajoute : « Et quant à croire que le consommateur est suffisamment en mesure de savoir ce qu'il consomme et de veiller à ses intérêts, c'est méconnaître que, possédât-il même toutes les connaissances de l'hygiène, il est le plus souvent dans l'impossibilité de choisir, surtout s'il est de clientèle pauvre. Pense-t-on que les petits enfants qui sont empoisonnés par le lait « soient les meilleurs juges de leurs intérêts » ? Du reste, s'il est vrai que les consommateurs soient surtout les meilleurs juges de leurs intérêts, on ne saurait mieux faire que de s'en fier à eux quand ils réclament l'intervention du législateur. Nous ne contesterons pas d'ailleurs que l'application de ces mesures de protection ne soit très malaisée. D'une part l'hygiène est loin, encore aujourd'hui, d'être infaillible, et d'autre part, rien n'est plus difficile que de déterminer où commence la falsification et ce qu'il faut entendre par un produit « vrai » ou « pur »... « Mais si ces difficultés pratiques imposent en effet une grande prudence dans l'application de la loi, elles n'ébranlent pas sa nécessité ! »

La conclusion qui s'impose est la suivante : Il ne faut pas que le public laisse tout à faire à l'autorité ;

il faut qu'il lui apporte un concours actif et résolu. C'est une des idées les plus chimériques et les plus dangereuses, que celle qui consiste à croire qu'il est possible à l'autorité de réformer les abus lorsqu'elle est réduite à ses seules forces.

Elle est impuissante à faire le bien ou à empêcher le mal, si elle n'est aidée par l'initiative des citoyens. « Lorsque le public attend trop d'elle, il la provoque et l'oblige à faire des règlements dont ensuite les hommes industriels et honnêtes, les citoyens les plus utiles ou plus inoffensifs, ont lieu de se plaindre, parce que pour eux ce sont autant de chaînes. » (V. Michel Chevalier, *Cours d'Économie politique*, 1858, p. 569 et suiv.)

Vu : le Président de la thèse
CAUWÈS

Vu : le Doyen,
CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	5
INTRODUCTION.	11

Première Partie

La loi romaine sur les fraudes et le système de la répression des falsifications alimentaires sous l'ancien régime en France	17
Caractère de la loi romaine en matière de fraudes et falsifications alimentaires	18
Système de la répression des fraudes sous l'ancien régime en France	20
Critique de la conception juridique qui assimilait au crime de faux les fraudes commises dans la vente des marchandises.	21
Mesures répressives et préventives édictées par les statuts des corporations	23
Inefficacité de ce système de pénalité	24
Ordonnances et règlements édictés par les rois de France jusqu'à la Révolution de 1789	25

Deuxième Partie

Les lois punissant les fraudes alimentaires depuis la Révolution jusqu'à la loi du 1^{er} août 1905.	29
---	-----------

Le système du <i>Code pénal</i> de 1810 et les anomalies évidentes qu'il contenait	
Améliorations introduites par le <i>Code pénal</i> de 1832, article 423. Impuissance de ce système de répression	29
La loi du 27 mars 1851 et son caractère préventif : Création du délit de <i>falsification</i>	31
Analyse des éléments constitutifs de la « falsification ». Définition de ce nouveau délit	32
Commentaire de la loi du 27 mars 1851	34
La situation du système de répression des fraudes alimentaires au moment du vote de la loi du 1 ^{er} août 1905	37
	42

Troisième Partie

Analyse des innovations introduites par la loi actuelle pour la répression efficace des tromperies et fraudes alimentaires.	45
Importance des règlements d'administration publique rendus par application de cette loi et tendance vers l'unification des mesures répressives contre les fraudes, au point de vue international	57
Description de la procédure établie par le décret du 31 juillet 1906 pour compléter la loi de 1905	62
Résultats obtenus par la loi actuelle et l'efficacité de son système de répression	66

Quatrième Partie

Étude des lois générales concernant la répression des fraudes et falsifications alimentaires dans les pays étrangers	71
--	----

Caractéristique des lois générales sur les fraudes alimentaires au point de vue du droit comparé.	72
Allemagne	73
Autriche.	75
Belgique.	79
Danemark	81
Espagne.	84
Hongrie.	86
Iles-Britanniques	87
Italie	94
Pays-Bas.	96
Portugal	97
Suède.	100
Suisse.	101
États-Unis d'Amérique	105
Alabama.	105
Alaska	105
Arizona	106
Californie	106
Colorado.	108
Colombie	108
Georgie	111
Illinois	111
Indiana	112
Maine.	113
Massachusetts	113
New-York	115
Pensylvanie.	116
Washington.	117
Loi du 13 juin 1906 sur l'alimentation aux États-Unis.	118

Cinquième Partie

Les lois spéciales contre les fraudes alimentaires en France et à l'étranger. Analyse de quelques matières alimentaires et boissons. Description des fraudes et falsifications les plus fréquentes	123
Caractéristique des lois spéciales sur les fraudes et tendance vers l'unification internationale de leurs dispositions	123
<i>Le beurre.</i> — Définition. Composition	125
Falsifications du beurre	126
Succédanés du beurre. Margarine, graisses et huiles comestibles.	129
Lois concernant le beurre en France.	133
Législation des beurres dans les pays étrangers. (États-Unis, Danemark, Suisse, Angleterre, Allemagne, Pays-Bas, Italie)	137
<i>La bière.</i> — Définition. Composition	142
Falsifications.	143
Mesures édictées en France par le décret du 28 juillet 1908 pour prévenir les fraudes sur la bière.	144
<i>Le café.</i> — Définitions	146
Falsifications du café	146
Succédanés du café. Chicorées.	148
Falsifications des chicorées	149
Législation en France	150
Législations étrangères (Belgique, Italie, Allemagne, Angleterre, Roumanie, Suisse, États-Unis)	152
<i>Cacaos et chocolats.</i> — Définitions	159
Falsifications.	160
Législation en France.	160

Documents législatifs et administratifs étrangers (Belgique, Italie, Suisse, États-Unis)	161
<i>Le lait.</i> — Définition. Composition	165
Falsifications.	166
Législation française	167
Législations étrangères (Allemagne, Angleterre, Italie, Danemark, Suisse, États-Unis)	169
<i>Le thé.</i> — Définition	179
Falsifications.	179
Répression de la falsification du thé dans les pays étrangers (Angleterre, Italie, Suisse, Roumanie, États-Unis).	182
<i>Le vin.</i> — Définition. Composition	185
Falsifications.	188
Législation concernant les fraudes sur les vins en France	191
Législations étrangères (Suisse, Espagne, Hongrie, Allemagne, Uruguay, Pérou, Argentine)	196

Sixième Partie

Mouvement international pour l'unification des mesures contre les fraudes alimentaires . .	199
--	-----

Septième Partie

Le droit de l'intervention des pouvoirs publics relativement à la répression des fraudes et falsifications alimentaires. Conclusion . . .	217
---	-----



